

Rapport pour la période de sept mois

terminée le
31 décembre
2011



Table des matières

- 1 Notre vision
- 2 Message aux actionnaires
- 6 Nos valeurs
- 7 En bref
- 8 Rapport de gestion
- 33 États financiers consolidés
- 39 Notes afférentes aux états financiers consolidés
- 84 Renseignements supplémentaires

5N Plus est un producteur chef de file de métaux spéciaux et de produits chimiques. La société, entièrement intégrée, possède des installations de recyclage en boucle fermée. Son siège social se trouve à Montréal (Québec, Canada), et elle compte des installations de production et des bureaux de représentation dans plusieurs pays, notamment en Europe, en Amérique et en Asie. À partir de diverses technologies brevetées et éprouvées, 5N Plus fabrique des produits qui sont utilisés dans plusieurs applications pharmaceutiques, électroniques et industrielles. Parmi les principaux produits, mentionnons entre autres les métaux purifiés comme le bismuth, le gallium, le germanium, l'indium, le sélénium et le tellure, les produits chimiques inorganiques basés sur ces types de métaux et les substrats de composés semi-conducteurs. Un grand nombre de ces produits sont des précurseurs critiques et des éléments indispensables sur certains marchés tels ceux des modules solaires, des diodes électroluminescentes et des matériaux écologiques.

Notre vision



Croître ensemble, en harmonie avec notre environnement, par l'innovation et l'excellence de nos produits résultant du savoir-faire et de l'engagement de nos employés, pour ainsi devenir le premier producteur de métaux et produits chimiques spéciaux au monde.

Il semble que c'était hier seulement que nous annonçons l'importante acquisition de MCP Group. Pourtant, dès le premier exercice qui a suivi cette acquisition, celle-ci a déjà tenu sa promesse de faire de 5N Plus l'un des principaux fournisseurs au monde de métaux et produits chimiques spéciaux. Nous avons généré des ventes records malgré le fait que cet exercice n'a duré que **7 mois** en raison d'un changement de fin d'exercice permettant de faire coïncider l'exercice avec l'année civile. Ce changement a fait en sorte que nos résultats reflètent davantage la performance en deuxième moitié d'année ce qui a une incidence négative à la fois sur nos ventes et sur notre BAIIA, en raison du caractère saisonnier dans nombre de nos nouveaux marchés.

L'exercice n'a pas été marqué uniquement par de bonnes nouvelles. Le ralentissement économique a eu des conséquences notables sur la façon dont nos clients gèrent leurs inventaires. Plusieurs ont adopté une position plus prudente qui s'est traduite par un affaiblissement de la demande et une tension sur les prix. En outre, l'un de nos importants marchés d'utilisation finale, celui du photovoltaïque, a subi des changements structurels qui ont entraîné des baisses marquées des taux de croissance prévus à court terme s'accompagnant de répercussions importantes sur les prix de certains de nos produits. Nous demeurons convaincus de notre capacité à générer de la valeur à toutes les étapes de notre modèle d'affaires, y compris nos activités d'approvisionnement et notre stratégie en matière de stocks. Cependant, dans la conjoncture actuelle, nous n'avons

Message aux actionnaires

pas pu éviter des charges de dépréciation des stocks, associées principalement aux produits liés à l'énergie solaire, ce qui a eu une incidence majeure sur notre rentabilité pendant l'exercice.

L'année 2011 a également été une année de passage aux nouvelles normes comptables IFRS, un exercice laborieux et coûteux pour adopter un ensemble de normes comptables qui, à notre avis, sont mal adaptées à notre type d'activité. Le meilleur exemple en est peut-être la nécessité de réévaluer constamment tous les stocks au moindre du coût ou de la valeur nette de réalisation. En raison de la taille de nos stocks, ceci pourrait mener à des charges de dépréciation importantes au cours d'un trimestre, lesquelles pourraient, dans le cadre d'un scénario de fluctuation de prix normal, être partiellement reprises au trimestre suivant, avec pour conséquence une volatilité marquée de notre rendement financier. Afin de fournir une meilleure image de notre rendement réel, nous avons présenté des indicateurs financiers ajustés (incluant le résultat net ajusté, le BAIIA ajusté et le bénéfice brut ajusté) qui ne tiennent pas compte de l'incidence des charges de dépréciation.

Axés sur la croissance

Ces changements structurels et ces incertitudes ont également engendré des occasions de croissance. Notre nouvelle convention d'approvisionnement avec First Solar découle de l'une de ces occasions que nous avons réussi à transformer en un partenariat de longue durée extrêmement prometteur pour nos deux sociétés. À titre de fournisseur chargé

dorénavant d'approvisionner First Solar en la presque totalité de tellure de cadmium (CdTe) dont cette société nécessite, nous sommes aujourd'hui bien positionnés pour saisir des possibilités de croissance sur le marché de l'énergie solaire ainsi que du tellure proprement dit. Grâce à nos projets en cours dans des régions à faible coût comme le Laos et la Malaisie, nous croyons que nous occupons une position idéale pour mieux servir nos clients et contribuer à leur réussite en tant que chefs de file de leur secteur en matière de coût.

Au cours de l'exercice, nous avons poursuivi notre plan de croissance en instaurant des collaborations stratégiques avec des fournisseurs ou des clients clés. Notre annonce au sujet d'un projet de gallium primaire avec Rio Tinto est un exemple de cette proactivité. Nous continuerons d'évaluer et de développer de tels projets au fur et à mesure de notre croissance. La diversification de nos activités, notre présence géographique mondiale et notre position dominante pour la plupart des produits chimiques et des métaux que nous produisons ont sans aucun doute conduit la société à un statut de leader mondial. Avec cette nouvelle envergure, 5N Plus est en mesure de saisir des occasions de croissance qu'elle n'avait jamais eues avant en offrant sa gamme maintenant élargie de produits à des clients dans des marchés existants de l'Amérique du Nord et de l'Europe ainsi que dans certains nouveaux marchés asiatiques en plein essor.

Considérant que cette demande croissante des consommateurs pour des produits d'utilisation

finale contenant nos métaux et nos produits chimiques spéciaux conduit finalement à la réussite de notre entreprise, nous modifions notre objectif qui consistait à concentrer fondamentalement nos efforts sur les produits pour nous orienter vers une stratégie fondée sur les marchés mondiaux, alignée sur nos deux unités opérationnelles. Nous possédons maintenant l'infrastructure nécessaire pour approvisionner de façon rentable de nombreux marchés en plein essor, notamment :

Pour l'unité opérationnelle des matériaux écologiques :

- Le remplacement du plomb dans diverses applications industrielles et électroniques pour lesquelles nos produits à base de bismuth sont de plus en plus utilisés.
- L'expansion de notre offre dans les produits chimiques destinés à l'industrie pharmaceutique s'appuyant sur notre portefeuille existant des produits à base de bismuth.

Pour l'unité opérationnelle des matériaux électroniques :

- Les diodes électroluminescentes (DEL) à base de nitrure de gallium, une technologie écoénergétique qui transforme l'industrie mondiale de l'affichage et de l'éclairage ; nous sommes le principal producteur de gallium.
- Les substrats et les produits d'optique de germanium, maintenant que nous disposons à la fois d'une assise manufacturière convenable et de l'ensemble des produits requis.
- Et, alors que le secteur de l'énergie solaire traverse actuellement une période de regroupement en raison de l'offre excédentaire à court terme de gros modules, les perspectives à moyen et à long terme pour la production de modules photovoltaïques à couches minces, en particulier dans les pays émergents, demeurent prometteuses.

En résumé donc, la croissance de la demande mondiale des applications vers lesquelles est destinée notre gamme complète de produits demeure forte et le restera dans un avenir prévisible. 5N Plus, qui est déjà le principal fabricant et négociant de composants clés de ces technologies, est donc très bien positionné pour tirer profit de cette croissance future.

Axés sur la rentabilité et la durabilité

Le processus d'intégration de l'acquisition de l'an dernier a déjà tenu sa promesse d'augmentation des ventes et continuera de le faire. Mais il offre encore de nombreuses possibilités d'augmentation de l'efficacité, d'amélioration de la productivité et de réduction des coûts grâce à la mise en commun des meilleures pratiques et à la rationalisation des activités. 5N Plus profite déjà des avantages d'un alignement stratégique et de la diversification des marchés. Elle doit encore bénéficier de toute l'incidence des efforts d'amélioration opérationnelle actuellement en cours. À cet égard, un certain nombre d'initiatives ont été mises en œuvre, lesquelles devraient se traduire par des économies notables au cours du prochain exercice. Malheureusement, ces améliorations seront contrebalancées dans une certaine mesure par des reculs de nos marges qui en atténueront l'effet sur notre résultat net pendant l'exercice. En effet, il sera difficile de générer un bénéfice appréciable sur la vente des produits comptabilisés en charges de dépréciation en 2011. Mais cela ne s'avérera que pour 2012 et nos améliorations de coûts et d'efficacité devraient pleinement influencer notre résultat net à partir de 2013, une fois que notre stock d'unités dépréciées sera totalement épuisé.

Nous demeurons convaincus, aujourd'hui plus que jamais, que la combinaison de nos activités d'approvisionnement et de fabrication à

l'échelle mondiale va nous permettre d'être plus efficaces en terme d'achat de matières avec une masse critique dans tous nos principaux métaux et, pour le tellure, un positionnement considérablement renforcé à la suite de notre nouvelle convention avec First Solar. Bénéficiant d'une plateforme tout à fait unique, notre société est donc en mesure de mieux s'adapter aux variations en terme de prix et de disponibilité des matières premières, d'avoir un meilleur accès aux nouveaux marchés et à une nouvelle clientèle, et d'offrir un service à la clientèle et de distribution amélioré, nous permettant ainsi d'être bien positionnés pour poursuivre notre croissance et obtenir de solides résultats financiers.

5N Plus est aujourd'hui une entreprise plus grande et plus diversifiée, aucun client ne représentant plus de 15 % de ses ventes, unie autour d'une seule marque et d'une mission particulière consistant à fournir une gamme

complète de produits convenant le mieux à nos clients. Reconnue pour ses résultats financiers et sa contribution à la durabilité, tout dernièrement par Deloitte à titre de membre de Technology Fast 50[™], Technology Fast 500[™] et Technologie 15 sociétés vertes[™], il est évident que notre équipe de dirigeants actionnaires¹ a bien réfléchi à nos priorités et à sa capacité de tenir ses engagements.

Nous vous remercions de votre appui constant. Nous sommes confiants en l'avenir et nous demeurons convaincus qu'en dépit de la conjoncture plus difficile à laquelle nous sommes actuellement confrontés, nous pourrions continuer à générer de la valeur durable au profit de tous nos actionnaires.

¹ Les dirigeants détiennent environ 35 % des actions en circulation.



Dennis Wood
Président du conseil d'administration



Jacques L'Ecuyer
Président et chef de la direction



Nos valeurs

Nos valeurs sont notre boussole morale. Elles cimentent nos liens avec les employés, les clients et les communautés. Plus que jamais, elles sont les fondations qui soutiennent notre croissance.

Engagement

L'atteinte de notre vision n'est possible que grâce à l'engagement et à l'effort collectif de nos employés. Nous visons donc à développer un environnement de travail stimulant au sein duquel le travail d'équipe et la solidarité sont valorisés.

Amélioration continue

Nous faisons la promotion de l'excellence dans toutes nos activités. Nous visons à être les meilleurs dans ce que nous faisons et nous maintenons les plus hauts standards de qualité. Nous cherchons donc continuellement à améliorer nos compétences et la qualité de nos produits et services.

Santé et sécurité

Nous visons en tout temps à réaliser l'ensemble de nos activités de manière sécuritaire. Nous agissons de façon responsable afin de minimiser les risques liés à la santé et à la sécurité de nos employés en mettant de l'avant des activités de prévention et en améliorant continuellement notre performance en matière de santé et sécurité.

Développement durable

Nous encourageons toute initiative visant à préserver l'environnement tant au niveau individuel que corporatif. Dans ce dernier cas, nous nous sommes résolument engagés à promouvoir, tant à l'interne qu'auprès de nos clients et fournisseurs, le recyclage de produits et de déchets industriels. Nous nous fixons des objectifs dans le but de réduire l'impact de nos opérations sur l'environnement.

Clientèle

Notre priorité est de rencontrer les attentes des clients et même de les surpasser, en leur offrant des services et des produits adaptés à leurs besoins. Pour ce faire nous faisons preuve d'ouverture afin de promouvoir des solutions nous permettant d'établir des liens de confiance durable.

Intégrité

Nous adhérons à une norme unique et élevée d'intégrité qui consiste à tenir notre parole, à respecter la loi, à ne pas promettre ce que nous ne sommes pas en mesure de faire et à traiter toutes les personnes avec qui nous faisons affaire avec respect et dignité.

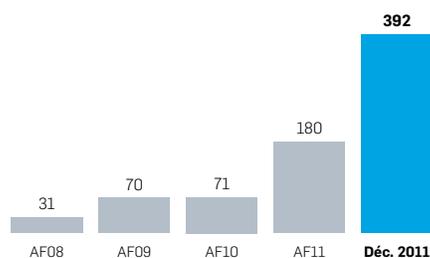
En bref

- 725 employés sur quatre continents
- 14 installations de fabrication
- 18 bureaux de vente
- Une chaîne d'approvisionnement stratégique avec les principaux producteurs
- De solides capacités de recyclage

Faits saillants financiers

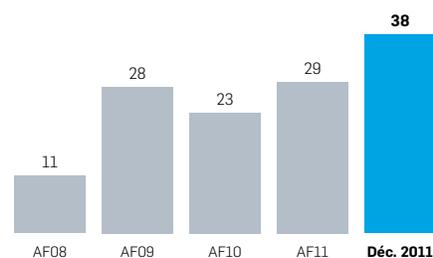
Produits

(en millions de dollars US)



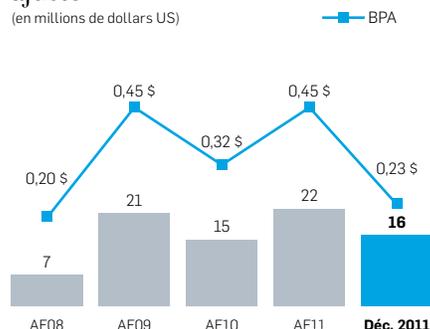
BAlIA ajusté

(en millions de dollars US)



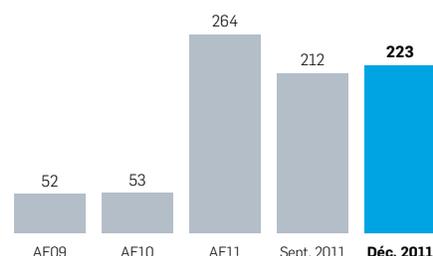
Bénéfice net ajusté¹

(en millions de dollars US)



Carnet de commandes

(en millions de dollars US)



¹ Bénéfice net attribuable aux porteurs des capitaux propres de 5N Plus.

Les chiffres trimestriels de l'exercice terminé le 31 mai 2010 ont été préparés selon les PCGR du Canada et n'ont pas été retraités aux termes des IFRS.

Le présent rapport de gestion analyse les résultats opérationnels et la situation financière de 5N Plus inc. (la « Société »), et vise à aider le lecteur à mieux connaître son contexte d'affaires, ses stratégies, son rendement et ses facteurs de risque. Le présent rapport de gestion doit être lu parallèlement aux états financiers consolidés audités de la Société et aux notes afférentes pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011. L'information figurant dans le présent document inclut tous les changements importants survenus en date du 12 mars 2012, date à laquelle ce rapport de gestion a été approuvé par le conseil d'administration de la Société. Sauf indication contraire, les termes « nous », « nos » et « notre » font référence à la Société et à ses filiales.

Les présents états financiers sont les premiers états financiers audités à être dressés selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS »). Auparavant, la Société se conformait aux principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR du Canada »). Les chiffres comparatifs au 31 mai 2011 et pour la période de douze mois terminée le 31 mai 2011 ont été retraités pour les rendre conformes aux IFRS, comme l'exigent les directives fournies dans IFRS 1, « Première application des Normes internationales d'information financière ». Pour obtenir de plus amples renseignements sur les principaux ajustements apportés aux capitaux propres, au résultat net, au résultat global et aux flux de trésorerie, se reporter à la note 28 des états financiers consolidés, « Transition aux IFRS ». Suite à l'adoption des IFRS, le dollar américain a remplacé le dollar canadien comme monnaie fonctionnelle de la Société.

L'information financière présentée ci-après, y compris les montants figurant dans les tableaux, est exprimée en dollars américains. Elle renferme également des montants qui constituent des mesures de rendement non conformes aux IFRS. Des renseignements portant sur ces mesures non conformes aux IFRS sont fournis dans le rapport de gestion, à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Changement de fin d'exercice

Le 24 août 2011, la Société a fait passer la fin de son exercice du 31 mai au 31 décembre. Ce changement a été apporté pour faire concorder les fins d'exercice de 5N Plus et de MCP Group SA (« MCP »). Pour obtenir plus d'information à cet égard, se reporter à l'avis de changement de fin d'exercice que la Société a déposé sur SEDAR.

Mise en garde relative aux énoncés prospectifs

Certaines déclarations comprises dans ce rapport de gestion peuvent inclure des énoncés prospectifs au sens des lois sur les valeurs mobilières en vigueur. Ces énoncés prospectifs sont basés sur les meilleures estimations dont dispose la Société à ce jour et comportent un certain nombre de risques connus et inconnus, d'incertitudes et d'autres facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats, le rendement ou les réalisations réels de la Société diffèrent de façon importante des résultats, du rendement ou des réalisations futurs, exprimés ou sous-entendus dans ces énoncés prospectifs. Les risques et incertitudes pouvant entraîner de telles différences incluent les risques liés aux facteurs suivants : incapacité d'obtenir les avantages escomptés de l'acquisition, dette supplémentaire, crédit, taux d'intérêt, valorisation des stocks, fluctuations du change, juste valeur, sources d'approvisionnement, réglementation environnementale, concurrence, dépendance à l'égard du personnel clé, interruptions des activités, protection des droits de propriété intellectuelle, activités internationales et conventions collectives. Une description des risques qui touchent l'entreprise et les activités de 5N Plus est présentée à la rubrique « Risques et incertitudes » du présent rapport de gestion. En règle générale, les énoncés prospectifs ont recours au futur et au conditionnel ainsi qu'à des termes tels que « croire » ou « s'attendre à », présentés à la forme positive et négative, à des variantes de ces termes ou à de termes similaires. Rien ne garantit que les événements prévus dans l'information prospective du présent rapport de gestion se produiront, ou s'ils se produisent, quels seront les avantages que 5N Plus pourra en tirer. Plus particulièrement, rien ne garantit le rendement financier futur de 5N Plus. L'information prospective contenue dans le présent rapport de gestion est valable en date des présentes, et 5N Plus n'assume aucune obligation de mettre publiquement à jour cette information prospective afin de tenir compte de nouveaux renseignements, obtenus ultérieurement ou autrement, à moins d'y être obligée en vertu des lois sur les valeurs mobilières en vigueur. Le lecteur est avisé de ne pas accorder une confiance indue à ces énoncés prospectifs.

Aperçu de la Société et de ses activités

5N Plus est un chef de file de la production de métaux spéciaux et de produits chimiques. La Société, entièrement intégrée, possède des installations de recyclage en boucle fermée. Son siège social est situé à Montréal (Québec, Canada), et elle compte des installations de production et des bureaux de vente dans plusieurs pays, notamment en Europe, en Amérique et en Asie. À partir de diverses technologies brevetées et éprouvées, 5N Plus fabrique des produits utilisés dans plusieurs applications pharmaceutiques, électroniques et industrielles avancées. Parmi les principaux produits, mentionnons, entre autres, les métaux purifiés comme le bismuth, le gallium, le germanium, l'indium, le sélénium et le tellure, les produits chimiques inorganiques basés sur ces types de métaux et les substrats de composés semi-conducteurs. Un grand nombre de ces produits sont des précurseurs critiques et des éléments indispensables sur certains marchés, tels ceux des modules solaires, des diodes électroluminescentes et des matériaux écologiques.

Informations sectorielles

La Société comporte deux secteurs opérationnels : le secteur Matériaux électroniques et le secteur Matériaux écologiques. Les opérations et activités correspondantes sont gérées en conséquence par les principaux décideurs de la Société. Les données financières et opérationnelles sectorielles, qui constituent les principaux indicateurs de rendement, sont accessibles et utilisées pour gérer ces secteurs d'activité, pour examiner le rendement et pour affecter les ressources. La performance financière d'un secteur donné est évaluée principalement en fonction des produits et du résultat opérationnel du secteur, lesquels font l'objet d'un rapprochement avec les chiffres consolidés en tenant compte des produits et des charges de la Société.

Le secteur Matériaux électroniques est dirigé par un vice-président qui supervise les activités gérées localement en Amérique, en Europe et en Asie. Les activités de ce secteur portent sur la production et la vente de métaux affinés, de composés et d'alliages qui sont utilisés principalement dans diverses applications électroniques. Ces applications sont principalement celles des produits photovoltaïques (énergie solaire), des diodes électroluminescentes (DEL), des produits électroniques à haute fréquence, de l'imagerie médicale et des produits thermoélectriques. La plupart de ces produits sont associés à des métaux comme le cadmium, le gallium, le germanium, l'indium et le tellure. Ceux-ci sont vendus sous leur forme élémentaire ou en alliages ainsi que sous la forme de produits chimiques et de composés. Les produits et les résultats associés aux services et aux activités de recyclage fournis aux clients du secteur Matériaux électroniques sont également inclus dans le secteur Matériaux électroniques. Le vice-président, Matériaux électroniques, est également responsable de la gestion de ces activités.

Le secteur Matériaux écologiques est dénommé ainsi, car il est principalement associé au bismuth, l'un des rares métaux lourds n'ayant pas d'effet nuisible sur la santé humaine ni sur l'environnement. Par conséquent, le bismuth est de plus en plus utilisé dans un certain nombre d'applications pour remplacer des métaux et des produits chimiques plus nocifs. Le secteur Matériaux écologiques est dirigé par un vice-président qui supervise les activités gérées localement en Europe et en Chine. Les activités de ce secteur portent sur la production et la vente de bismuth et de produits chimiques dérivés du bismuth affiné, d'alliages à bas point de fusion ainsi que de sélénium et de produits chimiques dérivés du sélénium affiné. Ces produits sont utilisés dans les secteurs pharmaceutique et de la production d'aliments pour animaux de même que dans certaines applications industrielles comme les enduits, les pigments, les alliages métallurgiques et les produits électroniques.

Les charges du siège social et les frais de vente, frais généraux et frais d'administration non répartis ainsi que les frais financiers, les gains ou les pertes de change et l'amortissement des immobilisations incorporelles ont été regroupés sous la rubrique Siège social. Le siège social est également responsable de la gestion des activités en phase de développement et les coûts afférents sont déduits des produits.

Faits saillants

- La Société a constaté des charges de dépréciation de 45,6 M\$ pour le trimestre et de 46,9 M\$ pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011, ces charges de dépréciation étant essentiellement liées à l'agitation qui règne actuellement sur le marché de l'énergie solaire et de l'incidence de celle-ci sur le prix de vente des produits liés à l'énergie solaire et sur la valeur des immobilisations utilisées pour la fabrication ou la mise au point de ces produits. Plus précisément, ces charges comprennent la dépréciation d'immobilisations corporelles et incorporelles d'une valeur de 12,2 M\$ ainsi qu'une réduction de la valeur des stocks de 33,4 M\$ pour le trimestre et de 34,8 M\$ pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011. Les résultats financiers sont présentés compte tenu de ces charges de dépréciation, ainsi que sur une base ajustée, afin de rendre compte de la performance de la Société avant et après ces charges.
- Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2011, les produits se sont élevés à 149,4 M\$, en hausse de 674 % par rapport aux produits de 19,3 M\$ pour le trimestre terminé le 30 novembre 2010. Les produits de l'exercice de sept mois terminé le 31 décembre 2011 ont atteint un niveau record de 391,7 M\$ et le carnet de commandes au 31 décembre 2011 devrait se traduire par des ventes de 223,2 M\$ au cours des douze mois à venir. En comparaison, les produits de l'exercice de douze mois terminé le 31 mai 2011 se sont élevés à 180,0 M\$ et le carnet de commandes au 31 mai 2011 à 263,7 M\$.
- Les pertes nettes attribuables aux porteurs de capitaux propres de 5N Plus du trimestre et de l'exercice de sept mois terminés le 31 décembre 2011 se sont établies respectivement à 37,2 M\$, ou 0,52 \$ par action et 21,6 M\$, ou 0,31 \$ par action respectivement, contre un bénéfice net de 6,5 M\$ ou 0,14 \$ l'action pour le trimestre terminé le 30 novembre 2010 et de 21,9 M\$ ou 0,45 \$ l'action, pour l'exercice terminé le 31 mai 2011. Le résultat net ajusté, excluant les charges de dépréciation pour les périodes courantes, s'est établi à une perte de 0,1 M\$ ou 0,01 \$ l'action et à un bénéfice net de 16,5 M\$ ou 0,23 \$ l'action, respectivement.
- Le BAIIA négatif pour le trimestre terminé le 31 décembre 2011 correspondait à 26,1 M\$, comparé à un BAIIA de 3,4 M\$ pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011. En comparaison, le BAIIA du trimestre terminé le 30 novembre 2010 se chiffrait à 5,8 M\$ et celui de l'exercice terminé le 31 mai 2011, à 28,7 M\$. Le BAIIA ajusté, qui correspond au BAIIA avant les charges de dépréciation, se chiffrait à 7,3 M\$ et à 38,2 M\$, respectivement, pour les périodes en cours.
- Les fonds provenant de l'exploitation, étant définis comme les fonds générés par les activités d'exploitation avant les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, se sont établis à 10,3 M\$ et à 27,3 M\$, respectivement, pour le trimestre et la période de sept mois terminés le 31 décembre 2011, comparativement à 6,1 M\$ pour le trimestre terminé le 30 novembre 2010 et à 26,8 M\$ pour l'exercice terminé le 31 mai 2011.
- Les capitaux propres se sont chiffrés à 339,7 M\$ au 31 décembre 2011, contre 364,0 M\$ au 31 mai 2011.
- 5N Plus a également annoncé avoir conclu une nouvelle convention d'approvisionnement en tellure de cadmium (CdTe) avec First Solar, Inc., qui prendra effet le 1^{er} avril 2012 et qui remplacera les trois conventions d'approvisionnement existantes intervenues entre 5N Plus et First Solar. La nouvelle convention d'approvisionnement, pour un terme indéterminé, prévoit que 5N Plus fournira à First Solar la presque totalité du CdTe dont elle a besoin dans la cadre de la fabrication des modules photovoltaïques à l'échelle mondiale. Les prix figurant à la nouvelle convention d'approvisionnement ont été ajustés à la baisse par rapport à ceux prévus dans les trois conventions d'approvisionnement existantes conformément au contexte concurrentiel des marchés de l'énergie solaire et des stocks de matières premières. L'une ou l'autre des parties peut mettre fin à la nouvelle convention d'approvisionnement en donnant un préavis de deux ans, stipulation qui ne prend effet, dans le cas de First Solar, qu'une fois que celle-ci aura acheté une quantité minimale de CdTe de 5N Plus.

- Au cours du dernier trimestre, 5N Plus a fait l'acquisition de la participation résiduelle de 40 % dans la coentreprise Laos Industrial Resources Co Ltd. 5N Plus a également annoncé aujourd'hui qu'elle avait choisi de réduire sa facilité de crédit de 250 M\$ à 200 M\$, ce qui correspond mieux à ses besoins actuels en trésorerie. 5N Plus a aussi interrompu jusqu'à nouvel ordre les activités de ses installations de recyclage de panneaux solaires dans l'état du Wisconsin.

Ce fut un trimestre difficile pour 5N Plus à plusieurs égards, mais également un trimestre au cours duquel se sont présentées de nouvelles opportunités. Bien que nous ayons enregistré un net recul de la demande de la plupart de nos produits, découlant en partie d'un ralentissement saisonnier plus marqué en fin d'exercice sur les marchés de MCP récemment acquis, et dans une plus large mesure des répercussions du ralentissement général de l'économie, nous avons également pu tirer avantage de la situation actuelle. À cet égard, nous nous réjouissons d'avoir pu renforcer nos relations avec notre principal client sur le marché de l'énergie solaire, First Solar. Nous prévoyons que notre nouvelle convention d'approvisionnement avec First Solar demeurera en vigueur pendant de nombreuses années et bien que nous ayons eu à ajuster nos modalités et conditions pour tenir compte de la nouvelle dynamique du marché, nous sommes persuadés d'être mieux positionnés que jamais pour tirer parti d'occasions de croissance sur le marché de l'énergie solaire.

Le ralentissement saisonnier s'est fait plus fortement ressentir dans le secteur Matériaux écologiques, où la Société a enregistré une diminution de ses ventes. La demande a également baissé dans une moindre mesure dans le secteur Matériaux électroniques, principalement en raison de ventes plus faibles que prévu des produits à base de gallium. La Société a aussi engagé d'importantes charges de dépréciation dans ce secteur, réduisant la valeur des stocks de tellure de 21,5 M\$ et radiant ses immobilisations au Wisconsin. 5N Plus a également choisi de radier son placement dans Sylarus compte tenu des conditions actuelles du marché de l'énergie solaire. Ces charges de dépréciation, bien que rendues nécessaires en vertu des normes IFRS, pourraient toutefois être partiellement contre-passées au cours des prochains trimestres si la conjoncture s'améliore suffisamment, et faire varier la performance financière de la Société de façon plus importante qu'en temps normal.

L'intégration des activités de l'ancien MCP se poursuit comme prévu. Les efforts sont désormais essentiellement axés sur l'amélioration de l'efficacité opérationnelle et la réduction des coûts, la Société s'efforçant de déterminer l'étendue idéale des activités et d'éliminer la redondance. 5N Plus a réduit sa main-d'œuvre et met actuellement en place des initiatives de réduction des coûts, ce qu'elle prévoit poursuivre pour la plus grande partie de 2012. La Société est d'avis que ces efforts, ainsi que les investissements qu'elle a récemment annoncés, devraient lui assurer une position idéale en vue de la croissance future.

Malgré les résultats du dernier trimestre, 5N Plus croit fermement en sa capacité de croissance et son aptitude à accroître la valeur pour l'actionnaire. À cet égard, les résultats préliminaires du trimestre en cours laissent entrevoir que les ventes et le résultat tendent vers des niveaux plus normaux que ceux du trimestre terminé le 31 décembre 2011, ce qui souligne encore plus l'effet défavorable du caractère saisonnier à la fin de l'exercice. 5N Plus a aussi réduit ses besoins en trésorerie et a en conséquence réduit sa facilité de crédit afin qu'elle corresponde mieux à ses besoins.

5N Plus souhaite remercier ses employés de leurs efforts et de leur excellent travail, et ce, même si la performance financière du trimestre n'a pas été des plus satisfaisantes. Nous demeurons une société bien diversifiée comptant un nombre important de clients, un vaste éventail de produits et une combinaison de compétences et d'actifs tout à fait unique.

Principales données financières annuelles

(en milliers de dollars américains, sauf les montants par action)	IFRS		PCGR du Canada
	Sept mois terminés le 31 décembre 2011	Douze mois terminés le 31 mai 2011	12 mois terminés le 31 mai 2010 (en milliers de \$ CA)
	\$	\$	\$
Résultats consolidés			
Produits	391 712	179 995	70 763
BAlIA ¹	3 448	28 723	22 925
BAlIA ajusté ¹	38 238	28 723	22 925
Résultat net attribuable aux porteurs de capitaux propres de 5N Plus	(21 641)	22 928	15 143
Résultat de base par action attribuable aux porteurs de capitaux propres de 5N Plus	(0,31)	0,45	0,33
Résultat net	(22 464)	21 948	14 647
Résultat de base par action	(0,32)	0,45	0,32
Résultat dilué par action	(0,32)	0,44	0,32
Fonds provenant des opérations ¹	27 338	26 477	20 391
Données de l'état de la situation financière			
Total de l'actif	786 284	807 557	138 521
Dette nette (trésorerie nette) ¹	260 575	241 210	(63 171)
Capitaux propres	339 710	363 990	125 678

Principales données financières trimestrielles

(en milliers de dollars américains, sauf les montants par action)	IFRS						PCGR du Canada	
	Sept mois terminés le 31 décembre 2011		Douze mois terminés le 31 mai 2011				12 mois terminés le 31 mai 2010 (en milliers de \$ CA)	
	T2	T1 (4 mois)	T4	T3	T2	T1	T4	T3
Non vérifié	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits	149 423	242 289	121 976	20 663	19 314	18 042	19 730	19 227
Marge brute ¹	(8 674)	42 857	24 898	8 157	8 161	7 497	8 671	8 204
Marge brute ajustée ¹	24 739	44 233	24 898	8 157	8 161	7 497	8 671	8 204
BAlIA	(26 088)	29 536	11 433	6 049	5 843	5 398	6 209	6 262
BAlIA ajusté	7 326	30 912	11 433	6 049	5 843	5 398	6 209	6 262
Résultat net	(37 397)	14 933	7 124	5 576	6 454	2 794	4 339	4 076
Résultat de base par action	(0,53)	0,21	0,14	0,12	0,14	0,06	0,09	0,09
Résultat dilué par action	(0,53)	0,21	0,14	0,12	0,14	0,06	0,09	0,08
Résultat net attribuable aux porteurs de capitaux propres de 5N Plus	(37 206)	15 565	8 080	5 600	6 454	2 794	4 339	4 076
Résultat de base par action attribuable aux porteurs de capitaux propres de 5N Plus	(0,52)	0,22	0,17	0,12	0,14	0,06	0,09	0,09
Résultat net tiré des activités poursuivies	(37 397)	14 933	7 124	5 576	6 454	2 794	4 363	4 362
Résultat de base par action – activités poursuivies	(0,53)	0,21	0,14	0,12	0,14	0,06	0,10	0,10
Résultat dilué par action – activités poursuivies	(0,53)	0,21	0,14	0,12	0,14	0,06	0,09	0,09
Carnet de commandes ¹	223 177	212 264	263 702	73 154	60 986	53 975	52 651	53 791

Les chiffres trimestriels de l'exercice terminé le 31 mai 2010 ont été établis selon les PCGR du Canada et n'ont pas été retraités aux termes des IFRS.

¹ Voir la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Ventes, marge brute, résultat net et résultat par action

	Trois mois terminés le 31 décembre 2011	Trois mois terminés le 30 novembre 2010	Augmentation (diminution)	Sept mois terminés le 31 décembre 2011	Douze mois terminés le 31 mai 2011	Augmentation (diminution)
	\$	\$		\$	\$	
Produits	149 423	19 314	674 %	391 712	179 995	118 %
Marge brute	(8 674)	8 161	(206 %)	34 182	48 713	(30 %)
Dépréciation des stocks	(33 413)	-		(34 790)	-	
Marge brute ajustée ¹	24 739	8 161	203 %	68 972	48 713	42 %
Ratio de la marge brute ajustée ¹	17 %	42 %		18 %	27 %	
Résultat net	(37 397)	6 454	(679 %)	(22 464)	21 948	(202 %)
Résultat net ajusté ¹	(92)	6 454	(101 %)	16 505	21 948	(25 %)
Résultat de base par action	(0,53)	0,14		(0,32)	0,45	
Résultat ajusté de base par action ¹	(0,01)	0,14		0,23	0,45	

¹ Voir la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Produits

Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2011, les produits se sont élevés à 149,4 M\$, en hausse de 674 % par rapport aux produits de 19,3 M\$ pour le trimestre terminé le 30 novembre 2010. Les produits de la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011 se sont élevés à 391,7 M\$, en hausse de 118 % par rapport aux produits de 180,0 M\$ pour l'exercice terminé le 31 mai 2011. Ces augmentations sont attribuables à la comptabilisation des ventes de l'ancien MCP pour le trimestre et la période de sept mois terminés le 31 décembre 2011.

Dépréciation

Au cours du dernier trimestre, la Société a constaté une charge de dépréciation des stocks de 33,4 M\$, dont une tranche de 21,5 M\$ se rapportait au tellure. Cette dépréciation s'explique par la baisse marquée du prix du tellure sur le marché notamment en raison du ralentissement du marché de l'énergie solaire. La Société a également procédé à la radiation d'immobilisations corporelles et incorporelles d'une valeur de 4,9 M\$ se rapportant à ses installations de recyclage de panneaux solaires à Deforest, dans l'état du Wisconsin. De plus, la Société a radié sa participation de 6,9 M\$ dans Sylarus compte tenu de l'incertitude qui plane actuellement sur le marché de l'énergie solaire.

Marge brute

Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2011, la marge brute correspond à une perte de 8,7 M\$ et, après ajustement pour exclure les charges de dépréciation (« marge brute ajustée »), elle s'établit à 24,7 M\$, soit 17 % des produits comparativement à 8,2 M\$, soit 42 % des produits, pour le trimestre terminé le 30 novembre 2010. Pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011, la marge brute s'est établie à 34,2 M\$ et la marge brute ajustée, à 69,0 M\$, soit 18 % des produits, tandis que pour l'exercice terminé le 31 mai 2011, la marge brute ajustée s'est établie à 48,7 M\$, soit 27 % des produits. Les charges de dépréciation constatées sont les principales responsables de l'effet défavorable sur la marge brute pour le trimestre et la période de sept mois terminés le 31 décembre 2011. Excluant ces charges, la marge brute ajustée du dernier trimestre représentait un plus faible pourcentage des produits en raison l'inclusion des résultats financiers de l'ancien MCP. Les ratios de la marge brute des produits vendus par ce dernier sont moindres que ceux enregistrés par la Société dans le passé.

Résultat net

Le résultat net correspond à une perte de 37,4 M\$, soit 0,53 \$ par action, pour le trimestre terminé le 31 décembre 2011, et à une perte de 22,5 M\$, soit 0,32 \$ par action, pour la période de sept mois terminée 31 décembre 2011. Ces pertes s'expliquent par les charges de dépréciation de 33,4 M\$ constatées pour le trimestre terminé le 31 décembre 2011. Excluant celles-ci, le résultat net correspond à une perte de 0,1 M\$, soit 0,01 \$ par action, pour le trimestre terminé le 31 décembre 2011 et à un bénéfice de 16,5 M\$, soit 0,23 \$ par action, pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011. Le résultat net s'est établi à 6,5 M\$, soit 0,14 \$ par action, pour le trimestre terminé le 30 novembre 2011 comparativement à 21,9 M\$, soit 0,45 \$ par action, pour l'exercice terminé le 31 mai 2011. Ces diminutions sont essentiellement attribuables au ralentissement saisonnier à la fin de l'exercice amplifié par la baisse du prix de vente moyen suite à une tendance à la baisse généralisée des prix des produits de base. Les diminutions ont été ressenties surtout dans le secteur Matériaux écologiques où nous avons enregistré une baisse du volume des ventes de nos produits. La demande était également en baisse, mais de façon moins importante, dans notre secteur Matériaux électroniques, les ventes de produits à base de gallium ayant été moins importantes que prévu.

Rapprochement du BAIIA et du BAIIA ajusté

	Trois mois terminés le 31 décembre 2011	Trois mois terminés le 30 novembre 2010	Augmentation (diminution)	Sept mois terminés le 31 décembre 2011	Douze mois terminés le 31 mai 2011	Augmentation (diminution)
	\$	\$		\$	\$	
Résultat net attribuable aux porteurs de capitaux propres de 5N Plus	(37 206)	6 454	(676%)	(21 641)	22 298	(197%)
Frais financiers et revenu d'intérêts	2 048	(141)	1 555 %	5 487	1 960	180 %
Perte (gain) de change	1 118	(2 903)	139 %	(642)	(8 639)	(93%)
Amortissement	5 463	719	660 %	12 797	4 997	156 %
Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles (Recouvrement) charge d'impôt sur le résultat	12 160	-		12 160	-	
	(9 670)	1 714	(664 %)	(4 713)	8 107	(158%)
BAIIA	(26 087)	5 843	(546 %)	3 448	28 723	(88%)
Dépréciation des stocks	33 413	-		34 790	-	
BAIIA ajusté	7 326	5 843	25 %	38 238	28 723	33 %

BAIIA par secteur opérationnel

	Trois mois terminés le 31 décembre 2011	Trois mois terminés le 30 novembre 2010	Sept mois terminés le 31 décembre 2011	Douze mois terminés le 31 mai 2011
	\$	\$	\$	\$
Matériaux électroniques	(19 607)	6 217	(333)	26 885
Matériaux écologiques	1 773	-	14 600	4 641
Siège social	(8 253)	(374)	(10 819)	(2 803)
Total du BAIIA	(26 087)	5 843	3 448	28 723

BAIIA ajusté par secteur opérationnel

	Trois mois terminés le 31 décembre 2011	Trois mois terminés le 30 novembre 2010	Sept mois terminés le 31 décembre 2011	Douze mois terminés le 31 mai 2011
	\$	\$	\$	\$
Matériaux électroniques	11 051	6 217	30 631	26 885
Matériaux écologiques	4 528	-	18 426	4 641
Siège social	(8 253)	(374)	(10 819)	(2 803)
Total du BAIIA ajusté	7 326	5 843	38 238	28 723

BAIIA

Le BAIIA était négatif de 26,1 M\$ pour le dernier trimestre, comparativement à un BAIIA de 3,4 M\$ pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011. Cet écart s'explique essentiellement par les charges de dépréciation constatées. Pour le dernier trimestre et l'exercice, le BAIIA ajusté s'est établi respectivement à 7,3 M\$ et à 38,2 M\$, contre 5,8 M\$ et 28,7 M\$, respectivement, pour le trimestre terminé le 30 novembre 2010 et l'exercice terminé le 31 mai 2011. Les hausses marginales du BAIIA s'expliquent par l'incidence du caractère saisonnier à la fin de l'exercice qui s'est traduite par une baisse des produits et des marges brutes.

Nouvelles commandes et carnet de commandes

Pour le trimestre et l'exercice terminés le 31 décembre 2011, les nouvelles commandes étaient de 160,5 M\$ et 351,2 M\$, respectivement, comparativement à 26,3 M\$ pour le trimestre terminé le 30 novembre 2010 et à 393,4 M\$ pour l'exercice terminé le 31 mai 2011. Les nouvelles commandes pour le dernier trimestre ont été de 510 % supérieures à celles du trimestre terminé le 30 novembre 2010 en raison de la comptabilisation des activités de l'ancien MCP. Les nouvelles commandes pour l'exercice terminé le 31 mai 2011 ne sont pas directement comparables en raison de l'acquisition de MCP. Au 31 décembre 2011, le carnet de commandes s'élevait à 223,2 M\$, en hausse de 266 % par rapport à celui de 61,0 M\$ au 30 novembre 2010. Le carnet de commandes a progressé de 10,9 M\$ par rapport au 30 septembre 2011, car nous avons renouvelé les contrats pour 2012 et augmenté notre gamme de produits et notre clientèle. Celui-ci n'a toutefois pas atteint les 263,7 M\$ constatés à la fin de l'exercice précédent et a diminué de 15 %, en raison du recul de la demande et des prix de vente. Le carnet de commandes représente à nouveau une part moins importante des produits qu'avant l'acquisition de MCP, puisque la Société a maintenant un plus grand nombre de ventes ponctuelles et que son carnet de commandes représente habituellement une part moins grande des produits.

Les produits, le BAIIA et les nouvelles commandes des secteurs de la Société, soit le secteur Matériaux électroniques et le secteur Matériaux écologiques, sont décrits ci-après. Les activités de MCP avant l'acquisition sont réparties entre ces secteurs opérationnels. Les activités de 5N Plus avant l'acquisition de MCP sont entièrement comprises dans le secteur opérationnel des Matériaux électroniques.

Division Matériaux électroniques

(en milliers de dollars américains)	Trois mois terminés le 31 décembre 2011	Trois mois terminés le 30 novembre 2010	Sept mois terminés le 31 décembre 2011	Douze mois terminés le 31 mai 2011
	\$	\$	\$	\$
Produits	69 761	19 314	186 015	122 246
Coût des produits vendus et charges, avant amortissement	(89 368)	(13 097)	(186 348)	(95 361)
BAIIA sectoriel	(19 607)	6 217	(333)	26 885
Dépréciation des stocks	30 658	-	30 964	-
BAIIA ajusté sectoriel	11 051	6 217	30 631	26 885
Nouvelles commandes	76 073	26 325	179 145	228 830

Les produits du secteur Matériaux électroniques ont progressé de 261 % pour s'établir à 69,8 M\$ pour le trimestre terminé le 31 décembre 2011 comparativement à 19,3 M\$ pour le trimestre terminé le 30 novembre 2010. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011, les produits se sont élevés à 186,0 M\$, en hausse de 52 % par rapport à 122,2 M\$ pour l'exercice précédent. Les produits du trimestre et de la période de sept mois comprennent l'apport des activités de l'ancien MCP expliquant ainsi la hausse pour les deux périodes. Pour le dernier trimestre, les produits ont diminué de 46,5 M\$ comparativement à la période précédente de quatre mois terminée le 30 septembre 2011, soit une baisse de 20 % après ajustement sur une base trimestrielle. Cette diminution découle à la fois d'un recul de la demande liée au caractère saisonnier à la fin de l'exercice et d'une baisse des prix de vente moyens suite à une tendance à la baisse généralisée des prix sur le marché des produits de base.

Des charges de dépréciation des stocks de 30,7 M\$ et de 31,0 M\$ ont eu une incidence défavorable sur le BAIIA du trimestre et de la période de sept mois terminés le 31 décembre 2011 respectivement. Une tranche de 21,5 M\$ de celles-ci se rapportait au tellure, la balance étant essentiellement liée aux produits du gallium. Ces deux métaux sont utilisés dans le secteur de l'énergie solaire.

Pour le dernier trimestre, le BAIIA ajusté du secteur Matériaux électroniques s'est établi à 11,1 M\$, en hausse de 78 % par rapport à 6,2 M\$ pour le trimestre terminé le 30 novembre 2010. Le BAIIA ajusté de la période de sept mois s'est élevé à 30,6 M\$, en hausse de 13,9 % par rapport au BAIIA de l'exercice terminé le 31 mai 2011. La hausse pour le trimestre est essentiellement liée à l'apport des activités correspondantes de MCP avant l'acquisition. Pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011, la hausse par rapport à l'exercice terminé le 31 mai 2011 s'explique par l'apport de l'ancien MCP pour la totalité de la période.

Pour le dernier trimestre, les nouvelles commandes du secteur Matériaux électroniques ont atteint 76,1 M\$, contre 26,3 M\$ pour le trimestre terminé le 30 novembre 2010. Cette augmentation est attribuable à l'ajout du carnet de commandes de l'ancien MCP ainsi qu'au renouvellement des ententes entre la Société et First Solar en janvier 2011. Pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011, les nouvelles commandes sont en baisse pour s'établir à 179,1 M\$ contre 228,8 M\$ pour la période de douze mois terminée le 31 mai 2011, en raison de l'ajout du carnet de commandes de l'ancien MCP au cours du trimestre terminé le 31 mai 2011. Le carnet de commandes du secteur Matériaux électroniques se chiffre maintenant à 150,0 M\$, en baisse de 6,9 M\$ par rapport à celui du 31 mai 2011. Cette baisse s'explique par la diminution des prix de vente associée aux tendances à la baisse des marchés des produits de base.

Les charges de dépréciation liées aux immobilisations corporelles et incorporelles de 5,2 M\$ associées au secteur Matériaux électroniques qui ont été comptabilisées au cours du trimestre dernier se rapportent en totalité au marché de l'énergie solaire et en grande partie aux installations de recyclage de panneaux solaires au Wisconsin.

Division Matériaux écologiques

(en milliers de dollars américains)	Trois mois terminés le 31 décembre 2011	Trois mois terminés le 30 novembre 2010	Sept mois terminés le 31 décembre 2011	Douze mois terminés le 31 mai 2011
	\$	\$	\$	\$
Produits	79 663	-	205 697	57 749
Coût des produits vendus et charges, avant amortissement	(77 890)	-	(191 097)	(53 108)
BAIIA sectoriel	1 773	-	14 600	4 641
Dépréciation des stocks	2 755	-	3 826	-
BAIIA ajusté sectoriel	4 528	-	18 426	4 641
Nouvelles commandes	84 444	-	172 043	164 541

Les activités des Matériaux écologiques comprennent uniquement celles de l'ancien MCP, la Société n'ayant mené aucune activité dans ce secteur avant le 8 avril 2011. Par conséquent, il n'existe aucune donnée historique aux fins de comparaison et d'analyse des résultats de la Société. En outre, les résultats de l'exercice terminé le 31 mai 2011 tiennent compte uniquement des résultats de l'ancien MCP pour sept semaines.

Pour le dernier trimestre, les produits ont atteint 79,7 M\$ et découlaient principalement de la vente de métaux et de dérivés chimiques de bismuth, de métaux et de dérivés chimiques de sélénium et d'alliages à point de fusion. Comparativement à la période de quatre mois terminée le 30 septembre 2011, les produits ont diminué de 46,4 M\$ pour le trimestre, ce qui représente une diminution de 15,7 % après ajustement sur une base trimestrielle. Cette baisse est essentiellement liée au recul de la demande pour nos produits pour le trimestre. Pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011, les produits se sont établis à 205,7 M\$, en hausse comparativement à 57,8 M\$ pour la période de douze mois terminée le 31 mai 2011.

Les charges de dépréciation des stocks de 2,8 M\$ et de 3,8 M\$ ont eu une incidence défavorable sur le BAIIA du trimestre et de la période de sept mois terminés le 31 décembre 2011. Pour ces périodes, le BAIIA ajusté s'est établi à 4,5 M\$ et 18,4 M\$, respectivement.

Pour le trimestre et la période de sept mois terminés le 31 décembre 2011, les nouvelles commandes se sont élevées respectivement à 84,4 M\$ et 172,0 M\$. Le carnet de commandes du secteur Matériaux écologiques s'élève maintenant à 73,1 M\$, ce qui correspond à une baisse de 31,1 M\$ par rapport à celui au 31 mai 2011, en raison du caractère saisonnier du renouvellement des contrats.

Charges

	Trois mois terminés le 31 décembre 2011	Trois mois terminés le 30 novembre 2010	Augmentation (diminution)	Sept mois terminés le 31 décembre 2011	Douze mois terminés le 31 mai 2011	Augmentation (diminution)
	\$	\$		\$	\$	
Amortissement	5 463	719	660 %	12 797	4 997	156 %
Frais généraux, frais de vente et frais d'administration	17 446	2 937	494 %	33 500	13 286	152 %
Frais financiers	3 169	(3 044)	204 %	4 845	(6 679)	172 %
Impôt sur le résultat	(9 670)	1 714	(664%)	(4 713)	8 107	(158%)
	16 408	2 326	605 %	46 429	19 711	136 %

Amortissement

La charge d'amortissement du trimestre terminé le 31 décembre 2011 s'est établie à 5,5 M\$, contre 0,7 M\$ pour le trimestre terminé le 30 novembre 2010. Pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011, la charge d'amortissement s'est établie à 12,8 M\$, contre 5,0 M\$ pour l'exercice terminé le 31 mai 2011. Ces hausses rendent compte de l'augmentation des actifs amortissables, y compris les immobilisations incorporelles, suite à l'acquisition de MCP.

Frais généraux, frais de vente et frais d'administration

Les frais généraux, frais de vente et frais d'administration se sont chiffrés à 17,4 M\$ pour le dernier trimestre et à 33,5 M\$ pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011, comparativement à 2,9 M\$ pour le trimestre terminé le 30 novembre 2010 et à 13,3 M\$ pour l'exercice terminé le 31 mai 2011. Ces hausses s'expliquent, car nous avons hérité d'une équipe de gestion et des ventes plus importantes à la suite de l'acquisition de MCP.

Frais financiers, revenu d'intérêts et gain de change

Les frais financiers, le revenu d'intérêts et le gain de change totalisaient une charge de 3,2 M\$ pour le dernier trimestre et de 4,9 M\$ pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011. En comparaison, des gains de 3,0 M\$ et de 6,7 M\$ ont été constatés, pour le trimestre terminé le 30 novembre 2010 et l'exercice terminé le 31 mai 2011 respectivement, en raison d'un gain de change. La hausse des frais financiers est attribuable aux emprunts contractés pour financer l'acquisition de MCP et le regroupement des activités. Au 31 décembre 2011, la dette nette se chiffrait à 260,6 M\$.

Impôt sur le résultat

Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2011, la Société a inscrit un recouvrement d'impôt sur le résultat de 9,7 M\$ comparativement à une charge de 1,7 M\$ pour trimestre terminé le 30 novembre 2010, selon des taux d'impôt effectifs de 21 %. Le recouvrement d'impôt sur le résultat pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011 s'est chiffré à 4,7 M\$, contre une charge de 8,1 M\$ pour l'exercice terminé le 31 mai 2011, selon des taux d'impôt effectifs de 17 % et 27 %, respectivement. La baisse du taux d'impôt effectif s'explique par les charges de dépréciation non déductibles.

Situation financière et sources de financement

Flux de trésorerie

(en milliers de dollars américains)	Trois mois terminés le 31 décembre 2011	Trois mois terminés le 30 novembre 2010	Sept mois terminés le 31 décembre 2011	Douze mois terminés le 31 mai 2011
	\$	\$	\$	\$
Fonds provenant de l'exploitation	10 349	6 107	27 338	26 477
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, montant net	(9 284)	6 748	(38 253)	(88 267)
Activités d'exploitation	1 065	(641)	(10 915)	(61 790)
Activités d'investissement	(9 027)	(5 190)	(12 321)	(174 593)
Activités de financement	7 791	885	24 043	202 319
Effet des variations des taux de change	592	-	592	(963)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	421	(4 946)	1 399	(35 027)

Rapport de gestion

Les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation s'élevèrent à 1,1 M\$ pour le dernier trimestre, tandis que les activités d'exploitation ont consommé 10,9 M\$ pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011. Les flux de trésorerie consommés par les activités d'exploitation étaient de 0,6 M\$ et 61,8 M\$ pour le trimestre terminé le 30 novembre 2010 et l'exercice terminé le 31 mai 2011, respectivement. Pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011, la consommation des flux de trésorerie par les activités d'exploitation est en baisse en raison de l'effet de la tendance à la baisse généralisée des prix des produits de base, qui s'est traduite par une diminution des investissements dans nos stocks comparativement à l'exercice terminé le 31 mai 2011.

Les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement ont consommé 9,0 M\$ au cours du dernier trimestre et 12,3 M\$ au cours de la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011, contre 5,2 M\$ et 174,6 M\$ pour le trimestre terminé le 30 novembre 2010 et l'exercice terminé le 31 mai 2011, respectivement. L'acquisition de MCP, pour une contrepartie nette de 280,4 M\$, déduction faite de l'émission d'actions, du solde du prix d'achat et des retenues en faveur des vendeurs qui totalisent 119,2 M\$, est responsable de la consommation des activités d'investissement de l'exercice terminé le 31 mai 2011. Pour le dernier trimestre et la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011, les activités d'investissement ont porté essentiellement sur les immobilisations corporelles.

Les flux de trésorerie liés aux activités de financement ont généré 7,8 M\$ au cours du dernier trimestre et 24,0 M\$ pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011, la Société ayant refinancé sa facilité de crédit renouvelable. Pour le trimestre terminé le 30 novembre 2010, les flux de trésorerie liés aux activités de financement ont généré 0,9 M\$ et 202,3 M\$ pour l'exercice terminé le 31 mai 2011, principalement en raison de l'émission d'actions pour un montant de 125,7 M\$ et de l'augmentation de la dette bancaire et de la dette à court et à long terme se chiffrant à 73,6 M\$.

Fonds de roulement

(en milliers de dollars américains)

	Au 31 décembre 2011	Au 31 mai 2011
	\$	\$
Stocks	315 333	300 055
Autres actifs courants	175 444	200 471
Passifs courants	(151 384)	(271 768)
Fonds de roulement ¹	339 393	228 758
Ratio du fonds de roulement	3,24	1,84

¹ Voir la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Le fonds de roulement a augmenté pour s'établir à 339,4 M\$ au 31 décembre 2011, contre 228,8 M\$ au 31 mai 2011, suite à la conversion de la dette bancaire et de la dette à court terme en dette à long terme.

Dette nette et fonds provenant de l'exploitation

(en milliers de dollars américains)

	Au 31 décembre 2011	Au 31 mai 2011
	\$	\$
Dette bancaire et dette à court terme	73 430	174 703
Dette à long terme, y compris la partie courante	268 476	145 678
Total de la dette	341 906	320 381
Trésorerie et équivalents de trésorerie et placements temporaires (affectés)	(81 331)	(79 171)
Dette nette	260 575	241 210

La dette nette, compte tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des placements temporaires affectés, s'est chiffrée à 260,6 M\$ au 31 décembre 2011, contre 241,2 M\$ au 31 mai 2011. En août 2011, la Société a contracté une nouvelle facilité de crédit renouvelable garantie de premier rang multidevises de 250 M\$ pour remplacer l'ancienne facilité de crédit renouvelable garantie de premier rang de 50 M\$ CA d'une durée de deux ans. La consolidation de la majeure partie de la dette a été réalisée en octobre 2011. 5N Plus a également annoncé aujourd'hui qu'elle a décidé de réduire sa facilité de crédit de 250 M\$ à 200 M\$, ce qui correspond mieux à ses besoins actuels en trésorerie.

Rapport de gestion

Les fonds provenant de l'exploitation se sont élevés à 10,3 M\$ pour le trimestre terminé le 31 décembre 2011, contre 6,1 M\$ pour le trimestre terminé le 30 novembre 2010. Pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011, les fonds provenant de l'exploitation se sont élevés à 27,3 M\$, comparativement à 26,9 M\$ pour l'exercice terminé le 31 mai 2011. L'augmentation s'explique par l'apport des activités de l'ancienne MCP.

(en milliers de dollars américains)	Trois mois terminés le 31 décembre 2011	Trois mois terminés le 30 novembre 2010	Sept mois terminés le 31 décembre 2011	Douze mois terminés le 31 mai 2011
	\$	\$	\$	\$
Fonds provenant de l'exploitation	10 349	6 108	27 338	28 477
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(5 668)	(5 865)	(10 785)	(22 785)
Variation du fonds de roulement	(9 284)	(6 748)	(38 253)	(88 267)
Acquisition d'entreprise, déduction faite de la trésorerie acquise	-	-	-	(121 517)
Émission d'actions ordinaires	134	991	346	131 573
Dette prise en charge dans le cadre de regroupement d'entreprises	-	-	-	(241 821)
Placements temporaires (affectés) acquis dans le cadre de regroupement d'entreprises	-	-	-	18 919
Autres	12 704	567	(1 989)	(4 259)
	(2 114)	(11 055)	(46 703)	(328 157)
Variation de la dette nette	8 235	(4 947)	(19 365)	(299 680)
(Dette nette) trésorerie nette ¹ au début de la période	(252 340)	60 170	(241 210)	58 470
(Dette nette) trésorerie nette à la fin de la période	(260 575)	55 223	(260 575)	(241 210)

¹ Voir la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011, le ratio dette nette sur le BAIIA ajusté annualisé s'est établi à 4 et les fonds provenant de l'exploitation annualisés ont représenté 18,0 % de la dette nette.

	Sept mois terminés le 30 septembre 2011	Douze mois terminés le 31 mai 2011
Ratio dette nette sur le BAIIA ajusté annualisé	4,0	8,5
Fonds provenant de l'exploitation sur la dette nette (%)	18,0	11,1

Capital- actions

Autorisé

La Société est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions ordinaires, participantes et sans valeur nominale, comportant un droit de vote par action.

La Société est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises en une ou plusieurs séries, dont les conditions, les restrictions et les privilèges particuliers doivent être déterminés par son conseil d'administration. Au 31 décembre 2011, aucune action privilégiée n'était émise.

Actions émises et entièrement payées (en milliers de dollars américains)	31 décembre 2011		31 mai 2011	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Actions ordinaires				
Actions en circulation	70 961 125	305 928 \$	70 892 627	305 464 \$

Au 12 mars 2012, un total de 70 985 556 actions ordinaires étaient émises et en circulation, et aucune action privilégiée ne l'était.

Régime d'options d'achat d'actions

Le 11 avril 2011, la Société a adopté un nouveau régime d'options d'achat d'actions (le « plan ») en remplacement de l'ancien régime (l'« ancien plan ») adopté en octobre 2007, aux mêmes conditions et termes, sauf que le nombre maximum d'options attribuées ne peut dépasser cinq millions. Le nombre total d'actions pouvant être émises à l'exercice des options attribuées en vertu de l'ancien plan ne pouvait dépasser 10 % de l'ensemble des actions émises de la Société au moment de l'attribution des options. Les options attribuées en vertu de l'ancien plan peuvent être exercées pendant une période d'au plus 10 ans à compter de la date d'attribution. Les options sur actions en circulation au 31 décembre 2011 peuvent être exercées pendant une période d'au plus six ans à compter de la date de leur attribution. Les options sont acquises à raison de 25 % (100 % pour les administrateurs) par année, à compter du premier anniversaire de leur attribution. Les options qui ne sont pas exercées expirent un mois après la date à laquelle le bénéficiaire cesse d'être employé, administrateur ou dirigeant de la Société.

Le nombre d'options et le prix d'exercice moyen pondéré pour chacun des régimes de rémunération fondée sur les actions s'établissent comme suit :

	Période de sept mois terminée le 31 décembre 2011		Période de douze mois terminée le 31 mai 2011	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré CA\$	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré CA\$
En cours au début de la période	1 384 025	4,52	1 596 615	4,24
Attribuées	275 249	8,60	262 308	4,95
Annulées	(47 565)	5,40	(177 518)	5,12
Exercées	(68 498)	3,17	(297 380)	3,07
En cours à la fin de la période	1 543 211	5,28	1 384 025	4,52
Pouvant être exercées à la fin de la période	908 657	4,28	628 765	4,16

Régime incitatif d'unités d'actions restreintes

Le 7 juin 2010, la Société a adopté un régime d'unités d'actions restreintes (« UAR ») qui s'ajoute au régime d'options d'achat d'actions. Le régime UAR permet à la Société d'octroyer aux participants admissibles des unités d'actions fictives qui s'acquiescent après une période de trois ans. Les unités d'actions restreintes sont réglées en trésorerie et comptabilisées dans le passif. L'évaluation de la charge de rémunération et du passif connexe liés à ces attributions est fondée sur la juste valeur des unités d'actions octroyées et est passée en charges dans les frais généraux, frais de vente et frais d'administration sur la période d'acquisition des droits afférents aux unités d'actions attribuées. À la fin de chaque période, les variations des obligations de paiement de la Société attribuables aux fluctuations de la valeur de marché de ses actions ordinaires à la Bourse de Toronto sont comptabilisées dans les frais généraux, frais de vente et frais d'administration. Pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011, la Société a attribué 24 758 UAR, et 57 887 UAR étaient en circulation au 31 décembre 2011 (33 129 UAR en circulation au 31 mai 2011). Au 31 décembre 2011, et au 31 mai 2011, la Société a constaté une provision de 0,09 M\$.

Régime incitatif d'unités d'actions restreintes à l'intention des employés étrangers

Le 7 juin 2010, la Société a adopté un régime d'octroi d'actions restreintes à l'intention des employés étrangers (le « régime UAREE »). Aux termes du régime, les UAREE octroyées peuvent être exercées pendant une période d'au plus dix ans à compter de la date d'octroi. Les droits au titre des UAREE en circulation au 31 décembre 2011 peuvent être exercés pendant une période d'au plus six ans à compter de la date de l'octroi. Les UAREE s'acquiescent à un taux de 25 % par année, dès la première année qui suit la date de l'octroi. Pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011, la Société a octroyé 33 428 UAREE et annulé 627 UAREE, et 41 350 UAREE étaient en circulation au 31 décembre 2011 (8 549 UAREE étaient en circulation au 31 mai 2011). Au 31 décembre 2011 et au 31 mai 2011, la Société a constaté une provision de 0,01 M\$.

Droits à la plus-value d'actions

Le 1^{er} novembre 2011, la Société a attribué 247 000 droits à la plus-value d'actions (« DPVA ») à la plupart des membres de son personnel, à l'exception de son personnel de direction. Les DPVA sont acquis et payés sur une période de trois ans. Ils sont automatiquement exerçables en contrepartie d'un montant en trésorerie à chaque anniversaire de la date de l'attribution et la Société est tenue de verser le montant aux porteurs. Le montant versé en trésorerie correspond au nombre de DPVA multiplié par le cours moyen de l'action de la Société pour le mois qui précède immédiatement l'acquisition. Les changements des obligations de paiements de la Société découlant des variations de la valeur de marché des actions ordinaires à la Bourse de Toronto sont comptabilisés en charges à la fin de chaque période. Pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011, 3 200 DPVA ont été annulés, et 243 800 DPVA étaient en circulation au 31 décembre 2011). Au 31 décembre 2011, la Société a constaté une provision de 0,1 M\$.

Arrangements hors bilan

La Société a recours à certains arrangements hors bilan portant principalement sur la location de locaux et de matériel aux termes de contrats de location simple et d'obligations contractuelles dans le cours normal des activités.

La Société est exposée au risque de change lié aux ventes réalisées en euros et en d'autres monnaies et choisit de prendre à l'occasion des contrats de change à terme afin de se protéger contre la fluctuation du change. Le lecteur trouvera un complément d'information sur ces contrats à la note 26 des états financiers consolidés ainsi qu'à la rubrique « Risques et incertitudes » du présent rapport de gestion.

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des passifs financiers de la Société au 31 décembre 2011 :

	Valeur comptable	Un an	Deux à trois ans	Quatre à cinq ans	Plus de cinq ans	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Dette bancaire et dette à court terme	73 430	76 348	-	-	-	76 348
Créances client et autres créances	59 029	59 029	-	-	-	59 029
Instruments financiers dérivés	5 716	3 814	-	1 902	-	5 716
Dettes à long terme	268 476	23 226	83 411	188 090	247	294 974
Total	406 651	162 417	83 411	189 992	247	436 067

Risques et incertitudes

La Société est assujettie à un certain nombre de facteurs de risque qui peuvent nuire à sa capacité à mettre en œuvre sa stratégie et à atteindre ses objectifs de croissance à long terme. La direction analyse ces risques et met en place des stratégies afin d'en réduire l'incidence sur le rendement de la Société.

Incapacité à obtenir les avantages escomptés des acquisitions

Certains des avantages anticipés pourraient ne pas se matérialiser, ou pourraient ne pas se concrétiser dans les délais prévus par notre direction. Un certain nombre de facteurs, dont beaucoup sont indépendants de notre volonté, pourraient avoir une incidence sur la réalisation de ces avantages. Entre autres, la possibilité de tirer avantage de l'acquisition et de toute acquisition future que nous réaliserons dépend, en partie, du regroupement des fonctions et de l'intégration des activités, des procédures et du personnel, en temps utile et de manière efficace, de même que de la capacité de notre Société à tirer parti des occasions de croissance et de synergie prévues en regroupant avec les nôtres les entreprises et les activités acquises. L'intégration des entreprises acquises suppose que la direction consacre des efforts, du temps et des ressources considérables, ce qui pourrait détourner son attention et ses ressources d'autres occasions stratégiques et aspects opérationnels pendant le processus d'intégration. Le processus d'intégration est susceptible d'entraîner le départ d'employés clés, l'engagement de dépenses importantes et la perturbation des activités courantes et des relations avec les clients et les employés, ce qui pourrait avoir un effet négatif sur notre capacité à obtenir les avantages escomptés de ces acquisitions.

Risque lié à la valorisation des stocks

La Société surveille son risque associé à la valeur de ses stocks par rapport à celle du marché. En raison de la nature très peu liquide d'une grande partie de ses stocks, elle compte sur une combinaison de techniques d'évaluation du risque normalisées, telle que la valeur à risque ainsi que d'une évaluation plus empirique des conditions du marché. Les décisions concernant les niveaux appropriés de stocks sont prises compte tenu des calculs de valeur à risque et des conditions du marché.

Dépendance à l'égard du personnel clé

La Société compte sur l'expertise et le savoir-faire des membres de son personnel pour la poursuite de ses activités. Le départ de membres de la haute direction pourrait avoir une incidence défavorable sur nous. Notre réussite future dépend aussi de notre capacité à garder à notre service les employés clés et à attirer, former, garder à notre service et intégrer avec succès de nouveaux membres compétents dans notre équipe de direction et notre équipe technique. Le recrutement et la rétention de membres du personnel compétents, particulièrement ceux qui ont une expertise de l'industrie des métaux spécialisés et de la technologie d'affinage sont essentiels à notre réussite et pourraient se révéler difficiles.

Sources d'approvisionnement

Nous pourrions être incapables de trouver des stocks essentiels de matières premières dont nous dépendons pour exercer nos activités. Nous nous procurons actuellement nos matières premières auprès de plusieurs fournisseurs avec qui nous avons des relations commerciales de longue date. La perte de l'un de ces fournisseurs ou une baisse des niveaux de livraisons pourrait réduire notre capacité de production et avoir une incidence sur nos livraisons aux clients, ce qui, en retour, aurait une incidence négative sur nos ventes et nos marges bénéficiaires nettes et pourrait entraîner des frais quant au non-respect de nos contrats d'approvisionnement.

Dettes supplémentaires

Nous avons pris en charge la dette de l'ancienne MCP à la réalisation de l'acquisition. La dette supplémentaire a augmenté l'intérêt que nous devons payer de temps à autre jusqu'à ce que ces sommes soient remboursées. En outre, nous serons tenus de payer aux actionnaires vendeurs les sommes indiquées dans les billets à ordre ainsi qu'une retenue en trésorerie décrites dans la rubrique « La convention d'acquisition et les conventions connexes » du prospectus simplifié daté du 1^{er} avril 2011. Bien que nous ayons signé une facilité de crédit multidevises renouvelable garantie de premier rang de 250 M\$, nous pourrions avoir besoin de trouver des sources supplémentaires de financement pour rembourser la dette indiquée précédemment à échéance. Rien ne garantit que nous serons en mesure d'obtenir du financement selon des modalités que nous jugeons acceptables ni même que nous pourrions tout simplement en trouver à ce moment ou à ces moments.

Réglementation en matière de protection de l'environnement

Nos activités supposent l'utilisation, la manutention, la production, le traitement, le stockage, le transport, le recyclage et l'élimination de matières dangereuses et sont assujetties à un ensemble de lois et règlements nationaux, provinciaux, locaux et internationaux en matière de protection de l'environnement. Ces lois et règlements en matière de protection de l'environnement incluent celles régissant les déversements ou les émanations de matières polluantes dans l'air et l'eau, l'utilisation, la gestion et l'élimination des matières et déchets dangereux, le nettoyage des sites contaminés et la santé et sécurité au travail. Nous avons engagé et continuerons d'engager des dépenses en immobilisations afin de respecter ces lois et règlements. De plus, la violation des lois en matière de protection de l'environnement ou des permis délivrés en vertu de celles-ci ou la responsabilité engagée en vertu de ces lois ou permis pourrait entraîner l'imposition de restrictions sur nos activités d'exploitation ou nous exposer à des amendes substantielles, des pénalités et des poursuites judiciaires devant les tribunaux pénaux, des demandes d'indemnisation pour dommages aux biens ou pour blessures, des frais de nettoyage ou d'autres frais. Bien que nous estimions respecter actuellement toutes les exigences en matière de protection de l'environnement qui sont applicables, de nouvelles circonstances futures, comme l'application de nouvelles lois et de nouveaux règlements plus rigoureux ou la découverte de conditions environnementales actuellement inconnues pourraient nécessiter des dépenses pouvant avoir une incidence défavorable importante sur notre entreprise, nos résultats d'exploitation et notre situation financière. L'installation acquise de l'ancienne MCP à Tilly, en Belgique, fait présentement l'objet de mesures correctives en vertu d'un plan de remise en état en raison de l'héritage industriel du site sur lequel elle est située, site qui a été utilisé à des fins industrielles depuis plus de 100 ans, et afin de la rendre conforme à la réglementation plus stricte en matière d'environnement. Le plan de remise en état a été approuvé par les autorités locales et les coûts estimatifs en résultant ont été comptabilisés comme il se doit par la Société.

Risque de crédit

Le risque de crédit s'entend de la possibilité qu'un client ou qu'une contrepartie à un contrat ne s'acquitte pas de ses obligations, entraînant ainsi une perte financière sur les créances clients, les autres créances ou les contrats de la Société. La Société possède un grand nombre de clients et ne dépend plus d'un client particulier. Nous réduisons le risque de crédit en nous assurant de n'accorder de crédit aux clients qu'après l'évaluation de leur solvabilité. La Société révisé régulièrement le crédit de ses clients et établit une provision pour créances douteuses dans l'éventualité qu'un compte soit jugé irrécouvrable.

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée aux variations des taux d'intérêt en raison de sa facilité de crédit multidevises renouvelable qui porte intérêt soit au taux préférentiel, au taux de base des États-Unis, au LIBOR ou LIBOR EURO majoré d'une marge fondée sur le ratio dette consolidée de premier rang/BAIIA de 5N Plus.

Risque de change

Nos ventes sont principalement libellées en dollars américains alors qu'une partie de nos charges opérationnelles sont libellées dans des monnaies locales, comme l'euro, le dollar canadien et la livre sterling. Bien que les achats de matières premières soient libellés en dollars américains, ce qui réduit l'incidence des fluctuations des taux de change, nous sommes exposés au risque de change, qui pourrait avoir une incidence défavorable sur nos résultats. La direction a instauré une politique de gestion du risque de change en regard à la monnaie de fonctionnement appropriée. Nous gérons le risque de change en concluant divers contrats de change à terme.

Juste valeur

La Société a établi que la valeur comptable de ses actifs et de ses passifs financiers courants, notamment la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les débiteurs et les autres créances et les créditeurs et charges à payer se rapprochait de leur juste valeur en raison de l'échéance à court terme de ces instruments.

Concurrence

Nous sommes le chef de file dans la production de métaux et produits chimiques spéciaux et la concurrence pourrait venir de raffineurs de métaux à bas prix ou de certains de nos clients qui décideraient de s'intégrer verticalement. La croissance attendue de la demande de nos principaux produits devrait attirer plus de raffineurs de métaux dans cette industrie et intensifier la concurrence. Bien que nous croyions que nos activités et notre réseau commercial sont d'importants avantages compétitifs, nos concurrents pourraient s'accaparer une part du marché, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur nos ventes et nos marges opérationnelles si nous n'étions pas en mesure de compenser la perte de volume en faveur de la concurrence.

Interruptions des activités

Nous pourrions subir des pertes si nos activités devaient être interrompues. Dans plusieurs cas, surtout ceux liés à nos contrats à long terme, nous avons des obligations contractuelles de livrer des produits dans des délais prescrits. Toute perturbation de nos activités qui pourrait mener à une interruption des activités risquerait de nuire à la confiance que nous portent les clients, d'entraîner l'annulation de nos contrats et de donner lieu à des poursuites judiciaires. Bien que nous croyions avoir pris les mesures nécessaires pour éviter les interruptions d'activités et que nous ayons contracté une assurance contre celles-ci, il est possible que nous éprouvions néanmoins des interruptions, qui pourraient avoir des répercussions défavorables sur nos résultats financiers.

Protection des droits de propriété intellectuelle

La protection de propriété de nos procédés, méthodes et autres technologies exclusives est essentielle à notre entreprise. Nous dépendons presque exclusivement d'une combinaison de secrets commerciaux et d'ententes de confidentialité avec nos employés pour protéger nos droits de propriété intellectuelle. Nous avons délibérément choisi de limiter notre nombre de brevets afin d'éviter la divulgation de renseignements précieux. L'omission de protéger et de surveiller l'utilisation de nos droits de propriété intellectuelle existants pourrait entraîner la perte de certains procédés et technologies précieux.

Activités internationales

La Société exerce ses activités dans plusieurs pays, y compris la Chine, et par conséquent, elle court des risques liés à l'exercice de ses activités à l'échelle internationale. Nous pourrions subir les contrecoups importants de ces risques, dont l'intégration des activités internationales, les défis liés à l'assujettissement à plusieurs régimes juridiques, l'éventualité d'un climat volatil sur le plan de l'économie et des relations de travail, l'instabilité politique, l'expropriation et les modifications en matière de taxes et impôts, tarifs et autres frais imposés par les autorités de réglementation. Bien que la Société exerce ses activités principalement dans des pays relativement stables sur les plans économique et politique, rien ne garantit qu'elle ne subisse pas les contrecoups néfastes des risques inhérents aux activités qu'elle exerce sur le plan international.

Conventions collectives

Une partie du personnel de la Société est syndiqué et nous avons des conventions collectives qui viennent à échéance à différentes dates. Si nous ne sommes pas en mesure de renouveler ces conventions collectives à des conditions similaires lorsque celles-ci doivent être renégociées, cela pourrait donner lieu à des arrêts ou conflits de travail, comme les grèves, les débrayages ou les lock-out, et avoir une incidence défavorable sur nos résultats.

Contrôles et procédures

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (le « Règlement 52-109 »), 5N Plus a déposé des attestations signées par le chef de la direction et le chef des services financiers qui, entre autres, rendent compte de la conception et de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information et de la conception et de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière. Ces attestations limitent l'étendue de notre contrôle interne à l'égard de l'information financière comme le permet le Règlement 52-109.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et le chef des services financiers ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision les contrôles et procédures de communication de l'information, pour fournir une assurance raisonnable que :

- l'information importante relative à la Société leur a été communiquée;
- l'information à fournir dans les documents de la Société visés par les règlements d'information continue a été comptabilisée, traitée, résumée et présentée aux dates précisées par les lois sur les valeurs mobilières.

Une évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information a été effectuée sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu à l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont aussi conçu ou fait concevoir sous leur supervision le contrôle interne à l'égard de l'information financière, pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

À l'exception de MCP, pour laquelle l'évaluation effectuée portait uniquement sur la conception des contrôles internes à l'égard de l'information financière, une évaluation de la conception et de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière a été effectuée sous la supervision du chef de la direction et du chef des services financiers. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu à l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière, selon les critères établis par le *Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission* (COSO).

La Société a poursuivi sa stratégie de croissance en concluant une importante opération en avril 2011. Au cours de la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011, la Société a élargi son équipe de direction et son personnel du siège social pour y ajouter des membres affectés à l'intégration des nouvelles entreprises et à l'amélioration des contrôles internes et des procédures. Toutefois, un effort significatif sur le plan des ressources financières a été consacré à l'intégration des entreprises nouvellement acquises et à la mise en œuvre des structures fiscales et de

financement ainsi que des IFRS. Par conséquent, des lacunes de contrôle ont été cernées lors de la documentation et de l'évaluation de transactions non routinières et complexes et lors de la transition aux IFRS. Dans les trimestres à venir, la direction poursuivra l'amélioration du contrôle interne à l'égard de l'information financière et mettra en œuvre des contrôles supplémentaires relativement à l'évaluation des opérations non routinières et complexes.

Modifications du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Aucun changement, qui a eu ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'il aura une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière, n'a été apporté au contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société au cours de la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011.

Estimations et jugements importants de la direction concernant l'application des méthodes comptables

Les paragraphes qui suivent présentent les jugements importants pour l'application des méthodes comptables de la Société qui ont l'effet le plus important sur les états financiers consolidés.

Incertitude relative aux estimations

Lorsqu'elle prépare les états financiers consolidés, la direction porte un certain nombre de jugements, établit des estimations et formule des hypothèses concernant la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges. Ces estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées périodiquement. Les changements dans les estimations comptables sont constatés dans la période au cours de laquelle ils ont lieu et dans toutes les périodes ultérieures concernées.

L'information relative aux jugements importants, aux estimations et aux hypothèses qui ont l'effet le plus important sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges est présentée ci-dessous.

Dépréciation des actifs non financiers

La Société comptabilise une perte de valeur correspondant à l'excédent de la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT sur sa valeur recouvrable, qui est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité.

Pour déterminer la valeur d'utilité, la direction estime les flux de trésorerie attendus de chaque actif ou UGT et elle détermine un taux d'intérêt acceptable en vue de calculer la valeur actuelle de ces flux de trésorerie. Dans le cadre de l'évaluation des flux de trésorerie futurs attendus, la direction pose des hypothèses sur les résultats opérationnels futurs, qui ont trait à des événements et à des circonstances futurs. Les résultats réels peuvent être différents et donner lieu à des ajustements importants des actifs de la Société dans des périodes futures. Dans la plupart des cas, la détermination du taux d'actualisation applicable suppose l'estimation de l'ajustement approprié au risque de marché et aux facteurs de risque propres aux actifs.

Regroupements d'entreprises

Au moment de la comptabilisation initiale, les actifs et les passifs de l'entreprise acquise sont présentés à la juste valeur dans l'état consolidé de la situation financière. Pour évaluer la juste valeur, la direction utilise des estimations des flux de trésorerie et des taux d'actualisation futurs, mais les résultats réels peuvent différer de ces estimations. La détermination de la juste valeur pourrait inclure l'utilisation de techniques d'évaluation qui sont généralement fondées sur des prévisions des flux de trésorerie actualisés nets futurs. Ces évaluations sont étroitement liées aux hypothèses faites par la direction concernant la performance future des actifs connexes et de toute variation du taux d'actualisation utilisé. Toute modification de l'évaluation survenant au cours de la période d'évaluation par rapport à la comptabilisation initiale, s'il en est, se répercute sur l'évaluation du goodwill.

Durées d'utilité des actifs amortissables

La direction examine les durées d'utilité des actifs amortissables à chaque date de présentation de l'information financière, chaque fois que des événements ou des changements dans les circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

Stocks

Les stocks sont évalués au coût ou à la valeur nette de réalisation, si celle-ci est inférieure, le coût étant établi selon la méthode du coût moyen. Pour estimer les valeurs nettes de réalisation, la direction tient compte des éléments probants les plus fiables disponibles à la date à laquelle les estimations sont faites. Les activités fondamentales de la Société sont vulnérables aux changements des politiques des pays étrangers et aux variations des prix des métaux reconnus sur la scène internationale, qui peuvent entraîner des fluctuations rapides des prix de vente. La Société évalue ses stocks en

fonction d'un groupe d'éléments similaires et en tenant compte des événements qui sont survenus entre la date de clôture et la date de finalisation des états financiers. La valeur nette de réalisation détenue pour satisfaire aux modalités d'un contrat de vente particulier est mesurée selon le prix du contrat.

Impôt sur le résultat

La Société est assujettie à l'impôt de nombreuses juridictions fiscales. Pour établir sa charge d'impôt sur le résultat dans tous les pays où elle exerce des activités, elle doit poser des jugements importants. L'incidence fiscale définitive de bon nombre de transactions et de calculs est incertaine. La Société comptabilise un passif lorsqu'elle estime que des questions soulevées par des contrôles fiscaux pourraient demander le versement d'impôts supplémentaires. Lorsque le règlement définitif d'une question fiscale donne lieu à un montant d'impôt différent du montant comptabilisé initialement, l'écart est comptabilisé dans les actifs et les passifs d'impôt exigible et différé de la période du règlement définitif.

Passage aux IFRS

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada (« CNC ») a confirmé que les entreprises ayant une obligation d'information du public seront tenues d'adopter les IFRS pour dresser leurs états financiers des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Les IFRS reposent sur un cadre conceptuel semblable aux PCGR du Canada, mais présentent certaines différences importantes en ce qui a trait aux principes de comptabilisation, d'évaluation et d'information.

Les états financiers consolidés de la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011 sont les premiers états financiers audités de la Société dressés selon les IFRS. Pour toutes les périodes antérieures, la Société a préparé ses états financiers selon les PCGR du Canada. Conformément à IFRS 1, certaines informations se rapportant à la transition aux IFRS figurent ci-dessous. Ces informations sont fournies aux termes des IFRS tels qu'il est indiqué à la rubrique « Base d'établissement » de la note annexe 1 des états financiers consolidés audités au 31 décembre 2011.

Selon IFRS 1, la Société doit fournir des chiffres comparatifs. Elle a commencé à appliquer les IFRS le 1^{er} juin 2010, qui représente ainsi la « date de transition ». Selon IFRS 1, le nouvel adoptant doit appliquer de façon rétrospective l'ensemble des IFRS en vigueur à la date de clôture, soit le 31 décembre 2011 et le 31 mai 2011 pour la Société. Toutefois, IFRS 1 prévoit certaines exemptions facultatives et certaines exceptions obligatoires pour le nouvel adoptant.

Choix initiaux à l'adoption des IFRS

La Société a fait les choix suivants aux termes d'IFRS 1 à la date de transition :

Regroupements d'entreprises : Selon IFRS 1, un nouvel adoptant peut choisir de ne pas appliquer IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*, rétrospectivement aux regroupements qui ont eu lieu avant la date de transition. La Société s'est prévalu de cette option.

Paiement fondé sur des actions : La Société a décidé d'appliquer de façon rétrospective IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*, à l'ensemble des transactions donnant lieu à des paiements fondés sur des actions à la date de transition. IFRS 2 s'applique aux options d'achat d'actions, aux UAR et aux UAREE en circulation le 1^{er} juin 2010.

Monnaie fonctionnelle : La Société s'est conformée à IAS 21 et a adopté le dollar américain comme monnaie fonctionnelle, en remplacement du dollar canadien. Tous les montants figurant à l'état consolidé de la situation financière ont été retraités au 1^{er} juin 2010 et présentés comme s'ils avaient toujours été comptabilisés en dollars américains depuis leur constatation initiale.

Participation dans les coentreprises : La Société a décidé d'appliquer de façon prospective IAS 28 conformément aux dispositions de transition pertinentes. Selon IFRS 1, le coût présumé global de la participation dans les coentreprises s'établit à 0,4 M\$ dans le cas d'Ingal et à 0,9 M\$ pour MCP Shenzhen.

Exceptions obligatoires selon IFRS 1

Comptabilité de couverture – La comptabilité de couverture s’applique seulement de façon prospective à compter de la date de transition aux transactions qui respectent les critères de la comptabilité de couverture indiqués dans IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*, à cette date. Les relations de couverture ne peuvent pas être désignées de façon rétrospective ni les documents justificatifs créés de façon rétrospective. Par conséquent, aucune relation de couverture satisfaisant aux critères de la comptabilité de couverture à la date de transition n’a été constatée dans les résultats de la Société selon les IFRS.

Estimations – Selon IFRS 1, les estimations d’une entité aux termes des IFRS à la date de transition doivent correspondre aux estimations établies à la même date selon les PCGR, sauf s’il est prouvé que ces estimations étaient erronées. Les estimations de la Société au 1^{er} juin 2010 sont compatibles avec celles qu’elle a établies selon les PCGR du Canada à la même date.

Incidence du passage aux IFRS

Les différences entre les IFRS et les PCGR du Canada identifiées comme ayant une incidence importante sur la situation financière et le rendement financier consolidé déjà constaté sont résumées à la note 28 des états financiers consolidés vérifiés au 31 décembre 2011, qui présente une synthèse des incidences découlant du passage aux IFRS.

Normes comptables futures

La norme IFRS 9, *Instruments financiers*, a été publiée en novembre 2009. Elle porte sur le classement et l’évaluation des actifs financiers et remplace les multiples règles relatives aux instruments de créance d’IAS 39 par un modèle unique d’évaluation des actifs financiers selon deux catégories, soit au coût amorti ou à la juste valeur par le biais du résultat net. De plus, IFRS 9 remplace les modèles d’évaluation des instruments de capitaux propres qui sont désormais comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Lorsque ces instruments sont évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, les dividendes, dans la mesure où ils ne constituent pas clairement un rendement du capital investi, sont comptabilisés par le biais du résultat net, mais les autres profits et pertes (y compris les pertes de valeur) liés à ces instruments restent compris indéfiniment dans le cumul des autres éléments du résultat global. Cette norme s’applique aux périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013 et son adoption anticipée est permise. La Société n’a pas encore évalué l’incidence de l’application de cette norme et elle n’a pas déterminé si elle l’adoptera de façon anticipée.

En mai 2011, l’IASB a publié les normes suivantes que la Société n’a pas encore adoptées : IFRS 10, *États financiers consolidés* (« IFRS 10 »), IFRS 11, *Partenariats* (« IFRS 11 »), IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d’autres entités* (« IFRS 12 »), IAS 27, *États financiers individuels* (« IAS 27 »), IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur* (« IFRS 13 ») et la norme modifiée IAS 28, *Participations dans des entreprises associées* (« IAS 28 »). Ces nouvelles normes s’appliquent aux périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013, leur adoption anticipée étant permise. La Société n’a pas commencé à évaluer l’incidence de ces nouvelles normes et normes modifiées sur ses états financiers et elle n’a pas déterminé si elle les adoptera de façon anticipée en tout ou en partie.

Les nouvelles normes se résument comme suit :

IFRS 10 – États financiers consolidés

Selon IFRS 10, une entité doit consolider une entité détenue lorsqu’elle est exposée – ou a des droits – à des rendements variables découlant de sa participation dans l’entité détenue et qu’elle peut utiliser son pouvoir sur l’entité détenue pour influencer sur ces rendements. Selon l’IFRS actuellement en vigueur, la consolidation est exigée lorsqu’une entité est en mesure de régir les politiques financières et opérationnelles d’une autre entité afin de tirer avantage des activités de cette dernière. IFRS 10 remplace SIC 12, *Consolidation – Entités ad hoc*, et certaines parties de IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*.

IFRS 11 – Partenariats

Selon IFRS 11, une partie à un partenariat doit classer sa participation à titre de coentreprise ou d'entreprise commune. Les coentreprises seront comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence alors que, pour les entreprises communes, le coparticipant devra inscrire sa part de l'actif, du passif, des produits et des charges de l'entreprise commune. Selon l'IFRS actuellement en vigueur, les entités peuvent choisir de consolider proportionnellement leurs participations dans des coentreprises ou de les comptabiliser selon la méthode de la mise en équivalence. IFRS 11 annule et remplace IAS 31, *Participation dans des coentreprises*, et SIC-13, *Entités contrôlées conjointement – Apports non monétaires par des coentrepreneurs*.

IFRS 12 – Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités

IFRS 12 établit les informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités, comme les partenariats, les entreprises associées, les entités structurées et les véhicules exclus de l'état de la situation financière. La norme conserve les obligations d'information actuelles et en ajoute de nouvelles qui portent sur la nature des intérêts détenus dans d'autres entités et sur les risques qui y sont associés.

IFRS 13 – Évaluation de la juste valeur

IFRS 13 est une norme globale précisant les exigences d'évaluation et de présentation de la juste valeur à utiliser dans l'application de toutes les normes IFRS. La nouvelle norme établit que la juste valeur correspond au prix obtenu pour la vente d'un actif ou au prix payé pour transférer un passif dans une transaction ordonnée conclue entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Elle énumère également les informations à fournir dans le cadre de l'évaluation de la juste valeur. Selon les IFRS actuellement en vigueur, les directives portant sur l'évaluation et la présentation de la juste valeur sont disséminées un peu partout dans les différentes normes exigeant l'évaluation de la juste valeur et, dans bien des cas, elles ne fournissent pas une base d'évaluation claire ni des informations cohérentes.

Modifications apportées aux autres normes

De plus, des modifications ont été apportées aux normes existantes, dont IAS 27, *États financiers individuels* (« IAS 27 ») et IAS 28, *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises* (« IAS 28 »). IAS 27 s'applique à la comptabilisation de participations dans des filiales, des entités contrôlées conjointement et des entreprises associées lorsqu'une entité ne présente pas des états financiers consolidés. IAS 28 a été modifiée pour s'appliquer aux coentreprises et traiter des changements découlant des IFRS 10 à 13.

Mesures non conformes aux IFRS

Dans le présent rapport de gestion, la direction de la Société a recours à certaines mesures non conformes aux IFRS. Les mesures non conformes aux IFRS fournissent de l'information utile et complémentaire, mais elles n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS.

Le BAIIA désigne le résultat attribuable aux porteurs de capitaux propres de 5N Plus avant les frais financiers, le produit d'intérêts, les gains et pertes de change, l'impôt sur le résultat, l'amortissement et la dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles. Nous avons recours au BAIIA, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative du rendement opérationnel des activités poursuivies avant la prise en compte de l'incidence de certaines charges. La définition des mesures conformes aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Le BAIIA ajusté correspond au BAIIA tel que défini précédemment avant les charges de dépréciation des stocks. Nous avons recours au BAIIA ajusté, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative du rendement opérationnel des activités poursuivies avant la prise en compte de l'incidence des charges de dépréciation des stocks inhabituelles. La définition des mesures non conformes aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Le carnet des commandes représente les commandes que la Société a reçues et qui devraient se transformer en ventes au cours des douze prochains mois. Les nouvelles commandes représentent la valeur des commandes reçues durant la période considérée, calculées en additionnant aux produits l'augmentation ou la diminution du carnet de commandes pour la période considérée. Le carnet de commandes est un indicateur des produits futurs attendus, et les nouvelles commandes permettent d'évaluer la capacité de la Société à maintenir et à accroître ses produits.

La dette nette ou la trésorerie nette est une mesure servant à surveiller le niveau de la dette, qui tient compte de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des placements temporaires. Elle constitue un indicateur de la situation financière globale de la Société et correspond à la différence entre la dette totale, y compris la partie courante, et la somme de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des placements temporaires.

Les fonds provenant de l'exploitation correspondent aux fonds générés par l'exploitation avant les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement. Selon la Société, les fonds provenant de l'exploitation constituent une mesure clé, car elles témoignent de sa capacité à générer les fonds nécessaires à sa croissance future et au remboursement de sa dette.

Le fonds de roulement est une mesure qui nous indique les sommes dont nous disposons pour assurer la croissance de l'entreprise. Le fonds de roulement est un indicateur de la santé financière et de la liquidité de la Société. Il correspond à la différence entre les actifs courants et les passifs courants.

La marge brute est une mesure financière qui correspond aux ventes, déduction faite du coût des ventes. Le ratio de la marge brute est exprimé en pourcentage des ventes. La Société utilise la marge brute et le ratio de la marge brute pour mesurer l'efficacité de ses activités et sa capacité de générer de la valeur.

La marge brute ajustée est une mesure financière qui correspond aux ventes, déduction faite du coût des ventes et des charges de dépréciation des stocks. Le ratio de la marge brute ajusté est exprimé en pourcentage des ventes. La Société utilise la marge brute ajustée et le ratio de la marge brute ajustée pour mesurer l'efficacité de ses activités et sa capacité de générer de la valeur.

Le résultat net ajusté correspond au résultat net avant l'incidence des charges de dépréciation liées aux stocks et aux immobilisations corporelles et incorporelles, après déduction de l'impôt sur le résultat s'y rapportant. Nous avons recours au résultat net ajusté, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative du rendement opérationnel des activités poursuivies avant la prise en compte de l'incidence des charges de dépréciation liées aux stocks et des immobilisations corporelles et incorporelles. La définition des mesures non conformes aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Information supplémentaire

Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto (TSX) sous le symbole « VNP ». Pour obtenir des renseignements supplémentaires sur la Société, y compris la notice annuelle, se reporter au profil de la Société sur le site de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

Rapport de la direction

Aux actionnaires de 5N Plus inc.

Les états financiers consolidés ci-joints sont la responsabilité de la direction de 5N Plus inc. et ont été examinés par le comité de vérification et approuvés par le conseil d'administration.

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément Normes internationales d'information financière et comprennent des montants fondés sur des hypothèses posées par la direction ainsi que sur le jugement de celles-ci. La direction est aussi responsable de tous les autres renseignements contenus dans le rapport annuel afin de s'assurer de leur concordance avec les états financiers consolidés et les activités de la Compagnie.

La direction est responsable de l'élaboration, de l'établissement et du maintien des procédures et des contrôles internes appropriés relatifs à l'information financière, afin de s'assurer que les états financiers destinés au public sont présentés de manière fidèle, conformément aux Normes internationales d'information financière. Ces systèmes de contrôle interne visent à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la protection des éléments d'actif.

Les vérificateurs externes de la Compagnie ont libre accès au comité de vérification, composé d'administrateurs indépendants. Le comité de vérification, qui rencontre régulièrement au cours de l'exercice les membres de la direction financière, de même que les vérificateurs externes examinent les états financiers consolidés et recommandent leur approbation au conseil d'administration.

Les états financiers consolidés ci-joints ont été vérifiés par PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.

Le président et chef de la direction,

Le chef de la direction financière,

SIGNÉ

Jacques L'Ecuyer

SIGNÉ

David Langlois, CA

Montréal, Canada

Le 12 mars 2012



Le 12 mars 2012

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de 5N Plus Inc.

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de 5N Plus Inc., qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2011, au 31 mai 2011 et au 1 juin 2010 et les états consolidés des résultats, du résultat global, des variations des capitaux propres et des flux de trésorerie pour la période de 7 mois close le 31 décembre 2011 et l'année close le 31 mai 2011, ainsi que les notes annexes incluant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

*PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l., comptables agréés
1250, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2800, Montréal (Québec), Canada H3B 2G4
Tél. : +1 514 205-5000 Téléc. : +1 514 205-5675, www.pwc.com/ca*

« PricewaterhouseCoopers » s'entend de PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l., une société à responsabilité limitée de l'Ontario.



Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus au cours de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de 5N Plus Inc. au 31 décembre 2011, au 31 mai 2011 et au 1 juin 2010 ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour la période de sept mois close le 31 décembre 2011 et l'année close le 31 mai 2011 conformément aux IFRS.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹

¹ Comptable agréé auditeur permis n°. 19042

États financiers consolidés

Pour la période de
sept mois terminée
le 31 décembre 2011
et l'exercice terminé
le 31 mai 2011

5N PLUS INC.

ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(Tous les montants sont exprimés en milliers de dollars américains)

	31 décembre 2011	31 mai 2011 (note 28)	1 ^{er} juin 2010 (note 28)
	\$	\$	\$
ACTIF			
Actif courant			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	29 449	28 050	63 077
Placements temporaires (affectés) (note 14)	51 882	51 121	1 911
Débiteurs (note 6)	80 329	117 153	4 584
Stocks (note 7)	315 333	300 055	26 110
Actifs financiers dérivés	-	331	1 303
Actif d'impôt exigible	11 022	2 479	443
Autres actifs courants	2 762	1 337	1 026
Total de l'actif courant	490 777	500 526	98 454
Immobilisations corporelles (note 8)	86 483	97 024	27 235
Immobilisations incorporelles (note 9)	68 148	74 862	1 672
Actif d'impôt différé (note 17)	6 646	5 988	1 484
Goodwill (note 10)	124 910	123 916	4 200
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence (note 11)	1 513	1 084	-
Autres actifs (note 12)	7 807	4 157	43
Total de l'actif non courant	295 507	307 031	34 634
Total de l'actif	786 284	807 557	133 088
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
Passif courant			
Dettes bancaires et dettes à court terme (note 14)	73 430	174 703	-
Dettes fournisseurs et charges à payer (note 13)	59 029	69 758	4 449
Passif d'impôt exigible	354	7 421	52
Passifs financiers dérivés	3 814	456	-
Partie à court terme de la dette à long terme (note 14)	14 757	19 430	595
Total du passif courant	151 384	271 768	5 096
Dette à long terme (note 14)	253 719	126 248	4 012
Passif d'impôt différé (note 17)	23 083	23 782	2 984
Obligation au titre des prestations définies (note 15)	12 315	13 481	-
Passifs financiers dérivés	1 902	-	-
Autres passifs (note 16)	4 171	8 288	618
Total du passif	446 574	443 567	12 710
Capitaux propres	339 241	362 698	120 378
Participation ne donnant pas le contrôle	469	1 292	-
Total des capitaux propres	339 710	363 990	120 378
Total du passif et des capitaux propres	786 284	807 557	133 088

Engagements et éventualités (note 24)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

5N PLUS INC.**COMPTES CONSOLIDÉS DE RÉSULTAT**

Pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011; chiffres comparatifs pour l'exercice terminé le 31 mai 2011 (note 1)

(Tous les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf les informations par action)

	31 décembre 2011 (7 mois) (note 1)	31 mai 2011 (12 mois) (note 28)
	\$	\$
Produits	391 712	179 995
Coût des ventes (note 29)	357 530	131 282
Frais de vente, frais généraux et frais d'administration (note 29)	33 500	13 286
Autres charges, montant net (note 29)	23 443	12 248
Quote-part du résultat net des coentreprises	(429)	(197)
	414 044	156 619
Résultat opérationnel	(22 332)	23 376
Frais financiers		
Intérêts sur la dette à long terme	5 179	969
Autres charges d'intérêts	308	991
Gains de change et dérivés	(642)	(8 639)
	4 845	(6 679)
Résultat avant impôt sur le résultat	(27 177)	30 055
Impôt sur le résultat (note 17)	(4 713)	8 107
Résultat net de la période	(22 464)	21 948
Attribuable à :		
Porteurs de capitaux propres de 5N Plus inc.	(21 641)	22 298
Participation ne donnant pas le contrôle	(823)	(350)
	(22 464)	21 948
Résultat par action attribuable aux porteurs de capitaux propres de 5N Plus inc. (note 22)	(0,31)	0,45
Résultat de base par action	(0,32)	0,45
Résultat dilué par action	(0,32)	0,44

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

5N PLUS INC.**ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL**

Pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011; chiffres comparatifs pour l'exercice terminé le 31 mai 2011 (note 1)

(Tous les montants sont exprimés en milliers de dollars américains)

	31 décembre 2011 (7 mois) (note 1)	31 mai 2011 (12 mois) (note 28)
	\$	\$
Résultat net pour la période	(22 464)	21 948
Autres éléments du résultat global		
Couverture de trésorerie, nette de l'impôt de 188 \$ (néant au 31 mai 2011)	(474)	-
Différence de conversion	246	-
Résultat global pour la période	(22 692)	21 948
Résultat attribuable aux porteurs de capitaux propres de 5N Plus inc.	(21 869)	22 298
Résultat attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	(823)	(350)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

5N PLUS INC.
TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011; chiffres comparatifs pour l'exercice terminé le 31 mai 2011 (note 1)

(Tous les montants sont exprimés en milliers de dollars américains)

	31 décembre 2011 (7 mois) (note 1)	31 mai 2011 (12 mois) (note 28)
	\$	\$
Activités opérationnelles		
Résultat net de la période	(22 464)	21 948
Ajustements de rapprochement du résultat net aux flux de trésorerie		
Amortissement des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles	12 797	4 997
Amortissement des autres actifs	485	-
Charge de rémunération à base d'actions	443	813
Impôt sur le résultat différé	(1 357)	(707)
Quote-part du résultat net des coentreprises	(429)	(197)
Dépréciation des stocks	34 790	-
Dépréciation des immobilisations corporelles	11 460	-
Dépréciation des immobilisations incorporelles	700	-
Perte latente sur les instruments financiers détenus à des fins autres que de couverture	1 946	-
Gain latent sur les placements temporaires (affectés) et le passif	(11 033)	(377)
	27 338	26 477
Variation nette des soldes du fonds de roulement sans contrepartie en trésorerie liés aux activités (note 20)	(38 253)	(88 267)
Sorties de trésorerie liées aux activités opérationnelles	(10 915)	(61 790)
Activités d'investissement		
Acquisition d'entreprises, déduction faite de la trésorerie acquise (note 5)	-	(121 517)
Acquisition d'une participation de 40 % dans une filiale (note 4)	(1 007)	-
Acquisition d'immobilisations corporelles, montant net	(9 964)	(17 478)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(821)	(5 307)
Placements temporaires (affectés)	(529)	(30 291)
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement	(12 321)	(174 593)
Activités de financement		
Remboursement de la dette à long terme	(53 736)	(719)
Produit de l'émission de titres d'emprunt à long terme	185 426	29 848
Augmentation (diminution) nette des dettes bancaires et des dettes à court terme	(101 273)	44 434
Émission d'actions ordinaires	346	131 573
Frais d'émission d'actions	(162)	(5 855)
Instruments financiers, montant net	2 653	1 759
Frais financiers et autres charges	(9 211)	1 279
Entrées de trésorerie liées aux activités de financement	24 043	202 319
Incidence de la variation du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie liée aux activités opérationnelles	592	(963)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	1 399	(35 027)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	28 050	63 077
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	29 449	28 050
Informations supplémentaires¹⁾		
Impôt sur le résultat payé	9 937	5 306
Intérêts payés	6 786	1 767

1) Les montants payés au titre de l'impôt sur le résultat et des intérêts ont été pris en compte dans les entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

5N PLUS INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

Pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011; chiffres comparatifs pour l'exercice terminé le 31 mai 2011

(Tous les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions)

	Nombre d'actions au 31 décembre 2011	31 décembre 2011 (7 mois) (note 1)	Nombre d'actions au 31 mai 2011	31 mai 2011 (12 mois) (note 28)
Total des capitaux propres		\$		\$
Capitaux propres attribuables aux actionnaires				
Capital social				
Solde au début de la période	70 892 627	305 464	45 627 450	81 467
Actions ordinaires émises à l'exercice d'options sur actions	68 498	464	297 380	1 415
Actions ordinaires émises contre trésorerie		-	13 590 000	130 665
Actions ordinaires émises dans le cadre de l'acquisition de MCP (note 5)		-	11 377 797	91 917
Solde à la fin de la période	70 961 125	305 928	70 892 627	305 464
Surplus d'apport				
Solde au début de la période		2 366		2 060
Charge de rémunération à base d'actions		443		813
Exercice d'options sur actions		(118)		(507)
Solde à la fin de la période		2 691		2 366
Résultats non distribués				
Solde au début de la période		54 868		36 850
Résultat net attribuable aux porteurs de capitaux propres de 5N Plus inc. pour la période		(21 641)		22 298
Acquisition d'une participation de 40 % dans une filiale (note 4)		(2 251)		-
Frais d'émission d'actions, nets d'impôt sur le résultat de 36 \$ (1 575 \$ au 31 mai 2011)		(126)		(4 280)
Solde à la fin de la période		30 850		54 868
Cumul des autres éléments du résultat global				
Solde au début de la période		-		-
Couvertures de flux de trésorerie, nettes d'impôt sur le résultat de 188 \$ (néant au 31 mai 2011)		(474)		-
Différences de conversion		246		-
Solde à la fin de la période		(228)		-
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires à la fin de la période		339 241		362 698
Participation ne donnant pas le contrôle				
Solde au début de la période		1 292		-
Quote-part du résultat net		(823)		(350)
Participation ne donnant pas le contrôle dans le cadre d'une acquisition d'entreprise		-		1 642
Solde à la fin de la période		469		1 292
Total des capitaux propres		339 710		363 990

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

NOTE 1 – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET DÉCLARATION DE CONFORMITÉ AUX IFRS

Description des activités

5N Plus inc. (« 5N » ou la « Société ») est une entreprise internationale établie au Canada dont les actions sont inscrites à la Bourse de Toronto (« TSX »). Son siège social est situé au 4385, rue Garand, à St-Laurent (Québec) H4R 2B4. Dans les présents états financiers consolidés, la « Société » s'entend de 5N et de ses filiales. La Société présente ses résultats selon deux secteurs opérationnels : le secteur Matériaux électroniques et le secteur Matériaux écologiques. Les opérations et activités qui s'y rapportent sont gérées par les principaux décideurs de la Société.

Le secteur Matériaux électroniques est dirigé par un vice-président qui supervise les activités gérées localement en Amérique du Nord, en Europe et en Asie. Les principaux produits sont associés à des métaux comme le cadmium, le gallium, le germanium, l'indium et le tellure. Ces métaux sont vendus sous la forme d'éléments, d'alliages, de produits chimiques et de composés.

Le secteur Matériaux écologiques est principalement associé au bismuth. Ce secteur est dirigé par un vice-président qui supervise les activités gérées localement en Europe et en Chine. Les activités du secteur Matériaux écologiques portent sur la production et la vente de bismuth et de produits chimiques dérivés du bismuth affiné, d'alliages à bas point de fusion ainsi que de sélénium et de produits chimiques dérivés du sélénium affiné.

La Société a modifié la date de clôture de son exercice, la faisant passer du 31 mai au 31 décembre. Les présents états financiers comprennent les résultats de la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011 ainsi que les chiffres comparatifs de l'exercice de douze mois terminé le 31 mai 2011.

Les présents états financiers consolidés ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), publiées par l'International Accounting Standards Board, applicables à la préparation des états financiers, notamment IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière*. Sauf pour certains choix liés à la transition présentés à la note 28, la Société a appliqué uniformément les mêmes méthodes comptables dans son état de la situation financière d'ouverture en IFRS au 1^{er} juin 2010 et pour toutes les périodes présentées, comme si ces méthodes avaient toujours été appliquées. La note 28 contient de l'information sur l'incidence du passage aux IFRS sur la situation financière de la Société, sa performance financière et ses flux de trésorerie, y compris la nature et l'effet des principaux changements de méthodes comptables par rapport à celles utilisées dans les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice terminé le 31 mai 2011. La Société établissait auparavant ses états financiers consolidés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada (les « PCGR du Canada »).

L'adoption des IFRS a entraîné des changements de méthodes comptables par rapport aux plus récents états financiers annuels établis selon les PCGR du Canada.

Les présents états financiers consolidés doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés annuels de l'exercice terminé le 31 mai 2011, qui ont été préparés conformément aux PCGR du Canada, et aux informations relatives au passage aux IFRS énoncées à la note 28 des présents états financiers consolidés.

Le conseil d'administration de la Société a approuvé, le 12 mars 2012, la publication des présents états financiers consolidés.

NOTE 2 – PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les principales méthodes comptables appliquées pour l'établissement des présents états financiers consolidés sont énoncées ci-après.

Base d'établissement

Les présents états financiers consolidés sont les premiers états financiers annuels de la Société à avoir été établis conformément aux exigences des IFRS et des interprétations de l'International Financial Reporting Interpretations Committee (IFRIC). Les présents états financiers consolidés ont été établis selon la méthode du coût historique, sauf pour les instruments financiers dérivés.

La préparation d'états financiers conformes aux IFRS repose sur l'utilisation de certaines estimations comptables cruciales. Elle exige aussi que la direction pose des jugements dans l'application des méthodes comptables de la Société. Les éléments pour lesquels un degré élevé de jugement est nécessaire ou qui sont complexes ou ceux pour lesquels les hypothèses et les estimations sont importantes pour les états financiers consolidés sont présentés ci-dessous.

Méthode de consolidation

Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés par l'application de la méthode de l'acquisition, qui prévoit la comptabilisation des actifs et des passifs identifiables de l'entreprise acquise, y compris les passifs éventuels, que ceux-ci aient été ou non comptabilisés dans les états financiers avant l'acquisition. Au moment de la comptabilisation initiale, les actifs et les passifs de la filiale acquise sont inclus dans les états consolidés de la situation financière à leur juste valeur, qui sert aussi de base pour l'évaluation ultérieure conformément aux méthodes comptables de la Société. La participation ne donnant pas le contrôle est évaluée à la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs identifiables pris en charge. Le goodwill représente l'excédent de la juste valeur de la contrepartie versée sur la juste valeur de la quote-part revenant à la Société des actifs nets identifiables de l'entreprise acquise à la date de l'acquisition. Les montants versés à des tiers à titre de frais liés à l'acquisition sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés sauf s'il s'agit de frais liés à l'émission d'instruments d'emprunt ou de capitaux propres.

Filiales

Les filiales sont des entités contrôlées par la Société mère, le contrôle s'entendant du pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin d'obtenir des avantages de ses activités. En général, la Société mère détient plus de la moitié des droits de vote de ses filiales. Les effets des droits de vote potentiels qui sont actuellement exerçables sont pris en considération au moment de déterminer si le contrôle existe. Les filiales sont consolidées au complet à compter de la date à laquelle le contrôle commence à être exercé et sont déconsolidées à compter de la date à laquelle il cesse de l'être.

Entités contrôlées conjointement

Une coentreprise est un accord contractuel en vertu duquel une entité et d'autres parties conviennent d'exercer une activité économique sous contrôle conjoint; c'est-à-dire que les décisions stratégiques financières et opérationnelles liées à l'activité nécessitent le consentement unanime des parties partageant le contrôle. La Société comptabilise ses participations dans des entités contrôlées conjointement en utilisant la méthode de la mise en équivalence.

Selon cette méthode, une participation acquise dans une coentreprise doit aussi être comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. Toutefois, tout ajustement du goodwill ou de la juste valeur attribuable à la participation de la Société dans la coentreprise est inclus dans le montant comptabilisé à titre de participation dans une coentreprise. Les résultats, les actifs et les passifs de la coentreprise sont inclus dans les états financiers consolidés au moyen de la méthode de la mise en équivalence. Selon cette méthode, les participations dans des coentreprises sont présentées dans les états consolidés de la situation financière au coût et ajustées pour prendre en compte les changements postérieurs à l'acquisition apportés à la quote-part de la Société dans l'actif net de la coentreprise, diminués de toute réduction de la valeur de la participation. Tous les changements ultérieurs de la quote-part de la Société dans les capitaux propres de la coentreprise sont comptabilisés dans la valeur comptable de la participation. Les changements découlant du résultat net attribuable à la coentreprise sont comptabilisés dans la quote-part du résultat net des coentreprises dans le compte consolidé de résultat. Ces changements tiennent compte de l'amortissement ultérieur ou de la dépréciation des ajustements de la juste valeur des actifs et des passifs. Lorsque la quote-part des pertes dans une coentreprise qui revient à la Société est égale ou supérieure à sa participation dans la coentreprise, y compris les créances non garanties, le cas échéant, la Société ne comptabilise pas les pertes supplémentaires sauf si elle a contracté une obligation légale ou implicite ou a effectué des paiements au nom de la coentreprise. Si la coentreprise enregistre ultérieurement des profits, la Société ne recommence à comptabiliser sa quote-part dans ces profits qu'après que ce montant dépasse sa quote-part cumulée des pertes qui n'avaient pas été comptabilisées auparavant.

Les variations découlant des autres éléments du résultat global de la coentreprise ou des éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres de la coentreprise sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global ou les capitaux propres de la Société, selon le cas.

Conversion des devises

a) Monnaie fonctionnelle et de présentation

La monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation de la Société est le dollar américain. Une monnaie fonctionnelle est déterminée pour chacune des entités de la Société, et les éléments présentés dans les états financiers de chaque entité sont évalués au moyen de cette monnaie fonctionnelle.

b) Opérations et soldes

Les opérations libellées en monnaie étrangère sont converties en monnaie fonctionnelle au taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au taux de change en vigueur à chaque date de présentation de l'information financière. Les différences de conversion sont comptabilisées en résultat net.

c) Sociétés du groupe

Les résultats et la situation financière de toutes les entités du groupe (dont aucune n'utilise la monnaie d'une économie hyperinflationniste) qui ont une monnaie fonctionnelle différente de la monnaie de présentation sont convertis en monnaie de présentation de la façon suivante :

- i) Les actifs et les passifs sont convertis au cours de clôture en vigueur à la date de clôture des états consolidés de la situation financière respectifs;
- ii) Les produits et les charges des comptes consolidés de résultat respectifs sont convertis aux cours de change moyens (sauf si cette moyenne n'est pas une approximation raisonnable de l'effet cumulatif des cours en vigueur aux dates des transactions, auquel cas les produits et les charges sont convertis aux cours en vigueur aux dates des transactions);
- iii) Toutes les différences de conversion résultantes sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global.

À la consolidation, les différences de conversion découlant de la conversion de l'investissement net dans des établissements à l'étranger, et des emprunts et autres instruments en monnaie étrangère désignés comme couvertures de cet investissement sont incluses dans les autres éléments du résultat global. Lors de la sortie partielle ou de la vente d'un établissement à l'étranger, les différences de conversion qui avaient été comptabilisées en capitaux propres sont reclassées au compte consolidé de résultat à titre de profit ou de perte résultant de la vente.

Le goodwill et les ajustements de la juste valeur découlant de l'acquisition d'un établissement à l'étranger sont traités comme des actifs et passifs de cet établissement à l'étranger et convertis au cours de clôture.

Coûts d'emprunt

Les coûts d'emprunt sont généralement passés en charges lorsqu'ils sont engagés, sauf lorsqu'ils sont liés au financement d'actifs qualifiés qui exigent une longue période de préparation pour atteindre leur état d'utilisation prévu. Les actifs qualifiés incluent le coût lié au développement d'immobilisations incorporelles et à la construction de nouvelles installations. Les coûts d'emprunt liés aux actifs qualifiés sont inscrits à l'actif jusqu'à la date à laquelle l'actif est prêt à être utilisé comme prévu.

Lorsque des fonds sont empruntés précisément pour financer un projet, le montant inscrit à l'actif représente les coûts d'emprunt réellement engagés, déduction faite de tout produit financier tiré du placement de ces emprunts.

Lorsque les fonds servant à financer un projet font partie d'emprunts généraux, le montant inscrit à l'actif est calculé selon la moyenne pondérée des taux applicables aux emprunts généraux pertinents de la Société au cours de la période.

Information sectorielle

Pour identifier ses secteurs opérationnels, la direction suit généralement les gammes de produits de la Société, qui représentent les principaux produits fournis par la Société. La Société exerce ses activités dans deux secteurs principaux : les Matériaux électroniques et les Matériaux écologiques. Des informations opérationnelles et financières distinctes sont disponibles pour ces secteurs et servent à déterminer la performance opérationnelle de chacun des secteurs ainsi qu'à affecter les ressources.

Le secteur Matériaux électroniques est associé à des métaux comme le cadmium, le gallium, le germanium, l'indium et le tellure. Ceux-ci sont vendus sous forme d'éléments, d'alliages, de produits chimiques et de composés. Les principales applications sont généralement celles des produits photovoltaïques (énergie solaire), de l'imagerie médicale, des diodes électroluminescentes (DEL), des écrans, des produits électroniques à haute fréquence et des produits thermoélectriques.

Les activités du secteur Matériaux écologiques portent sur la production et la vente de bismuth et de produits chimiques dérivés du bismuth affiné, d'alliages à bas point de fusion ainsi que de sélénium et de produits chimiques dérivés du sélénium affiné. Ces produits sont utilisés dans les secteurs pharmaceutique et de la production d'aliments pour animaux de même que dans certaines applications industrielles comme les enduits, les pigments, les alliages métallurgiques et les produits électroniques.

Chaque secteur opérationnel est géré séparément, car chaque gamme de produits exige des technologies, des ressources et des stratégies de marketing différentes. Toutes les opérations entre le secteur Matériaux électroniques et le secteur Matériaux écologiques ont été éliminées à la consolidation.

Les charges du siège social et les frais de vente, frais généraux et frais d'administration non répartis ainsi que les frais financiers, le profit ou la perte de conversion et l'amortissement des immobilisations incorporelles ont été regroupés sous la rubrique Siège social (note 19).

Comptabilisation des produits

Les produits proviennent de la vente de produits manufacturés et de la prestation de services. Ils sont évalués à la juste valeur de la vente des produits manufacturés, déduction faite des ventes intragroupe, de la taxe sur la valeur ajoutée et du montant estimatif des retours et des rabais accordés aux clients au moment de la comptabilisation. Les estimations de la juste valeur reposent sur l'expérience passée de la Société avec chaque client et sur les modalités propres à chaque contrat.

Les produits tirés de la vente de produits manufacturés et des activités d'affinage en sous-traitance sont comptabilisés lorsque les risques et les avantages inhérents à la propriété ont été transférés à l'acheteur (ce qui a généralement lieu à l'expédition) et que le recouvrement des créances connexes est raisonnablement assuré. Les produits sont comptabilisés : i) lorsque leur montant peut être évalué de façon fiable; ii) lorsqu'il est probable que les avantages économiques associés à la transaction iront à l'entité; et iii) lorsque les coûts engagés ou à engager peuvent être mesurés de façon fiable.

La direction a recours à ses meilleures estimations pour comptabiliser les produits lorsque leur montant n'est pas encore déterminé et que les critères ci-dessus sont réunis.

Goodwill

Le goodwill représente l'excédent du coût d'une entreprise acquise sur la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs pris en charge. Le goodwill est soumis à un test de dépréciation une fois par année et il est comptabilisé à son coût diminué du cumul des pertes de valeur.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et amorties sur leur durée d'utilité estimative selon la méthode linéaire comme suit : bâtiments – 25 ans, matériel de production – 10 ans; mobilier, équipement de bureau et matériel roulant – de 3 à 10 ans, améliorations locatives – sur la durée du contrat de location. Comme il n'est pas possible d'établir de durée d'utilité déterminée pour les terrains, leur valeur comptable n'est pas amortie. Conformément à la norme IAS 16, *Immobilisations corporelles*, les composants importants ayant des durées d'utilité différentes de celle de l'actif initial acheté ou construit sont identifiés et amortis au moyen d'une durée d'utilité représentative. Les dépenses d'entretien et de réparations sont passées en charges à mesure qu'elles sont engagées.

Les révisions générales et les remplacements sont cependant intégrés dans le coût de l'actif dans l'état de la situation financière consolidée à titre de composante distincte et la pièce remplacée ou la révision précédente sont décomptabilisées.

L'amortissement des travaux en cours ne commence que lorsque les éléments d'actif visés sont prêts à être utilisés. Les coûts ne sont inscrits à l'actif que s'ils sont directement attribuables à la construction ou au développement des actifs.

Les valeurs résiduelles, la méthode d'amortissement et la durée d'utilité des actifs sont revues annuellement et ajustées au besoin.

La valeur comptable des immobilisations corporelles qui est supérieure à leur valeur recouvrable est ramenée à cette valeur et comptabilisées dans le compte consolidé de résultat (voir la rubrique sur la réduction de valeur ci-après). Les profits et les pertes découlant de la sortie d'immobilisations corporelles sont déterminés comme la différence entre le produit de la sortie et la valeur comptable des actifs et sont comptabilisés dans le montant net des autres charges des comptes consolidés de résultat.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011; chiffres comparatifs pour l'exercice terminé le 31 mai 2011

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf mention du contraire)

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont amorties linéairement sur les périodes indiquées ci-dessous.

	Périodes
Relations clients	10 ans
Technologie	5 ans
Nom commercial et ententes de non-concurrence	2 à 5 ans
Logiciels	5 ans
Propriété intellectuelle	10 ans
Frais de développement	Au plus 10 ans

Les immobilisations incorporelles sont soumises à un test de dépréciation lorsque les faits et circonstances suggèrent que leur valeur comptable peut excéder leur valeur recouvrable.

Contrats de location

Les contrats de location sont classés dans les contrats de location-financement lorsque la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété de l'actif loué est transférée à la Société. Au début de la période de location, la Société comptabilise l'actif loué à sa juste valeur ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actuelle des paiements minimaux au titre de la location et elle inscrit un montant correspondant à titre d'obligation liée à un contrat de location-financement. Les paiements au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement de l'obligation liée au contrat de location-financement afin que la proportion de l'encours de la dette demeure constante. La charge financière est imputée au résultat net sur la durée du contrat de location.

Tous les autres contrats de location sont classés dans les contrats de location simple. Les paiements au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charges sur une base linéaire sur la durée du contrat de location.

Dépréciation des actifs non financiers***Dépréciation du goodwill***

Aux fins des tests de dépréciation, les actifs sont regroupés suivant le plus petit regroupement d'actifs qui génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes. Certains actifs sont donc testés individuellement et d'autres au niveau des unités génératrices de trésorerie (« UGT »). Pour les tests de dépréciation, le goodwill est attribué aux UGT ou aux groupes d'UGT en fonction du niveau auquel il fait l'objet d'un suivi par la direction, niveau qui n'est pas plus haut que celui d'un secteur opérationnel. Le goodwill acquis dans un regroupement d'entreprises est attribué aux UGT, ou aux groupes d'UGT, qui sont susceptibles de profiter des synergies du regroupement.

Les actifs et les charges du siège social ne sont pas attribués aux UGT ou aux groupes d'UGT. S'il existe un indice montrant qu'un actif a pu se déprécier, la valeur recouvrable est établie pour l'UGT à laquelle appartiennent les actifs du siège social. Les UGT auxquelles un goodwill a été attribué sont soumises à un test de dépréciation au moins une fois par année ainsi que toutes les fois qu'il y a une indication que les unités ont pu se déprécier, en comparant la valeur comptable de l'unité, y compris le goodwill, à sa valeur recouvrable.

La valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT correspond à sa valeur d'utilité, ou à sa juste valeur diminuée des coûts de la vente si celle-ci est plus élevée. Pour déterminer la valeur d'utilité, la direction estime les flux de trésorerie futurs attendus de chaque UGT et détermine un taux d'actualisation acceptable en vue de calculer la valeur actuelle de ces flux de trésorerie. Les données utilisées pour les tests de dépréciation sont liées directement au plus récent budget approuvé de la Société et ajustées au besoin pour exclure les effets des réorganisations futures et des améliorations d'actifs. Les facteurs d'actualisation sont déterminés individuellement pour chaque UGT et rendent compte de leurs profils de risque respectifs, évalués par la direction. Les pertes de valeur constatées relativement à une UGT sont attribuées proportionnellement, d'abord à la réduction de la valeur comptable du goodwill affecté à l'unité, puis aux autres actifs de l'unité. Les pertes de valeur se rapportant au goodwill ne font pas l'objet de reprises.

Dépréciation d'autres actifs non financiers

Les actifs non financiers à durée déterminée sont soumis à un test de dépréciation chaque fois que des événements ou des changements dans les circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Les actifs non financiers qui ne sont pas amortis sont également soumis à un test de dépréciation annuel. Les pertes de valeur, s'il en est, sont comptabilisées en résultat des activités poursuivies ou abandonnées selon le cas pour un montant correspondant à l'excédent de la valeur comptable sur la valeur recouvrable de l'actif. La Société évalue la possibilité que des pertes de valeur, autres que celles liées à la dépréciation du goodwill, puissent être reprises lorsque des événements ou des changements de situation motivent une telle évaluation.

Instruments financiers

La Société comptabilise des actifs financiers et des passifs financiers lorsqu'elle devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier. Elle décomptabilise les actifs financiers lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie liés à ces actifs arrivent à expiration, ou lorsque les actifs financiers et tous les risques et avantages significatifs inhérents à leur propriété ont été transférés. Elle décomptabilise un passif financier à son extinction, annulation ou expiration. Les actifs financiers et les passifs financiers sont évalués initialement à la juste valeur majorée des coûts de transaction, sauf pour les actifs financiers et les passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, lesquels sont évalués initialement à la juste valeur, et lorsque les coûts de transaction sont passés en charges immédiatement. Les actifs financiers et les passifs financiers sont évalués ultérieurement de la façon suivante.

Actifs financiers

Aux fins de l'évaluation après la comptabilisation initiale, les actifs financiers qui ne sont pas désignés et efficaces comme instruments de couverture sont classés dans les catégories suivantes au moment de la comptabilisation initiale :

- prêts et créances;
- actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net;
- placements détenus jusqu'à l'échéance;
- actifs financiers disponibles à la vente.

La catégorie détermine l'évaluation après la comptabilisation initiale et établit si les produits et les charges en résultant, s'il en est, sont comptabilisés en résultat net ou dans les autres éléments du résultat global. Tous les actifs financiers sauf ceux qui sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net sont soumis à un test de dépréciation au moins à chaque date de présentation de l'information financière. La valeur des actifs financiers est réduite lorsqu'il existe une indication objective de dépréciation d'un actif financier ou d'un groupe d'actifs financiers. Pour déterminer s'il y a dépréciation, différents critères sont appliqués pour chacune des catégories d'actifs financiers décrites ci-dessous. Tous les produits et les charges se rapportant à des actifs financiers qui sont comptabilisés dans le compte consolidé de résultat sont présentés dans le montant net des autres charges, sauf ceux qui ont trait à la réduction de valeur des créances clients.

Prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Après la comptabilisation initiale, ils sont évalués au coût amorti, en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, diminué de la provision pour pertes de valeur. Ils ne sont pas actualisés si l'effet de l'actualisation est non significatif. La trésorerie, les équivalents de trésorerie, les placements temporaires (affectés), les créances clients et autres créances de la Société entrent dans cette catégorie d'instruments financiers. Les créances individuellement importantes sont évaluées pour déterminer si elles ont subi une dépréciation lorsqu'elles sont en souffrance ou lorsqu'il y a une indication objective qu'une contrepartie en particulier ne respectera pas ses obligations de paiement. Les pertes de valeur des créances clients sont présentées dans les frais de vente, frais généraux et frais d'administration.

Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net

Les actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net comprennent les actifs financiers qui sont classés comme étant détenus à des fins de transaction (antérieurement selon les PCGR du Canada) ou qui respectent certaines conditions et sont désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net lors de leur comptabilisation initiale. Tous les instruments financiers dérivés entrent dans cette catégorie, sauf ceux qui ont été désignés comme des instruments de couverture et qui sont efficaces à ce titre, pour lesquels les exigences de la comptabilité de couverture s'appliquent.

La Société peut désigner les actifs financiers comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net selon la nature du règlement et le moment auquel ces actifs financiers peuvent être réglés. Les actifs financiers que la Société détient à des fins de règlement en trésorerie dans un avenir proche (un an) sont habituellement désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net. Le fait de désigner des actifs financiers d'une telle nature comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net réduira notablement les incohérences, les profits et les pertes étant enregistrés dans la période au cours de laquelle ils ont eu lieu.

Les actifs de cette catégorie sont évalués à la juste valeur et les profits ou les pertes sont comptabilisés en résultat net. La juste valeur des instruments financiers dérivés est déterminée par rapport à des opérations sur le marché actif ou au moyen d'une technique d'évaluation s'il n'y a pas de marché actif.

Passifs financiers

Les passifs financiers de la Société comprennent les emprunts, les dettes fournisseurs et autres crédettes ainsi que des instruments financiers dérivés. Les passifs financiers sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, sauf les passifs financiers détenus à des fins de transaction ou désignés à la juste valeur par le biais du résultat net qui, après la comptabilisation initiale, sont comptabilisés à la juste valeur, les profits ou les pertes étant portés au résultat net.

Tous les instruments financiers dérivés qui ne sont pas désignés comme instruments de couverture et qui ne sont pas efficaces à ce titre sont comptabilisés à la juste valeur par le biais des comptes consolidés de résultat. Tous les frais liés aux intérêts et, s'il y a lieu, les changements dans la juste valeur d'un instrument qui sont présentés dans les comptes consolidés de résultat sont inclus dans les (gains) pertes de change et dérivés.

Comptabilité de couverture

Un instrument ne peut être désigné comme couverture que si, au début de la couverture et pendant toute la période de couverture, il est attendu que les variations de la juste valeur des instruments financiers de couverture dérivés et non dérivés compenseront en grande partie les variations de la juste valeur de l'élément couvert attribuables au facteur de risque sous-jacent. La Société documente en bonne et due forme toutes les relations entre les instruments de couverture et les éléments couverts, ainsi que ses objectifs et sa stratégie de gestion des risques pour conclure diverses opérations de couverture. Ce processus comprend la mise en correspondance de tous les dérivés avec les flux de trésorerie prévus ou avec un actif ou un passif donnés. La Société documente aussi en bonne et due forme et évalue, au début de la couverture et périodiquement par la suite, si les instruments de couverture sont très efficaces pour compenser les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie des éléments couverts. Elle dispose de deux stratégies de couverture autorisées.

Couvertures de juste valeur

La Société applique généralement la comptabilité de couverture de la juste valeur à certains dérivés de taux d'intérêt qui couvrent son exposition aux variations de la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers comptabilisés. Dans une relation de couverture de la juste valeur, les profits ou les pertes découlant de l'évaluation des instruments de couverture dérivés à la juste valeur sont comptabilisés en résultat net, tandis que les profits ou les pertes sur les éléments couverts attribuables aux risques couverts sont comptabilisés comme un ajustement de la valeur comptable des éléments couverts et comptabilisés en résultat net.

Couvertures de flux de trésorerie

La Société applique généralement la comptabilité de couverture des flux de trésorerie aux contrats de change à terme et aux dérivés de taux d'intérêt conclus pour couvrir les risques de change liés aux opérations prévues et aux actifs et passifs comptabilisés. Dans une relation de couverture de flux de trésorerie, la partie des profits ou des pertes sur l'élément de couverture qui est déterminée comme étant une couverture efficace est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, tandis que la partie inefficace est comptabilisée dans le résultat net. Les montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global sont reclassés en résultat net à titre d'ajustement de reclassement lorsque l'élément couvert a une incidence sur le résultat net. Toutefois, lorsqu'une transaction prévue est ultérieurement comptabilisée comme un actif non financier, les montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global sont reclassés à la valeur comptable initiale de l'actif correspondant.

Stocks

Les stocks sont évalués au coût ou à la valeur nette de réalisation, si celle-ci est inférieure. Le coût comprend toutes les dépenses directement attribuables au procédé de fabrication ainsi que les parties acceptables des frais généraux fixes de production compte tenu de la capacité de production normale. Les coûts des éléments qui sont habituellement fongibles sont affectés en utilisant la méthode du coût moyen pondéré. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des frais de vente applicables. Lorsque les circonstances qui justifiaient précédemment de déprécier les stocks en dessous du coût n'existent plus ou lorsqu'il y a des indications claires d'une augmentation de la valeur nette de réalisation en raison d'un changement de la situation économique, le montant de la dépréciation fait l'objet d'une reprise (c'est-à-dire que la reprise est limitée au montant de la dépréciation initiale) de sorte que la nouvelle valeur comptable correspond au coût ou à la valeur nette de réalisation révisée si celle-ci est inférieure.

À l'occasion, lorsque la quasi-totalité des matières premières nécessaires est en stock, la Société peut choisir de conclure des contrats de vente à long terme à prix fixe. Les quantités requises de matières premières pour honorer ces contrats sont spécifiquement affectées et le calcul du coût moyen des matières premières de ces stocks est utilisé pendant toute la durée des contrats.

Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat de la période comprend la charge d'impôt exigible et la charge d'impôt différé. Les impôts sont comptabilisés au compte consolidé de résultat, sauf s'ils sont liés à des éléments inscrits dans les autres éléments du résultat global ou directement en capitaux propres; dans ce cas, l'impôt est aussi comptabilisé dans les autres éléments du résultat global ou directement en capitaux propres.

La charge d'impôt exigible est établie d'après les lois fiscales adoptées ou quasi adoptées à la date de l'état consolidé de la situation financière dans les pays où la Société et ses filiales exercent leurs activités et où le résultat imposable est généré. La direction revoit périodiquement les positions prises dans les déclarations de revenus à l'égard des situations pour lesquelles les règlements fiscaux applicables prêtent à interprétation. Au besoin, elle inscrit des charges en fonction des montants qui devraient être payés aux autorités fiscales.

L'impôt différé est comptabilisé selon la méthode du report variable au titre des différences temporelles survenant entre les bases fiscales des actifs et des passifs et leurs valeurs comptables dans les états financiers consolidés. Cependant, les passifs d'impôts différés ne sont pas constatés s'ils sont générés par la comptabilisation initiale du goodwill. La comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui, au moment de la transaction, n'affecte ni le résultat comptable, ni le résultat imposable ne donne lieu à aucun impôt différé. L'impôt différé est calculé selon les taux d'imposition et les réglementations fiscales qui ont été adoptés ou quasi-adoptés à la date de clôture et dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif d'impôt sera réalisé ou le passif d'impôt sera réglé.

Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés seulement dans la mesure où il est probable que des bénéfices imposables, auxquels les différences temporelles pourront être imputées, seront disponibles.

Un actif ou un passif d'impôt différé est comptabilisé pour tenir compte des différences temporelles liées à des participations dans des filiales et dans des entreprises associées, sauf lorsque le groupe est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporelle s'inversera et qu'il est probable que cette différence temporelle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont compensés lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et les passifs d'impôt exigible et lorsque les actifs et les passifs d'impôt différé concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même administration fiscale sur la même entité imposable, ou sur des entités imposables différentes qui ont l'intention de régler les soldes sur la base de leur montant net.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse et les dépôts à vue. Les équivalents de trésorerie peuvent aussi comprendre les effets bancaires, ainsi que les instruments du marché monétaire à court terme dont l'échéance est d'au plus trois mois à la date d'acquisition, qui peuvent être convertis immédiatement en trésorerie à l'acquisition.

Placements temporaires (affectés)

Les placements temporaires représentent les dépôts affectés qui sont détenus pour garantir certains passifs de la Société.

Avantages futurs du personnel

La Société cotise à un régime de retraite à prestations définies. Les principales méthodes comptables s'appliquant aux avantages futurs du personnel sont les suivantes :

- Le coût au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi acquis par les salariés est établi par calcul actuariel selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service, les taux d'intérêt du marché ainsi que les meilleures estimations de la direction à l'égard du rendement prévu des actifs du régime, de l'âge de la retraite des salariés et des coûts prévus des soins de santé.
- Aux fins du calcul du rendement prévu des actifs du régime, ces derniers sont évalués à la juste valeur.
- Les gains et pertes actuariels cumulatifs nets non comptabilisés excédant 10 % de l'obligation au titre des prestations constituées ou 10 % de la valeur liée au marché des actifs du régime, selon la plus élevée des deux au début de l'exercice, sont amortis sur la durée moyenne estimative à courir du service des participants au régime.

Paiements fondés sur des actions

La juste valeur des régimes de paiement fondés sur des actions réglées en capitaux propres est déterminée en appliquant le modèle de Black et Scholes à la date d'attribution. Les données utilisées pour l'évaluation comprennent le cours de l'action à la date d'évaluation, le prix d'exercice de l'instrument, la volatilité attendue, la durée de vie moyenne pondérée prévue de l'instrument, les dividendes attendus, le nombre prévu d'options éteintes et le taux d'intérêt sans risque. L'incidence des conditions de service et des conditions d'acquisition autres que des conditions de marché n'est pas prise en considération lors de la détermination de la juste valeur. La charge de rémunération des droits réglés en capitaux propres est comptabilisée dans l'état consolidé du résultat sur la période d'acquisition selon la méthode de l'amortissement dégressif tandis que la juste valeur de chaque tranche est comptabilisée sur sa période d'acquisition respective.

Pour les transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie, la charge de rémunération est déterminée en fonction de la juste valeur du passif contracté à chaque date de présentation de l'information financière jusqu'au moment du règlement des droits attribués. La juste valeur du passif est évaluée au moyen du modèle de Black et Scholes, en tenant compte des conditions associées à chaque attribution et des services rendus à cette date par les salariés.

Résultat net par action

Le résultat net de base par action est calculé en divisant le résultat net de la période qui est attribuable aux porteurs de capitaux propres de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

Le résultat net dilué par action est calculé selon la méthode du rachat d'actions. Selon cette méthode, le résultat net par action est calculé comme si les options étaient exercées à l'ouverture de l'exercice (ou au moment de leur émission si celle-ci a lieu plus tard) et comme si les fonds obtenus à l'exercice des options étaient utilisés pour acheter des actions ordinaires de la Société au cours moyen du marché pendant la période.

Estimations et jugements importants de la direction concernant l'application des méthodes comptables

Les paragraphes qui suivent présentent les jugements importants pour l'application des méthodes comptables de la Société qui ont l'effet le plus important sur les états financiers consolidés.

Incertitude relative aux estimations

Lorsqu'elle prépare les états financiers consolidés, la direction porte un certain nombre de jugements, établit des estimations et formule des hypothèses concernant la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges. Ces estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées périodiquement. Les changements dans les estimations comptables sont constatés dans la période au cours de laquelle ils ont lieu et dans toutes les périodes ultérieures concernées.

L'information relative aux jugements importants, aux estimations et aux hypothèses qui ont l'effet le plus important sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges est présentée ci-dessous.

Dépréciation des actifs non financiers

La Société comptabilise une perte de valeur correspondant à l'excédent de la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT sur sa valeur recouvrable, qui est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité.

Pour déterminer la valeur d'utilité, la direction estime les flux de trésorerie attendus de chaque actif ou UGT et elle détermine un taux d'intérêt acceptable en vue de calculer la valeur actuelle de ces flux de trésorerie. Dans le cadre de l'évaluation des flux de trésorerie futurs attendus, la direction pose des hypothèses sur les résultats opérationnels futurs, qui ont trait à des événements et à des circonstances futurs. Les résultats réels peuvent être différents et donner lieu à des ajustements importants des actifs de la Société dans des périodes futures. Dans la plupart des cas, la détermination du taux d'actualisation applicable suppose l'estimation de l'ajustement approprié au risque de marché et aux facteurs de risque propres aux actifs (notes 8 et 10).

Regroupements d'entreprises

Au moment de la comptabilisation initiale, les actifs et les passifs de l'entreprise acquise sont présentés à la juste valeur dans l'état consolidé de la situation financière. Pour évaluer la juste valeur, la direction utilise des estimations des flux de trésorerie et des taux d'actualisation futurs, mais les résultats réels peuvent différer de ces estimations. La détermination de la juste valeur pourrait inclure l'utilisation de techniques d'évaluation qui sont généralement fondées sur des prévisions des flux de trésorerie actualisés nets futurs. Ces évaluations sont étroitement liées aux hypothèses faites par la direction concernant la performance future des actifs connexes et de toute variation du taux d'actualisation utilisé. Toute modification de l'évaluation survenant au cours de la période d'évaluation par rapport à la comptabilisation initiale, s'il en est, se répercute sur l'évaluation du goodwill (note 5).

Durées d'utilité des actifs amortissables

La direction examine les durées d'utilité des actifs amortissables à chaque date de présentation de l'information financière, chaque fois que des événements ou des changements dans les circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

Stocks

Les stocks sont évalués au coût ou à la valeur nette de réalisation, si celle-ci est inférieure, le coût étant établi selon la méthode du coût moyen. Pour estimer les valeurs nettes de réalisation, la direction tient compte des éléments probants les plus fiables disponibles à la date à laquelle les estimations sont faites. Les activités fondamentales de la Société sont vulnérables aux changements des politiques des pays étrangers et aux variations des prix des métaux reconnus sur la scène internationale, qui peuvent entraîner des fluctuations rapides des prix de vente. La Société évalue ses stocks en fonction d'un groupe d'éléments similaires et en tenant compte des événements qui sont survenus entre la date de clôture et la date de finalisation des états financiers. La valeur nette de réalisation détenue pour satisfaire aux modalités d'un contrat de vente particulier est mesurée selon le prix du contrat (note 7).

Impôt sur le résultat

La Société est assujettie à l'impôt de nombreuses juridictions fiscales. Pour établir sa charge d'impôt sur le résultat dans tous les pays où elle exerce des activités, elle doit poser des jugements importants. L'incidence fiscale définitive de bon nombre de transactions et de calculs est incertaine. La Société comptabilise un passif lorsqu'elle estime que des questions soulevées par des contrôles fiscaux pourraient demander le versement d'impôts supplémentaires. Lorsque le règlement définitif d'une question fiscale donne lieu à un montant d'impôt différent du montant comptabilisé initialement, l'écart est comptabilisé dans les actifs et les passifs d'impôt exigible et différé de la période du règlement définitif.

NOTE 3 – PRISES DE POSITION COMPTABLES RÉCENTES

Sauf indication contraire, les normes révisées et modifications des normes existantes suivantes, qui sont pertinentes pour la Société mais n'ont pas encore été adoptées par celle-ci, seront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013, l'adoption anticipée étant permise. La Société n'a pas encore évalué quelle sera l'incidence de ces normes et modifications ni si elle les adoptera de façon anticipée.

- i) IFRS 9, *Instruments financiers*, a été publiée en novembre 2009. Cette norme porte sur le classement et l'évaluation des actifs financiers et remplace les multiples catégories et modèles d'évaluation préconisés par IAS 39, *Instruments financiers – comptabilisation et évaluation*, pour les instruments d'emprunt, par un nouveau modèle d'évaluation mixte ne comportant que deux catégories, soit le coût amorti et la juste valeur par le biais du résultat net. IFRS 9 remplace aussi les modèles d'évaluation des instruments de capitaux propres. Ces instruments sont comptabilisés soit à la juste valeur par le biais du résultat net, soit à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Lorsque les instruments de capitaux propres sont évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, les dividendes sont comptabilisés en résultat net, dans la mesure où ils ne représentent pas clairement un rendement des placements. Cependant, les autres profits et pertes (y compris les pertes de valeur) associés à ces instruments demeurent indéfiniment dans le cumul des autres éléments du résultat global.

Les exigences relatives aux passifs financiers ajoutées dans IFRS 9 en octobre 2010 reprennent pour l'essentiel celles de IAS 39, sauf que, selon les nouvelles exigences, les variations de la juste valeur attribuables au risque de crédit pour les passifs désignés à la juste valeur par le biais du résultat net doivent être comptabilisées dans les autres éléments du résultat global.

IFRS 9 vise les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015.

- ii) IFRS 10, *États financiers consolidés*, exige qu'une entité consolide une entreprise détenue lorsqu'elle a des droits ou qu'elle est exposée à des rendements variables du fait de sa participation dans l'entreprise détenue et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements en raison du pouvoir qu'elle exerce sur l'entreprise détenue. Selon les normes IFRS en vigueur, la consolidation est nécessaire lorsqu'une entité a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une autre entité de manière à tirer des avantages des activités de cette dernière. IFRS 10 remplace SIC-12, *Consolidation – Entités ad hoc*, et des parties d'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*.

5N PLUS INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011; chiffres comparatifs pour l'exercice terminé le 31 mai 2011
(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf mention du contraire)

- iii) IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*, établit des obligations en matière d'informations à fournir sur les participations dans d'autres entités, comme des filiales, des partenariats, des entreprises associées et des entités structurées non consolidées. La norme reprend les obligations d'information existantes et exige aussi la présentation d'informations supplémentaires concernant la nature des participations d'une entité dans d'autres entités et les risques qui y sont associés.
- iv) IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*, est une norme globale d'évaluation de la juste valeur, qui précise les exigences en matière d'informations à fournir s'appliquant à toutes les normes IFRS. La nouvelle norme précise que la juste valeur est le prix qui serait obtenu pour la vente d'un actif, ou payé pour transférer un passif dans le cadre d'une transaction ordonnée entre les intervenants du marché, à la date de l'évaluation. Selon les IFRS en vigueur, les lignes directrices sur l'évaluation de la juste valeur et les informations à fournir à ce sujet sont réparties entre les normes spécifiques exigeant des évaluations de la juste valeur et ne rendent pas toujours compte d'une base d'évaluation claire ni d'informations à fournir uniformes.
- v) Des modifications ont été apportées aux normes existantes, notamment à IAS 27, *États financiers individuels*, et à IAS 28, *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises*. IAS 27 traite de la comptabilisation des filiales, des entités contrôlées conjointement et des entreprises associées dans les états financiers consolidés. IAS 28 a été modifiée pour inclure les coentreprises dans son champ d'application et pour traiter des modifications apportées aux IFRS 10 à 13.
- vi) IAS 19, *Avantages du personnel*, a été modifiée et d'importants changements ont été apportés à la comptabilisation et à l'évaluation des coûts liés aux régimes à prestations définies et aux indemnités de fin de contrat de travail, ainsi que pour améliorer les informations à fournir relatives à tous les avantages du personnel. La norme modifiée exige la constatation immédiate des écarts actuariels dans les autres éléments du résultat global au moment où ils surviennent, sans jamais passer au résultat net. Les coûts des services passés (qui incluent dorénavant le gain ou la perte sur la liquidation du régime) ne pourront plus être comptabilisés sur la période de service. Ils seront plutôt comptabilisés immédiatement dans la période durant laquelle survient la modification du régime. Les coûts liés aux régimes de retraite seront distribués entre (i) le coût des services rendus au cours de la période (coût des services courants) et les coûts des modifications (coûts des services passés, de réduction ou de liquidation de régime) et (ii) les coûts ou revenus financiers. Les coûts ou revenus financiers seront calculés sur la base de l'actif net ou de l'obligation nette au titre des prestations définies. Un certain nombre d'autres modifications ont été apportées à la comptabilisation, à l'évaluation et la classification, en particulier une nouvelle définition de la notion de avantages à court et long terme, une assistance sur le traitement des impôts relatifs aux régimes de retraite, des lignes directrices sur les dispositions de partage des risques et des coûts ainsi que des informations détaillées à fournir.
- vii) IAS 1, *Présentation des états financiers*, a été modifiée de façon à imposer aux entités de présenter les composantes des autres éléments du résultat global dans deux catégories, selon qu'elles sont susceptibles ou non d'être reclassées dans le compte de résultat ultérieurement. Les entités qui choisissent de présenter ces composantes avant impôt seront tenues de présenter les impôts relatifs aux deux catégories séparément. La modification s'applique aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} juillet 2012, l'adoption anticipée étant permise.
- viii) IFRS 7, *Instruments financiers : informations à fournir*, a été modifiée afin d'y ajouter des obligations d'information concernant les opérations de transfert et les expositions aux risques liés aux transferts d'actifs financiers et l'effet des risques sur la situation financière de l'entité, en particulier ceux qui ont trait à la titrisation d'actifs financiers. La modification s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2011, et son adoption anticipée est permise.
- ix) IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière*, a été modifiée et deux changements y ont été apportés. La première modification remplace les mentions de la date d'application ferme au 1^{er} janvier 2004 par la « date de transition aux IFRS ». Cette modification élimine la nécessité pour les entités qui appliquent les IFRS pour la première fois de retraiter les transactions de décomptabilisation qui ont eu lieu avant la date de transition aux IFRS. La deuxième modification fournit des directives sur la façon dont

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011; chiffres comparatifs pour l'exercice terminé le 31 mai 2011

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf mention du contraire)

une entité doit reprendre la présentation des états financiers conformément aux IFRS après une période pendant laquelle l'entité était dans l'impossibilité de se conformer aux IFRS, en raison du fait que sa monnaie fonctionnelle était frappée par une hyperinflation grave. La modification s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2011, et l'adoption anticipée est permise.

- x) IAS 12, *Impôts sur le résultat*, a été modifiée pour y ajouter une exception au principe d'évaluation des actifs et passifs d'impôt différé générés par un immeuble de placement évalué à la juste valeur. Du fait de cette modification, il existe une présomption réfutable que la valeur comptable de l'immeuble de placement sera recouvrée par voie de vente lorsqu'on évalue le mode de recouvrement ou de règlement prévu. L'interprétation SIC-21, *Impôt sur le résultat – Recouvrement des actifs non amortissables réévalués*, cessera de s'appliquer aux immeubles de placement comptabilisés à la juste valeur. La modification incorpore aussi dans IAS 12 les autres indications contenues auparavant dans l'interprétation SIC-21, qui est retirée. La modification s'applique aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} juillet 2012, et son application anticipée est permise.

NOTE 4 – ACQUISITION D'UNE PARTICIPATION DE 40 % DANS UNE FILIALE

Le 31 octobre 2011, la Société a fait l'acquisition de la participation résiduelle de 40 % dans l'une de ses filiales, LAOS Industrial Resources Co. Ltd. pour un montant de 2 014 \$ US. Une tranche de 1 007 \$ a déjà été versée et le solde sera payé en avril 2012. Le montant de 2 014 \$ et le solde de (237 \$) de la participation ne donnant pas le contrôle dans les états consolidés de la situation financière au 31 octobre 2011 ont été comptabilisés directement aux résultats non distribués, soit un montant total de 2 251 \$.

NOTE 5 – ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

La Société a acquis deux entreprises au cours de l'exercice terminé le 31 mai 2011. Ces acquisitions ont été comptabilisées selon la méthode de l'acquisition et le résultat net des entreprises acquises a été consolidé à compter de la date d'acquisition.

a) MCP Group SA

Le 8 avril 2011, la Société a fait l'acquisition de la totalité des actions de MCP Group SA (« MCP »), un producteur et distributeur de métaux spéciaux et leurs dérivés chimiques, dont le bismuth, l'indium, le gallium, le sélénium et le tellure. L'acquisition a donné lieu aux contreparties suivantes : montant en trésorerie de 149 226 \$ (105 794 €), billet à ordre et retenue en faveur des vendeurs de 89 335 \$ (61 879 €) et 11 377 797 \$ actions ordinaires de 5N à 7,73 \$ CA l'action, soit une contrepartie de 91 917 \$, pour une contrepartie totale de 330 478 \$. Les frais de transaction, qui se sont élevés à approximativement 1 810 \$, ont été passés en charges. Le prix de 7,73 \$ CA l'action a été établi d'après le cours de clôture des actions de la Société le 8 avril 2011, moins une décote de 20 %, basée sur la valeur d'une option de vente estimée au moyen du modèle d'évaluation Black et Scholes pour tenir compte de la période de blocage visant ces actions.

Le goodwill généré par l'acquisition de MCP est attribuable à la chaîne d'approvisionnement, aux synergies attendues et au regroupement des effectifs. Aucune tranche du goodwill n'est déductible aux fins de l'impôt.

L'acquisition de MCP améliore la situation de chef de file de la Société dans le marché des technologies propres, donne lieu à la création d'une plateforme d'approvisionnement, de production et de distribution d'envergure mondiale. Elle permet à la Société d'élargir considérablement sa gamme de métaux, de produits chimiques et de composés dans le marché de la technologie propre grâce à une plateforme d'envergure mondiale. Cela devrait aussi créer de nombreuses occasions de renforcer notre chaîne d'approvisionnement en matières premières, de réduire nos coûts de production et d'accéder à de nouveaux marchés.

5N PLUS INC.**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

Pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011; chiffres comparatifs pour l'exercice terminé le 31 mai 2011
(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf mention du contraire)

La contribution de MCP aux produits de la Société pour l'exercice terminé le 31 mai 2011 est de plus de 95 M\$. La Société est dans l'impossibilité d'évaluer avec précision la contribution de MCP au résultat net en raison du regroupement des activités opérationnelles et de financement de la Société et de MCP depuis l'acquisition.

Pour la ventilation du goodwill entre les différentes UGT, consulter la note 10.

b) Sylarus Technologies LLC

Le 21 juin 2010, la Société a fait l'acquisition, pour un montant de 3 000 \$ US, d'un billet convertible de Sylarus Technologies LLC (« Sylarus »), un producteur de substrats de germanium pour cellules solaires établi à St. George (Utah). Le billet convertible portait intérêt au taux de 6 % annuellement et était remboursable au plus tard le 31 mai 2015. Ce billet, y compris les intérêts courus, était convertible, au gré de la Société, en 18 % des actions votantes et participantes de Sylarus. Cette débenture convertible est un instrument financier hybride, dont la composante dette et la composante instrument dérivé incorporé sont évaluées séparément. La composante dette est classée à titre de prêt et créance et la composante dérivé incorporé, qui représente l'option de conversion, est classée comme détenue à des fins de transaction.

Le 10 janvier 2011, la Société a converti la débenture en une participation majoritaire de 66,67 % dans Sylarus. La Société a également accepté de fournir un financement additionnel de 767 \$ sous la forme d'une créance garantie pour le remboursement de la dette à court terme contractée par Sylarus.

Le tableau qui suit présente la contrepartie payée pour MCP et Sylarus ainsi que le montant des actifs acquis et des passifs pris en charge comptabilisés à la date d'acquisition, de même que la juste valeur de la participation ne donnant pas le contrôle à la date d'acquisition :

	MCP	Sylarus	Total
	\$	\$	\$
Actifs acquis			
Placements temporaires (affectés)	18 919	-	18 919
Fonds de roulement sans contrepartie en trésorerie	305 399	680	306 079
Immobilisations corporelles	44 130	8 030	52 160
Goodwill (note 10)	120 639	-	120 639
Immobilisations incorporelles	70 049	-	70 049
Impôt sur le résultat différé	3 797	-	3 797
Autres actifs	4 540	200	4 740
	567 473	8 910	576 383
Passifs pris en charge			
Fonds de roulement sans contrepartie en trésorerie	80 604	2 700	83 304
Dette bancaire et dette à court terme	130 269	-	130 269
Dette à long terme	21 123	1 094	22 217
Passif au titre des prestations définies	13 145	-	13 145
Impôt sur le résultat différé	22 355	-	22 355
Billet à payer à 5N Plus inc.	-	767	767
Participation ne donnant pas le contrôle	-	1 557	1 557
	267 496	6 118	273 614
TOTAL DES ACTIFS NETS IDENTIFIABLES	299 977	2 792	302 769
Contrepartie totale			
Montant en trésorerie versé aux vendeurs	149 226	3 300	152 526
Émission d'actions aux vendeurs	91 917	-	91 917
Solde du prix d'acquisition et retenue	89 335	-	89 335
Trésorerie et équivalents de trésorerie acquis	(30 501)	(508)	(31 009)
Prix d'acquisition, net de la trésorerie acquise	299 977	2 792	302 769

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011; chiffres comparatifs pour l'exercice terminé le 31 mai 2011

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf mention du contraire)

NOTE 6 – DÉBITEURS

	31 décembre 2011	31 mai 2011	1^{er} juin 2010
	\$	\$	\$
Créances clients, montant brut	75,010	111 085	3 761
Provision pour pertes sur créances	(482)	(190)	(24)
Créances clients	74 528	110 895	3 737
Autres créances	5 801	6 258	847
Créances	80 329	117 153	4 584

Toutes les créances de la Société sont à court terme. La valeur comptable nette des créances est considérée comme étant une approximation raisonnable de la juste valeur. La Société passe régulièrement en revue tous les montants afin de repérer les indications de dépréciation et elle a constitué un compte de correction de valeur pour créances irrécouvrables afin de tenir compte des éventuelles pertes de valeur.

Les facteurs de risque de crédit auxquels est exposée la Société ainsi que les pertes de valeur liées aux créances clients sont présentés à la note 26.

La plupart des créances sont données en nantissement de la facilité de crédit renouvelable (note 14).

NOTE 7 – STOCKS

La ventilation des stocks est la suivante :

	31 décembre 2011	31 mai 2011	1^{er} juin 2010
	\$	\$	\$
Matières premières	75 511	103 481	14 758
Travaux en cours et produits finis	239 822	196 574	11 352
Total	315 333	300 055	26 110

Pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011, un montant total de 313 855 \$ a été inclus au titre des stocks comme charge dans le coût des ventes (97 948 \$ pour l'exercice terminé le 31 mai 2011). Ce montant comprend un montant de 34 790 \$ (néant pour l'exercice terminé le 31 mai 2011) au titre de la dépréciation des stocks.

Aucune perte de valeur antérieure n'a été comptabilisée en réduction de charges au cours de la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011 (aucune réduction de charges au cours de l'exercice terminé le 31 mai 2011).

La plupart des stocks sont donnés en nantissement de la facilité de crédit renouvelable (note 14).

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011; chiffres comparatifs pour l'exercice terminé le 31 mai 2011

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf mention du contraire)

NOTE 8 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Terrains et bâtiments	Équipement de production	Mobilier, équipement de bureau et matériel roulant	Améliorations locatives	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Au 1^{er} juin 2010					
Coût présumé	12 771	19 254	674	1 408	34 107
Cumul des amortissements	(1 095)	(5 132)	(313)	(332)	(6 872)
Valeur comptable nette	11 676	14 122	361	1 076	27 235
Exercice terminé le 31 mai 2011					
Au 1 ^{er} juin 2010	11 676	14 122	361	1 076	27 235
Additions	25 049	43 468	2 186	2 282	72 985
Amortissement	(745)	(1 568)	(337)	(181)	(2 831)
Effet du change	(130)	(213)	(22)	-	(365)
Au 31 mai 2011	35 850	55 809	2 188	3 177	97 024
Au 31 mai 2011					
Coût	37 690	62 450	2 633	3 690	106 463
Cumul des amortissements	(1 840)	(6 641)	(445)	(513)	(9 439)
Valeur comptable nette	35 850	55 809	2 188	3 177	97 024
Période de sept mois terminée le 31 décembre 2011					
Au 31 mai 2011	35 850	55 809	2 188	3 177	97 024
Additions	1 870	4 034	815	434	7 153
Cessions	(22)	(147)	-	-	(169)
Pertes de valeur	-	(8 848)	(181)	(2 431)	(11 460)
Amortissement	(983)	(4 431)	(374)	(111)	(5 899)
Incidence des fluctuations de taux de change	(127)	(36)	(3)	-	(166)
Au 31 décembre 2011	36 588	46 381	2 445	1 069	86 483
Au 31 décembre 2011					
Coût	39 042	52 782	2 836	1 588	96 248
Cumul des amortissements	(2 454)	(6 401)	(391)	(519)	(9 765)
Valeur comptable nette	36 588	46 381	2 445	1 069	86 483

Les immobilisations corporelles non amorties représentaient 4,6 M\$ au 31 décembre 2011 (15,8 M\$ au 31 mai 2011).

Le prix de vente des panneaux solaires a enregistré une forte baisse au cours des derniers mois, si bien que la direction a évalué que les produits solaires pourraient s'être dépréciés. La Société a effectué ses tests de dépréciation en date du 31 décembre 2011.

Trois unités génératrices de trésorerie (« UGT ») sont visées par l'indice de dépréciation, soit l'UGT de recyclage de panneaux solaires à couche mince, l'UGT des produits solaires à base de germanium et l'UGT des produits solaires à couche mince. La valeur recouvrable de l'UGT de recyclage de panneaux solaires à couche mince et de l'UGT des produits solaires à base de germanium a été calculée selon la méthode de la juste valeur diminuée du coût de la vente à l'aide des prix de marché actuels. Celle de l'UGT des produits solaires à couche mince a été calculée selon les flux de trésorerie actualisés.

5N PLUS INC.**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

Pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011; chiffres comparatifs pour l'exercice terminé le 31 mai 2011

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf mention du contraire)

La direction a estimé que la juste valeur de l'UGT de recyclage de panneaux solaires et de l'UGT des produits solaires à base de germanium est négligeable, en raison des pertes futures prévues et de la nature très spécifique de ce matériel ainsi que sur la base d'une analyse du marché faite par la direction. Le montant de la dépréciation de ces UGT totalisait 11 460 \$.

En ce qui concerne l'UGT des produits à couche mince, la valeur recouvrable a été établie en fonction d'une analyse des flux de trésorerie actualisés. Les prévisions des flux de trésorerie couvrent une période de deux ans. Les prévisions pour une période supérieure à deux ans ont été extrapolées à l'aide de taux de croissance ne dépassant pas une moyenne à long terme de 2,00 %. Les principales hypothèses sont présentées ci-après :

Taux de croissance moyen pondéré	2,00 %
Taux d'actualisation avant impôt	9,41 %

La direction a estimé le chiffre d'affaires brut prévu selon la performance passée des usines connexes, ajusté pour tenir compte des nouveaux volumes prévus et de ses attentes en ce qui concerne le développement du marché. Selon cette analyse, aucune dépréciation n'a été comptabilisée.

5N PLUS INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011; chiffres comparatifs pour l'exercice terminé le 31 mai 2011
(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf mention du contraire)

NOTE 9 – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	Relations clients	Technologie	Nom commercial et ententes de non- concurrence	Logiciels, frais de propriété intellectuelle et de développement	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Coût					
Au 31 mai 2011	42 966	23 108	7 724	3 404	77 202
Entrées	-	-	57	699	753
Pertes de valeur	-	-	-	(700)	(700)
Effet du change	-	-	-	(31)	(31)
Au 31 décembre 2011	42 966	2 3108	7 781	3 369	77 224
Amortissement					
Au 31 mai 2011	578	333	586	843	2 340
Amortissement	2 553	2 696	1 347	302	6 898
Effet du change	-	-	(47)	(47)	(94)
Ajustement	-	-	-	(68)	(68)
Au 31 décembre 2011	3 131	3 029	1 886	1 030	9 076
Valeur comptable nette au 31 décembre 2011	39 835	20 079	5 895	2 339	68 148
Valeur comptable nette au 1^{er} juin 2010					
	\$	\$	\$	\$	\$
Valeur comptable nette au 1^{er} juin 2010	-	-	-	1 672	1 672
Coût					
Au 1 ^{er} juin 2010	-	-	-	1 846	1 846
Entrées	42 966	23 108	7 724	1 558	75 356
Au 31 mai 2011	42 966	23 108	7 724	3 404	77 202
Amortissement					
Au 1 ^{er} juin 2010	-	-	-	174	174
Amortissement	578	333	586	669	2 166
Au 31 mai 2011	578	333	586	843	2 340
Valeur comptable nette au 31 mai 2011	42 388	22 775	7 138	2 561	74 862

Au 31 décembre 2011, la Société a comptabilisé une dépréciation de 700 \$ des autres charges, relativement aux frais de développement (néant au 31 mai 2011), en raison d'un recul important du marché de l'énergie solaire.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011; chiffres comparatifs pour l'exercice terminé le 31 mai 2011

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf mention du contraire)

NOTE 10 – GOODWILL

	\$
Au 1 ^{er} juin 2010	4 200
Acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises (note 5)	119 645
Autres	71
Au 31 mai 2011	123 916
Autres	994
Au 31 décembre 2011	124 910

Le goodwill est attribué aux UGT suivantes aux fins du test de dépréciation annuel :

	31 décembre 2011	31 mai 2011	1 ^{er} juin 2010
	\$	\$	\$
Secteur Matériaux électroniques	110 460	109 584	4 200
Secteur Matériaux écologiques	14 450	14 332	-
Total du goodwill attribué	124 910	123 916	4 200

Dans le cadre des tests de dépréciation du goodwill, la Société a effectué un test pour les secteurs Matériaux électroniques et Matériaux écologiques conformément à sa politique et compte tenu de la situation à la date du test. La Société a établi que les secteurs Matériaux écologiques et Matériaux électroniques représentaient le niveau le plus bas auquel elle surveille le goodwill. Les valeurs recouvrables de ces secteurs ont été établies selon la méthode de la juste valeur diminuée des coûts de vente qui fait entrer en jeu le modèle d'actualisation des flux de trésorerie. Les projections utilisées pour les flux de trésorerie couvrent une période de deux ans. Les principales hypothèses utilisées sont celles d'un intervenant sur le marché et sont conformes avec les sources d'information externes et les données historiques. Les principales hypothèses utilisées sont les suivantes :

	Matériaux écologiques	Matériaux électroniques
Taux de croissance moyen pondéré	5,79 %	3,40 %
Taux d'actualisation avant impôt	10,46 %	10,70 %

Dans les deux secteurs, des changements pouvant raisonnablement affecter les principales hypothèses ne feraient pas en sorte que la valeur recouvrable du goodwill deviendrait inférieure à sa valeur comptable. Dans le secteur Matériaux écologiques, la valeur recouvrable dépassait la valeur comptable de 22 472 \$ au 31 décembre 2011. Dans le secteur Matériaux électroniques, la valeur recouvrable dépassait la valeur comptable de 8 158 \$ au 31 décembre 2011. La Société a effectué son test de dépréciation au 31 décembre 2011.

Selon les tests de dépréciation effectués au 31 mai 2011 et au 1^{er} juin 2010, les secteurs Matériaux électroniques et Matériaux écologiques n'avaient subi aucune perte de valeur.

5N PLUS INC.**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

Pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011; chiffres comparatifs pour l'exercice terminé le 31 mai 2011
(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf mention du contraire)

NOTE 11 – PARTICIPATIONS COMPTABILISÉES SELON LA MÉTHODE DE LA MISE EN ÉQUIVALENCE

	31 décembre 2011	31 mai 2011	1 ^{er} juin 2010
	\$	\$	\$
Début de l'exercice	1 084	-	-
Acquises dans le cadre de regroupements d'entreprises (note 5)	-	887	-
Quote-part du résultat net des coentreprises	429	197	-
Fin de l'exercice	1 513	1 084	-

Un résumé de l'information financière relative à la quote-part de la Société dans les actifs, les passifs, les produits et les charges de Ingal Stade GmbH (« Ingal »), MCP Crystal et MCP Shenzhen, dans lesquelles la Société détient une participation de 50 %, est présenté dans le tableau suivant :

	31 décembre 2011	31 mai 2011	1 ^{er} juin 2010
	\$	\$	\$
Quote-part des :			
Actifs	6 606	5 339	-
Passifs	4 831	3 726	-
Produits	6 615	2 352	-
Charges	429	197	-

NOTE 12 – AUTRES ACTIFS

	31 décembre 2011	31 mai 2011	1 ^{er} juin 2010
	\$	\$	\$
Charges différées	3 606	757	-
Dépôts	1 727	1 384	-
Autres actifs	2 474	2 016	43
	7 807	4 157	43

NOTE 13 – DETTES FOURNISSEURS ET CHARGES À PAYER

	31 décembre 2011	31 mai 2011	1 ^{er} juin 2010
	\$	\$	\$
Dettes fournisseurs	35 763	34 083	2 447
Charges à payer	23 266	35 675	2 002
Dettes fournisseurs et charges à payer	59 029	69 758	4 449

Les dettes fournisseurs ne portent pas intérêt.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011; chiffres comparatifs pour l'exercice terminé le 31 mai 2011

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf mention du contraire)

NOTE 14 – DETTE BANCAIRE, DETTE À COURT TERME ET DETTE À LONG TERME**a) Dettes bancaires et dettes à court terme**

La Société a négocié des lignes de crédit auprès d'un certain nombre d'institutions financières en Chine et à Hong Kong. Ces lignes de crédit sont garanties par d'autres sociétés du groupe et par les placements temporaires (affectés) (Hong Kong). Au 31 décembre 2011, le crédit disponible en vertu de ces lignes totalisait environ 80 M\$, montant auquel s'ajoute une ligne de crédit de quelque 50 M\$ (390 M\$ HK) liée à un placement temporaire (affecté) (voir ci-dessous).

Au 31 décembre 2011

Monnaie contractuelle	HKD	USD	Euro	RMB	Total
Crédit disponible	390 000	-	-	194 000	s. o.
Montant emprunté	390 000	-	-	146 440	s. o.

Au 31 décembre 2011

Monnaie de présentation	USD	USD	USD	USD	Total
Crédit disponible	50 205	-	-	30 826	81 031
Montant emprunté	50 205	-	-	23 225	73 430

Au 31 mai 2011

Monnaie contractuelle	HKD	USD	Euro	RMB	Livre sterling	Total
Crédit disponible	390 000	40 000	40 800	192 500	10 000	s. o.
Montant emprunté	390 000	35 941	38 160	135 260	7 855	s. o.

Au 31 mai 2011

Monnaie de présentation	USD	USD	USD	USD	USD	Total
Crédit disponible	50 115	40 000	58 654	29 671	16 485	194 925
Montant emprunté	50 115	35 941	54 858	20 840	12 949	174 703

L'emprunt en dollars de Hong Kong porte intérêt au taux HIBOR à trois mois plus 1,00 %. Ce taux a été couvert par un instrument afin de fixer le taux d'intérêt à 2,48 % jusqu'à l'échéance. Les emprunts en renminbi (« RMB ») portent intérêt à des taux variant entre 105 % et 110 % du taux du RMB.

Les emprunts en dollars de Hong Kong sont garantis par des dépôts en RMB, qui sont inscrits à titre de placements temporaires (affectés) dans l'état consolidé de la situation financière de la Société. Les dépôts ont la même échéance que les emprunts. À l'échéance, soit au plus tard en mai 2012, les dépôts seront encaissés et convertis en dollars de Hong Kong, et serviront à rembourser les emprunts auxquels ils correspondent. La Société détient des instruments dérivés fixant le taux de change entre le dollar de Hong Kong et le RMB afin de couvrir la Société contre le risque de change. Les dépôts, qui totalisent 49 812 \$, portent intérêt au taux de 2,55 %.

Les emprunts en dollars de Hong Kong arrivent à échéance entre février 2012 et mai 2012.

5N PLUS INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011; chiffres comparatifs pour l'exercice terminé le 31 mai 2011
(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf mention du contraire)

b) Dette à long terme

	31 décembre 2011	31 mai 2011	1 ^{er} juin 2010
	\$	\$	\$
Solde de prix d'acquisition et retenue non garantis à payer aux anciens actionnaires de MCP au montant total de 61 879 € (billet de 46 908 € et retenue de 14 971 €), portant intérêt au taux d'un swap de taux d'intérêt trois ans majoré de 3,00 %. Le billet est remboursable en trois versements annuels à compter d'avril 2012 (note 5) et la retenue est remboursable en avril 2014. Le solde de prix d'acquisition et retenue à payer inclut un montant de 31 925 € payable à deux membres du conseil d'administration de la Société.	80 066	88 958	-
Facilité de crédit renouvelable garantie de premier rang de 250 M\$ (200 M\$ au 6 mars 2012) auprès d'un syndicat de banques, échéant en août 2015 ¹ .	185 000	-	-
Emprunt à terme ne portant pas intérêt, remboursable sous certaines conditions, échéant en 2023. Si l'emprunt n'est pas remboursé en totalité d'ici la fin de 2023, l'encours sera radié.	824	827	786
Emprunt d'un montant de 1 541 \$, portant intérêt au taux LIBOR de trois mois majoré de 3,00 %, remboursable en deux versements égaux de 50 %, en mars 2012 et en décembre 2012, et obligation découlant d'un contrat de location-financement, portant intérêt au taux de 12,30 %, remboursable par versements mensuels de 12,5 \$.	1 836	1 872	-
Autres emprunts	750	285	-
Facilité de crédit renouvelable garantie de premier rang de 50 \$ CAD auprès d'une banque canadienne, échéant en avril 2013 ² .	-	28 773	-
Emprunt à terme non garanti de 13 M\$, portant intérêt au taux LIBOR majoré de 2,3 %, échéant en janvier 2017. L'emprunt à terme a été remboursé avec le produit de 250 M\$ de la facilité renouvelable garantie de premier rang susmentionnée.	-	12 591	-
Emprunt à terme en euros, portant intérêt au taux de 6,23 %, garanti par une hypothèque grevant les actifs d'une usine en Allemagne, au montant de 1 534 € et échéant en décembre 2014, remboursé en septembre 2011.	-	2 695	-
Emprunt subordonné non garanti de 1 M€ portant intérêt au taux de 5,50 % et échéant en 2017, remboursé en octobre 2011.	-	1 438	-
Emprunt à terme d'un montant autorisé de 450 £ remboursé en août 2011	-	742	-
Emprunts à terme, portant intérêt à des taux flottants fixés par les banques prêteuses, échéant en 2014 et 2015, garantis par les actifs d'une usine située en Belgique de 3 814 €, et remboursés en octobre 2011.	-	3 884	-
Emprunt à terme portant intérêt au taux de base variable du prêteur diminué de 1,40 %, remboursable en versements mensuels de 41 667 \$, remboursé en septembre 2011 ²	-	3 613	3 821
	268 476	145 678	4 607
Moins la partie courante de la dette à long terme	14 757	19 430	595
	253 719	126 248	4 012

1 Cette facilité de crédit renouvelable peut être tirée en dollars américains, en dollars canadiens ou en euros. Le taux d'intérêt varie selon le niveau d'endettement de la Société (ratio dette-BAIIA) et peut porter intérêt au taux LIBOR, aux taux des acceptations bancaires ou au taux EURIBOR majorés de 1,25 % à 2,75 % ou au taux de base ou préférentiel US majoré de 0,25 % à 1,75 %. Des commissions d'engagement de 0,31 % à 0,69 % sont aussi versées sur la partie non utilisée du crédit. La facilité de crédit renouvelable peut être augmentée à 350 M\$ (300 M\$ en date du 6 mars 2012) si les prêteurs approuvent une telle augmentation, et elle est garantie par la quasi-totalité des actifs de certaines entités de la Société. Le montant du retrait total au 31 décembre 2011 est en dollars américains. La facilité fait l'objet de clauses restrictives. Au 31 décembre 2011, la Société respectait toutes les clauses restrictives.

2 Cet emprunt a été remplacé en août 2011 par la facilité de crédit de 250 M\$ renouvelable de premier rang et garantie.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011; chiffres comparatifs pour l'exercice terminé le 31 mai 2011

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf mention du contraire)

NOTE 15 – OBLIGATION AU TITRE DES PRESTATIONS DÉFINIES

La Société a établi un régime de retraite à prestations définies en Allemagne fondé sur les gains ouvrant droit à pension et les années de service. Un engagement d'avantages directs a été donné aux anciens directeurs généraux et directeurs principaux. Un engagement d'avantages indirects a été donné aux membres du personnel par l'entremise de Unterstützungseinrichtung der HEK GmbH e.V. Les engagements ont été donnés aux membres du personnel entrés en fonction le 31 décembre 1993 ou avant cette date.

	31 décembre 2011	31 mai 2011
	\$	\$
Valeur actuelle des obligations au titre des régimes non capitalisés	12 315	13 481

La ventilation de l'obligation au titre des prestations définies se présente comme suit :

	31 décembre 2011 (7 mois)	31 mai 2011 (12 mois)
	\$	\$
Début de la période	13 481	-
Acquises dans le cadre de regroupements d'entreprises (note 5)	-	13 145
Coût des services rendus au cours de la période	39	12
Coût financier	355	112
Incidence du change	(1 285)	380
Prestations versées	(226)	(71)
Écarts actuariels	(49)	(97)
Fin de la période	12 315	13 481

Les montants comptabilisés au compte consolidé de résultat se présentent comme suit :

	31 décembre 2011 (7 mois)	31 mai 2011 (12 mois)
	\$	\$
Coût des services rendus au cours de la période	39	12
Coût financier	355	112
Total, compris dans les salaires (note 29)	394	124

Les principales hypothèses actuarielles à la fin de la période se présentent comme suit :

	31 décembre 2011	31 mai 2011
Taux d'actualisation	5 %	5 %

5N PLUS INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011; chiffres comparatifs pour l'exercice terminé le 31 mai 2011

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf mention du contraire)

NOTE 16 – AUTRES PASSIFS

	Provision pour restauration des sites	Produits différés	Autres	Total
	\$		\$	\$
Au 1 ^{er} juin 2010	-	618	-	618
Dotations additionnelles	-	171	-	171
Pris en charge dans le cadre de l'acquisition d'entreprises (note 5)	3 463	-	4 036	7 499
Au 31 mai 2011	3 463	789	4 036	8 288
Au 1 ^{er} juin 2011	3 463	789	4 036	8 288
Dotations additionnelles	1 107	467	677	2 251
Reprise des montants non utilisés	-	(5)	-	(5)
Montant utilisé	(1 098)	(191)	(2 486)	(3 775)
Au 31 décembre 2011	3 472	1 060	2 227	6 759
Courants	2 588	0	-	2 588
Non courants	844	1 060	2 227	4 171

NOTE 17 – IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

	31 décembre 2011	31 mai 2011
	\$	\$
Impôt exigible :		
Impôt exigible (produit d'impôt) sur le résultat de l'exercice	(4 483)	8 696
Ajustement pour tenir compte des exercices antérieurs	903	100
Total de l'impôt exigible (produit d'impôt)	(3 580)	8 796
Impôt différé :		
Création et renversement de différences temporelles	(1 133)	(630)
Variation du taux d'impôt	-	(59)
Total de l'impôt différé	(1 133)	(689)
Charge (recouvrement) d'impôt	(4 713)	8 107

5N PLUS INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011; chiffres comparatifs pour l'exercice terminé le 31 mai 2011

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf mention du contraire)

L'impôt comptabilisé sur le résultat avant impôt de la Société diffère du montant qui aurait découlé de l'utilisation du taux d'imposition moyen pondéré applicable au bénéfice des entités consolidées comme suit :

	31 décembre 2011		31 mai 2011	
	(7 mois)		(12 mois)	
	\$		\$	
Résultat avant impôt au taux local prévu par la loi	(7 719)	28,4 %	8 800	29,3 %
Augmentation (diminution) découlant des éléments suivants :				
Pertes non comptabilisées reportées en avant	4 391	(16,2) %	1 752	5,8 %
Charges non déductibles à des fins fiscales	400	(1,5) %	(10)	-
Avantages découlant d'une structure financière	(996)	3,7 %	(269)	(0,9) %
Écart de change non imposable	(358)	1,3 %	(1 814)	(6,0) %
Effet de l'écart entre les taux d'impôt étrangers et les taux d'impôt au Canada	(823)	3,0 %	(261)	(0,9) %
Ajustement pour tenir compte des exercices antérieurs	903	(3,3) %	100	0,3 %
Autres	(511)	1,9 %	(191)	0,6 %
Total de (recouvrement) charge d'impôt sur le résultat	(4 713)	17,3 %	8 107	27,0 %

La variation du taux prévu par la loi entre mai 2011 (29,3 %) et décembre 2011 (28,4 %) s'explique essentiellement par la réduction du taux d'impôt fédéral réglementaire de 18 % à 16,5 %.

Une analyse des actifs et passifs d'impôt différé est présentée dans le tableau suivant :

	31 décembre 2011	31 mai 2011
	\$	\$
Actif d'impôt différé :		
Actifs d'impôt différé à recouvrer dans les 12 prochains mois	(3 333)	(1 916)
Actifs d'impôt différé à recouvrer après 12 mois	(3 313)	(4 072)
Passif d'impôt différé :		
Passif d'impôt différé à recouvrer dans les 12 prochains mois	-	379
Passif d'impôt différé à recouvrer après 12 mois	23 083	23 403
Passif d'impôt différé, montant net	16 437	17 794

Les variations des montants d'impôt différé se présentent comme suit :

	31 décembre 2011	31 mai 2011
	(7 mois)	(12 mois)
Au début de la période	(17 794)	(1 500)
Acquis dans le cadre des regroupements d'entreprises (note 5)	-	(18 558)
Charge d'impôt liée à des composantes des autres éléments du résultat global	188	-
Charge inscrite aux comptes consolidés de résultat	1 133	689
Charge d'impôt imputée directement aux capitaux propres	36	1 575
À la fin de la période	(16 437)	(17 794)

5N PLUS INC.**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

Pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011; chiffres comparatifs pour l'exercice terminé le 31 mai 2011
(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf mention du contraire)

Les principales composantes de l'actif et du passif d'impôt différé de la Société se présentent comme suit :

Actifs d'impôt différé	Immobilisations corporelles	Stocks	Autres passifs	Frais	Autres	Total
				d'émission d'actions et honoraires professionnels		
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Au 1 ^{er} juin 2010	-	495	-	989	-	1 484
Acquis dans le cadre des regroupements d'entreprises (note 5)	166	1 817	1 814	-	-	3 797
Montant passé à titre de charges (de produits) aux capitaux propres	-	-	-	1 575	-	1 575
Montant passé à titre de charges (de produits) au compte consolidé de résultat	19	77	(367)	(597)	-	(868)
Au 31 mai 2011	185	2 389	1 447	1 967	-	5 988
Montant passé à titre de charges (de produits) au compte consolidé de résultat	(185)	889	(296)	(381)	407	434
Montant passé à titre de charges (de produits) aux capitaux propres	-	-	-	36	-	36
Montant passé à titre de charges (de produits) aux autres éléments du résultat global	-	-	-	-	188	188
Au 31 décembre 2011	-	3 278	1 151	1 622	595	6 646

Passifs d'impôt différé	Immobilisations corporelles	Stocks	Autres passifs	Autres	Total
Au 1 ^{er} juin 2010	2 244	290	353	97	2 984
Acquis dans le cadre des regroupements d'entreprises (note 5)	1 436	74	20 084	761	22 355
Montant passé à titre de charges (de produits) au compte consolidé de résultat	(424)	(148)	(506)	(479)	(1 557)
Au 31 mai 2011	3 256	216	19 931	379	23 782
Montant passé à titre de charges (de produits) au compte consolidé de résultat	(941)	-	89	153	(699)
Au 31 décembre 2011	2 315	216	20 020	532	23 083

Pertes reportées en avant

Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés dans la mesure où la réalisation de l'avantage imposable connexe est probable. La Société dispose de pertes fiscales reportées et non constatées de 26 118 \$ au 31 décembre 2011 (13 478 \$ au 31 mai 2011) pour lesquelles aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé.

Des passifs d'impôts différés relatifs aux retenues d'impôt et aux impôts qui auraient été payables sur les profits non rapatriés de certaines filiales n'ont pas été comptabilisés. Ces montants sont toujours réinvestis. Les profits non rapatriés totalisaient 272 195 \$ au 31 décembre 2011 (294 532 \$ au 31 mai 2011).

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011; chiffres comparatifs pour l'exercice terminé le 31 mai 2011

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf mention du contraire)

NOTE 18 – CATÉGORIES D'ACTIFS FINANCIERS ET DE PASSIFS FINANCIERS**Juste valeur**

Tous les actifs financiers classés dans les prêts et créances, de même que les passifs financiers classés dans les autres passifs sont initialement évalués à la juste valeur, puis au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Tous les actifs et passifs financiers classés dans les instruments détenus à des fins de transaction sont évalués à la juste valeur. Les profits et les pertes liés aux réévaluations périodiques sont comptabilisés en résultat net.

La Société a établi que la valeur comptable de ses actifs et de ses passifs financiers à court terme, notamment la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements temporaires, les créances, les dettes bancaires et les emprunts à court terme, ainsi que les dettes fournisseurs et charges à payer, se rapprochait de leur juste valeur en raison de l'échéance à court terme de ces instruments.

Au 31 décembre 2011, la juste valeur de la dette à long terme se rapproche de la valeur comptable et elle est calculée au moyen de la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs au taux de clôture pour une dette similaire assortie des mêmes conditions et échéances.

Le tableau qui suit présente les actifs financiers et les passifs financiers évalués à la juste valeur dans les états consolidés de la situation financière conformément à la hiérarchie de la juste valeur. Cette hiérarchie classe les actifs financiers et les passifs financiers à trois niveaux selon l'importance des données utilisées pour évaluer la juste valeur des actifs et passifs financiers. Les niveaux de la hiérarchie de la juste valeur sont les suivants :

- niveau 1 : prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;
- niveau 2 : données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (sous forme de prix), soit indirectement (déterminées à partir de prix);
- niveau 3 : données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas basées sur des données observables de marché (données non observables).

Le niveau au sein duquel l'actif financier ou le passif financier est classé est déterminé d'après le niveau de données le plus bas qui sera significatif pour l'évaluation de la juste valeur. Les actifs financiers et les passifs financiers évalués à la juste valeur dans les états financiers consolidés de la situation financière sont regroupés au sein de la hiérarchie de la juste valeur de la façon suivante au 31 décembre 2011 :

31 décembre 2011	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
	\$	\$	\$
Passifs financiers			
Instruments financiers dérivés	-	(5 716)	-
31 mai 2011	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
	\$	\$	\$
Passifs financiers			
Instruments financiers dérivés	-	(125)	-
1^{er} juin 2010	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
	\$	\$	\$
Actifs financiers			
Instruments financiers dérivés	-	1 303	-

5N PLUS INC.**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

Pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011; chiffres comparatifs pour l'exercice terminé le 31 mai 2011
(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf mention du contraire)

Actif et passif dérivé

La Société détient actuellement des instruments financiers dérivés ayant trait aux éléments suivants :

- un swap de taux d'intérêt pour fixer le taux d'intérêt pour une partie de sa facilité de crédit renouvelable;
- des contrats de change à terme pour couvrir des flux de trésorerie futurs qui ne sont pas en dollars américains; et
- des options vendues à un établissement financier relativement à des stratégies de couverture.

Suit l'évaluation à la juste valeur des dérivés :

Passif (actif)	31 décembre 2011	31 mai 2011	1^{er} juin 2010
	\$	\$	\$
Swap de taux d'intérêt ⁱ⁾	2 326	125	-
Contrats de change à terme ⁱⁱ⁾	517	-	(1 303)
Options ⁱⁱⁱ⁾	2 873	-	-
Total	5 716	125	(1 303)

i) Le swap de taux d'intérêt a une valeur nominale de 100 M\$ et est en vigueur de janvier 2013 à août 2015. Ce swap de taux d'intérêt fixe le taux LIBOR à 1,82 %. La Société a reçu 1,7 M\$ lorsqu'elle a conclu ce swap de taux d'intérêt en septembre 2011. Le montant a été inscrit à titre de passif non courant et sera amorti pendant la durée du contrat comme charge d'intérêts. La Société a désigné ce contrat comme couverture de flux de trésorerie des paiements futurs d'intérêts, la variation de sa juste valeur étant comptabilisée dans les états consolidés du résultat global.

ii) Les contrats de change à terme visent à vendre des dollars américains en échange de dollars canadiens. Le contrat de change à terme canadien a une valeur nominale de 4,5 M\$ pour une période de neuf mois ouverte après le 31 décembre 2011 à un taux de change \$ US/\$ CA de 1,0114. La Société a désigné ce contrat comme couverture de flux de trésorerie des paiements futurs de salaires, la variation de sa juste valeur étant comptabilisée dans les états consolidés du résultat global.

iii) La Société a vendu à une institution financière des options qui confèrent à cette dernière le droit de vendre des euros à la Société à des dates préétablies. Les options ont une valeur nominale de 51 500 € pour un taux de change euro/\$ US variant de 1,3355 à 1,363 et des échéances entre le 12 janvier 2012 et le 27 janvier 2012.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011; chiffres comparatifs pour l'exercice terminé le 31 mai 2011

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf mention du contraire)

NOTE 19 – SECTEURS OPÉRATIONNELS

Le tableau qui suit présente une ventilation comparative des informations sectorielles.

31 décembre 2011 (7 mois)	Matériaux écologiques	Matériaux électroniques	Siège social	Total
	\$	\$	\$	\$
Produits sectoriels	205 697	186 015	-	391 712
Produits opérationnels (perte opérationnelle), amortissement et dépréciation exclus	18 426	30 631	(11 644)	37 413
Intérêt sur la dette à long terme et autres charges d'intérêts, montant net	-	-	5 487	5 487
Dépréciation des stocks	3 826	30 964	-	34 790
Dépréciation des immobilisations corporelles	-	4 525	6 935	11 460
Gains de change et dérivés	-	-	(642)	(642)
Amortissement	-	-	12 797	12 797
Autres	-	-	698	698
Résultat net avant impôt sur le résultat	14 600	(4 858)	(36 919)	(27 177)
Dépenses en immobilisations	2 742	4 313	98	7 153

31 mai 2011 (12 mois)	Matériaux écologiques	Matériaux électroniques	Siège social	Total
	\$	\$	\$	\$
Produits sectoriels	57 749	122 246	-	179 995
Produits opérationnels (perte opérationnelle), amortissement exclu	4 641	26 885	(2 803)	28 723
Intérêts sur la dette à long terme et autres charges d'intérêts, montant net	-	-	1 960	1 960
Gains de change et dérivés	-	-	(8 639)	(8 639)
Amortissement	-	-	4 997	4 997
Autre	-	-	350	350
Résultat avant impôt sur le résultat	4 641	26 885	(1 471)	30 055
Dépenses en immobilisations	16 113	922	2 796	19 831

31 décembre 2011	Matériaux écologiques	Matériaux électroniques	Siège social	Total
	\$	\$	\$	\$
Actif total, goodwill exclu	320 687	336 971	3 716	661 374
Goodwill	14 450	110 460	-	124 910
Participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence	-	1 513	-	1 513

31 mai 2011	Matériaux écologiques	Matériaux électroniques	Siège social	Total
	\$	\$	\$	\$
Actif total, goodwill exclu	324 653	346 336	12 652	683 641
Goodwill	14 332	109 584	-	123 916
Participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence	-	1 084	-	1 084

5N PLUS INC.**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

Pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011; chiffres comparatifs pour l'exercice terminé le 31 mai 2011

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf mention du contraire)

1^{er} juin 2010	Matériaux écologiques	Matériaux électroniques	Siège social	Total
	\$	\$	\$	\$
Actif total, goodwill exclu	-	128 359	529	128 888
Goodwill	-	4 200	-	4 200

La répartition géographique des produits de la Société en fonction de l'emplacement des clients pour les périodes terminées les 31 décembre 2011 et 31 mai 2011 ainsi que les actifs non courants identifiables aux 31 décembre 2011, 31 mai 2011 et 1^{er} juin 2010 sont résumés dans les tableaux suivants :

Produits ordinaires	31 décembre 2011 (7 mois)	31 mai 2011 (12 mois)
	\$	\$
Asie		
Chine	39 298	26 827
Autres	57 947	36 141
États-Unis	90 493	62 022
Europe		
Allemagne	64 232	3 545
Royaume-Uni	55 537	4 670
Autres	68 061	42 542
Autres	16 144	4 248
Total	391 712	179 995

Actifs non courants	31 décembre 2011	31 mai 2011	1^{er} juin 2010
	\$	\$	\$
Asie			
Hong Kong	95 929	99 651	-
Autres	13 429	12 960	-
États-Unis	15 242	21 695	1 361
Europe			
Allemagne	70 966	54 547	13 105
Belgique	42 515	34 736	-
Autre	17 608	31 418	-
Canada	39 818	52 024	20 168
Total	295 507	307 031	34 634

5N PLUS INC.**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

Pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011; chiffres comparatifs pour l'exercice terminé le 31 mai 2011

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf mention du contraire)

NOTE 20 – INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

La ventilation de la variation nette des éléments du fonds de roulement sans contrepartie en trésorerie liés aux activités est la suivante :

	31 décembre 2011 (7 mois)	31 mai 2011 (12 mois)
	\$	\$
Diminution (augmentation) des actifs :		
Créances	36 231	(25 685)
Stocks	(49 822)	53 788
Actif d'impôt exigible	(8 355)	(2 036)
Autres actifs courants	(1 094)	(458)
Augmentation (diminution) des passifs :		
Dettes fournisseurs et charges à payer	(8 146)	(15 244)
Passif d'impôt exigible	(7 067)	8 944
Variation nette	(38 253)	(88 267)

Les opérations suivantes sont soit exclues des tableaux consolidés des flux de trésorerie, soit incluses dans celui-ci :

	31 décembre 2011 (7 mois)	31 mai 2011 (12 mois)
	\$	\$
a) Entrées impayées exclues à la fin de la période :		
	\$	\$
Entrées d'immobilisations corporelles	190	2 176
b) Entrées impayées incluses au début de la période :		
	\$	\$
Entrées d'immobilisations corporelles	2 176	188

NOTE 21 – CAPITAL SOCIAL

Autorisé

Un nombre illimité d'actions ordinaires, participantes, sans valeur nominale, comportant un droit de vote par action, peut être émis.

Un nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises dans une ou plusieurs séries, à des conditions, des restrictions et des privilèges particuliers, qui doivent être déterminés, pour chaque catégorie d'actions, par le conseil d'administration de la Société. Au 31 décembre 2011, aucune action privilégiée n'était émise.

Aucune action de la Société n'est détenue par une filiale ou une coentreprise.

NOTE 22 – RÉSULTAT PAR ACTION

Le tableau qui suit présente le rapprochement des numérateurs et des dénominateurs utilisés pour le calcul du résultat par action de base et dilué :

Numérateurs	31 décembre 2011 (7 mois) \$	31 mai 2011 (12 mois) \$
Résultat net attribuable aux porteurs de capitaux propres de 5N Plus inc.	(21 641)	22 298
Résultat net pour la période	(22 464)	21 948

Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – de base (dénominateur) :

	31 décembre 2011 (7 mois)	31 mai 2011 (12 mois)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – de base	70 939 901	49 205 470
Effet des titres dilutifs	-	467 617
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation - dilué	70 939 901	49 673 087

Étant donné la perte nette consolidée enregistrée par la Société pour la période terminée le 31 décembre 2011, il n'a pas été tenu compte des options sur actions dans le calcul de la perte diluée par action étant donné leur effet antidilutif.

NOTE 23 – RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

Au 31 décembre 2011, la Société disposait des régimes de rémunération à base d'actions qui suivent.

Régime d'options d'achat d'actions

Le 11 avril 2011, la Société a adopté un nouveau régime d'options d'achat d'actions (le « plan ») en remplacement de l'ancien régime (l'« ancien plan ») adopté en octobre 2007, aux mêmes conditions et termes, sauf que le nombre maximum d'options attribuées ne peut dépasser cinq millions. Le nombre total d'actions pouvant être émises à l'exercice des options attribuées en vertu de l'ancien plan ne pouvait dépasser 10 % de l'ensemble des actions émises de la Société au moment de l'attribution des options. Les options attribuées en vertu de l'ancien plan peuvent être exercées pendant une période d'au plus 10 ans à compter de la date d'attribution. Les options sur actions en circulation au 31 décembre 2011 peuvent être exercées pendant une période d'au plus six ans à compter de la date de leur attribution. Les options sont acquises à raison de 25 % (100 % pour les administrateurs) par année, à compter du premier anniversaire de leur attribution. Les options qui ne sont pas exercées expirent un mois après la date à laquelle le bénéficiaire cesse d'être employé, administrateur ou dirigeant de la Société.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011; chiffres comparatifs pour l'exercice terminé le 31 mai 2011

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf mention du contraire)

Régime incitatif d'unités d'actions restreintes

Le 7 juin 2010, la Société a adopté un régime d'unités d'actions restreintes (le « régime UAR ») pour compléter le régime d'options d'achat d'actions. Le régime UAR permet à la Société d'octroyer aux participants des unités d'actions fictives qui s'acquièrent après une période de trois ans. Les unités d'actions restreintes sont réglées en trésorerie et comptabilisées en passif. L'évaluation de la charge de rémunération et du passif correspondant liés à ces unités est fondée sur la juste valeur des unités d'actions octroyées et elle est passée en charges dans les frais de vente, frais généraux et frais d'administration sur la période d'acquisition des unités d'actions. À la fin de chaque période, les variations des obligations de paiement de la Société attribuables aux fluctuations de la valeur de marché des actions ordinaires à la Bourse de Toronto sont comptabilisées dans les frais de vente, frais généraux et frais d'administration. Pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011, la Société a octroyé 24 758 UAR et 57 887 UAR étaient en circulation au 31 décembre 2011 (33 129 UAR étaient en circulation au 31 mai 2011).

Régime incitatif d'octroi d'unités d'actions restreintes à l'intention des employés étrangers

Le 7 juin 2010, la Société a adopté un régime d'octroi d'actions restreintes à l'intention des employés étrangers (le « régime UAREE »). Aux termes du régime, les UAREE octroyées peuvent être exercées pendant une période d'au plus dix ans à compter de la date d'octroi. Les droits au titre des UAREE en circulation au 31 décembre 2011 peuvent être exercés pendant une période d'au plus six ans à compter de la date de l'octroi. Les UAREE s'acquièrent à un taux de 25 % par année, dès la première année qui suit la date de l'octroi. Pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011, la Société a octroyé 33 428 UAREE et annulé 627 UAREE et 41 350 UAREE étaient en circulation au 31 décembre 2011 (8 549 UAREE étaient en circulation au 31 mai 2011).

Droits à la plus-value d'actions

Le 1^{er} novembre 2011, la Société a attribué 247 000 droits à la plus-value d'actions (« DPVA ») à la plupart des membres de son personnel, à l'exception de son personnel de direction. Les DPVA sont acquis et payés sur une période de trois ans. Ils sont automatiquement exerçables en contrepartie d'un montant en trésorerie à chaque anniversaire de la date de l'attribution et la Société est tenue de verser le montant aux porteurs. Le montant versé en trésorerie correspond au nombre de DPVA multiplié par le cours moyen de l'action de la Société pour le mois qui précède immédiatement l'acquisition. Les changements des obligations de paiements de la Société découlant des variations de la valeur de marché des actions ordinaires à la Bourse de Toronto sont comptabilisés en charges à la fin de chaque période. Pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011, 3 200 DPVA ont été annulés, et 243 800 DPVA étaient en circulation au 31 décembre 2011.

Des informations sur toutes les options sur actions en cours sont présentées dans le tableau suivant :

	31 décembre 2011 (7 mois)		31 mai 2011 (12 mois)	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré \$ CA	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré \$ CA
En circulation au début de la période	1 384 025	4,52	1 596 615	4,24
Attribuées	275 249	8,60	262 308	4,95
Annulées	(47 565)	5,40	(177 518)	5,12
Exercées	(68 498)	3,17	(297 380)	3,07
En cours à la fin de la période	1 543 211	5,28	1 384 025	4,52
Pouvant être exercées à la fin de la période	908 657	4,28	628 765	4,16

5N PLUS INC.**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

Pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011; chiffres comparatifs pour l'exercice terminé le 31 mai 2011
(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf mention du contraire)

Le tableau suivant présente les options sur toutes les actions en cours au 31 décembre 2011 :

Échéance	Prix d'exercice		Nombre d'options
	Min. \$ CA	Max. \$ CA	
Décembre 2013	3,00	3,00	412 675
Octobre 2014	3,81	3,81	2 500
De janvier 2015 à octobre 2016	4,87	6,16	845 892
Juin et septembre 2017	8,50	8,64	267 144
Juin et août 2014	9,13	10,32	15 000
			1 543 211

La juste valeur des options sur actions à la date d'attribution a été évaluée au moyen du modèle d'évaluation d'options de Black et Scholes. Le cours historique des actions ordinaires de la Société sert à estimer la volatilité prévue et les taux des obligations d'État servent à estimer le taux d'intérêt sans risque. Le tableau qui suit présente les données utilisées pour évaluer les justes valeurs à la date d'attribution des options sur actions attribuées pendant les périodes terminées le 31 décembre 2011 et le 31 mai 2011 :

	31 décembre 2011 (7 mois)	31 mai 2011 (12 mois)
Volatilité prévue du cours de l'action	39 %	40 %
Dividende	Néant	Néant
Taux d'intérêt sans risque	1,475 %	2,325 %
Durée de vie prévue de l'option	4 ans	4 ans
Juste valeur – moyenne pondérée des options émises	3,22 \$CA	1,70 \$CA

Le tableau qui suit présente la charge de rémunération à base d'actions, comptabilisée au compte consolidé de résultat pour les périodes terminées les 31 décembre 2011 et 31 mai 2011 :

Charge	31 décembre 2011 (7 mois)	31 mai 2011 (12 mois)
	\$	
Options sur actions	443	813
UAR	-	93
UAREE	10	10
DPVA	114	-
Total	567	916

5N PLUS INC.**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

Pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011; chiffres comparatifs pour l'exercice terminé le 31 mai 2011

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf mention du contraire)

Le tableau qui suit présente la valeur comptable et la valeur intrinsèque des passifs au titre de la rémunération à base d'actions aux 31 décembre 2011, 31 mai 2011 et 1^{er} juin 2010 :

Passif	31 décembre 2011	31 mai 2011	1^{er} juin 2010
	\$	\$	\$
UAR	92	93	-
UAREE	10	10	-
DPVA	114	-	-
Total	216	103	-

NOTE 24 – ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS**Engagements**

La Société loue certaines installations et certains biens d'équipement aux termes de contrats de location simple. Les paiements minimums futurs, compte non tenu des charges opérationnelles pour les prochains exercices, se présentent comme suit :

	31 décembre 2011	31 mai 2011
	\$	\$
Moins d'un an	1 511	1 213
Plus d'un an mais moins de cinq ans	3 426	2 361
Plus de cinq ans	-	334
Total	4 937	3 908

Éventualités

Dans le cours normal des activités, la Société est exposée à des événements pouvant donner lieu à des passifs ou des actifs éventuels. À la date de publication des états financiers consolidés, la Société n'avait connaissance d'aucun événement important susceptible d'avoir une incidence importante sur ses états financiers consolidés.

NOTE 25 – TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Les parties liées à la Société sont des coentreprises, des administrateurs et des membres de la direction.

Sauf indication contraire, aucune des opérations avec ces parties liées n'est assortie de conditions particulières et aucune garantie n'a été donnée ou reçue. Les soldes impayés sont habituellement réglés en trésorerie.

Ingal fournit du gallium à d'autres sociétés du groupe. La Société fournit du gallium à MCP Shenzhen. Au cours de la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011, la Société a acheté pour un montant de 3 945 \$ de gallium à Ingal et a vendu pour un montant de 63 \$ de gallium à MCP Shenzhen.

Au 31 décembre 2011, le montant que la Société devait payer à Ingal s'établissait à 25 \$ et le solde auprès de MCP Shenzhen était de néant (solde à payer de 545 \$ et solde à recevoir de 634 \$, respectivement, au 31 mai 2011; respectivement de néant et de néant au 1^{er} juin 2010). Au 31 décembre 2011, un prêt de 3 688 \$ (2 850 €) consenti par la Société à Ingal était en cours (2 947 \$ (2 050 €) au 31 mai 2011).

NOTE 26 – GESTION DU RISQUE FINANCIER

Dans le cours normal de ses activités, la Société est exposée à différents facteurs de risque financier, notamment le risque de marché (risque de change, risque de taux d'intérêt et autre risque de prix), le risque de crédit et le risque de liquidité.

Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque que le résultat net ou la valeur des instruments financiers de la Société fluctuent par suite de variations des prix du marché, comme les taux de change, les cours des actions et les taux d'intérêt.

La gestion du risque de marché vise à ramener à des niveaux acceptables l'exposition de la Société à de telles variations tout en maximalisant le rendement.

Risque de change

Le risque de change est le risque que les engagements financiers, les actifs, les passifs, le résultat ou les flux de trésorerie fluctuent en raison de variations des cours des monnaies étrangères. La Société conclut des opérations commerciales et détient des actifs dans plusieurs pays; elle est donc sensible aux fluctuations des monnaies avec lesquelles elle exerce ses activités. Le résultat de la Société est exposé au risque de change en grande partie comme suit :

- Conversion des produits et des charges libellés en monnaie étrangère dans la monnaie fonctionnelle de la Société : le dollar américain. Lorsque la monnaie étrangère fluctue par rapport au dollar américain, le résultat présenté en dollars américains varie. L'incidence d'un affaiblissement de la monnaie étrangère par rapport au dollar américain pour les produits et les charges libellés en monnaie étrangère donne lieu à un résultat net plus élevé (perte nette moins élevée) parce que les charges en monnaie étrangère de la Société sont plus élevées que ses produits.
- Conversion de la dette et d'autres éléments monétaires libellés en monnaie étrangère – L'affaiblissement d'une monnaie étrangère pour la dette de la Société libellée dans cette monnaie entraîne une diminution de la dette en dollars américains et donne lieu à une différence de conversion positive sur les avances bancaires et les autres emprunts à court terme, qui est comptabilisée en résultat. La Société calcule le change sur la dette à court terme en calculant la différence entre le taux de change au début et à la fin de chaque période de présentation de l'information financière. Les variations des taux de change se répercutent aussi sur d'autres éléments monétaires libellés en monnaie étrangère.

Le tableau qui suit résume en équivalents de dollars américains les principales expositions de la Société au risque de change au 31 décembre 2011 :

	\$ CA	Euro	Livre sterling	RMB	HKD
Trésorerie et équivalents de trésorerie	366	7 364	807	3 518	17
Placements temporaires (affectés)	-	1 785	-	49 812	-
Créances	244	17 451	2 329	-	-
Dettes bancaires et emprunts à court terme	-	-	-	(23 225)	(50 205)
Dettes fournisseurs et charges à payer	(3 168)	(14 740)	(3)	(407)	-
Dette à long terme	(1 574)	(80 066)	-	-	-
Actifs (passifs) financiers nets	(4 132)	(68 206)	3 133	29 698	(50 188)

5N PLUS INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011; chiffres comparatifs pour l'exercice terminé le 31 mai 2011

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf mention du contraire)

Le tableau qui suit montre l'incidence sur le résultat avant impôt d'un raffermissement ou d'un affaiblissement de un point de pourcentage des monnaies étrangères par rapport au dollar américain au 31 décembre 2011 pour les instruments financiers de la Société libellés dans d'autres monnaies que la monnaie fonctionnelle :

	\$ CA	Euro	Livre sterling	RMB	HKD
Raffermissment de 1 %	(41)	(682)	31	297	(502)
Résultat avant impôt					
Affaiblissement de 1 %					
Résultat avant impôt	41	682	(31)	(297)	502

À l'occasion, la Société conclut des contrats de change à terme de courte durée en vue de vendre des dollars américains en échange de dollars canadiens, d'euros, de dollars de Hong Kong et de livres sterling. Ces contrats offrent une couverture efficace d'une partie du risque de change auquel sont exposés en permanence les flux de trésorerie de la Société puisqu'une grande partie de ses charges dans d'autres monnaies que le dollar américain engagées ailleurs qu'en Chine le sont en dollars canadiens, en euros, en dollars de Hong Kong et en livres sterling.

Contrats de change à terme

Au 31 décembre 2011, la Société avait conclu un contrat de change pour vendre des dollars américains en échange de dollars canadiens. Le contrat a une valeur nominale de 4,5 M\$ pour une période de neuf mois à compter du 31 décembre 2011 pour un taux de change \$ US/\$ CA de 1,0114. Le contrat a une juste valeur de (0,5) M\$ au 31 décembre 2011 et il est comptabilisé au titre des passifs financiers dérivés dans l'état consolidé de la situation financière.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les flux de trésorerie futurs fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. La Société est exposée aux fluctuations de taux d'intérêt liées à sa facilité de crédit renouvelable, qui porte intérêt à taux variable.

Au 31 décembre 2011, la Société était partie à un contrat de swap de taux d'intérêt visant à couvrir une partie du risque de taux d'intérêt lié à sa facilité de crédit renouvelable. Le contrat a une valeur nominale de 100 M\$, en vigueur de janvier 2013 à août 2015. Ce swap de taux d'intérêt fixe le taux d'intérêt LIBOR à 1,82 %. La Société a reçu 1,7 M\$ lorsqu'elle a conclu ce swap de taux d'intérêt en septembre 2011, soit la juste valeur de l'instrument au moment de la signature. Le contrat a une juste valeur de (2,3) M\$ au 31 décembre 2011 et il est comptabilisé au titre des passifs financiers dérivés dans l'état consolidé de la situation financière.

Risque de crédit

Le risque de crédit s'entend de la possibilité qu'un client ou qu'une contrepartie à un contrat ne s'acquitte pas de ses obligations, entraînant ainsi une perte financière pour la Société. La Société a instauré une politique de crédit qui définit les pratiques de crédit courantes. Selon cette politique, tous les nouveaux comptes de clients doivent être passés en revue avant d'être approuvés. La politique détermine également le montant maximum de crédit à accorder à chacun des clients. La solvabilité et la santé financière du client font l'objet d'un suivi continu.

La Société constitue un compte de correction de valeur pour créances irrécouvrables conformément à l'évaluation que fait la direction des montants recouvrables. La valeur comptable des créances représente donc généralement le risque de crédit maximum auquel la Société est exposée. Au 31 décembre 2011 et au 31 mai 2011, respectivement, la Société a constitué un compte de correction de valeur pour créances irrécouvrables de 482 \$ et de 190 \$. Lorsqu'il est constitué, ce compte est inclus dans les frais de vente, frais généraux et frais d'administration aux comptes consolidés de résultat, et il est présenté net des montants recouverts pour lesquels un compte de correction de valeur avait été constitué à des périodes antérieures.

5N PLUS INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011; chiffres comparatifs pour l'exercice terminé le 31 mai 2011
(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf mention du contraire)

Les contreparties aux instruments financiers peuvent exposer la Société à des pertes sur créances si elles ne respectent pas leurs obligations aux termes des contrats. Comme contreparties aux dérivés et aux opérations en trésorerie, la Société n'a que des établissements financiers dont la qualité du crédit est supérieure et qui font l'objet d'un suivi continu. Les évaluations de la solvabilité des contreparties reposent sur la santé financière des établissements et la cote de crédit donnée par des agences de notation externes. Au 31 décembre 2011, la Société ne prévoyait pas de manquement de ses contreparties à leurs obligations qui auraient une incidence importante sur ses états financiers consolidés.

Aucun actif financier n'est en souffrance, sauf certaines créances clients. Le classement chronologique des créances s'établit comme suit :

	31 décembre 2011	31 mai 2011
	\$	\$
En souffrance, mais pas dépréciées		
3 mois ou moins	24 235	28 003
De 3 à 6 mois	1 381	4 612
	25 616	32 615

Le tableau suivant présente un résumé des variations du compte de correction pour créances irrécouvrables :

	31 décembre 2011 (7 mois)	31 mai 2011 (12 mois)
	\$	\$
Début de la période	190	24
Provision pour dépréciation	298	166
Montants inutilisés repris	(6)	-
Fin de la période	482	190

Les montants imputés au compte de correction de valeur sont habituellement sortis du bilan quand on ne s'attend pas à recouvrer de montants additionnels.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que la Société ne puisse respecter ses obligations financières à leur échéance. La Société gère le risque de liquidité auquel elle est exposée par la gestion de sa structure de capital. Elle gère également le risque de liquidité en surveillant continuellement les flux de trésorerie réels et projetés, en prenant en considération les ventes et les encaissements de la Société et en faisant correspondre les échéances des passifs financiers avec celles des actifs financiers. Le conseil d'administration passe en revue et approuve les budgets d'exploitation et d'immobilisations annuels de la Société, ainsi que les opérations significatives hors du cadre de l'activité ordinaire, y compris les projets d'acquisition et les autres investissements importants.

5N PLUS INC.**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

Pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011; chiffres comparatifs pour l'exercice terminé le 31 mai 2011

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf mention du contraire)

Le tableau qui suit présente les échéances contractuelles des passifs financiers de la Société au 31 décembre 2011 :

	Valeur comptable	1 an	2-3 ans	4-5 ans	Au-delà de 5 ans	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Dettes bancaires et emprunts à court terme	73 430	76 348	-	-	-	76 348
Dettes fournisseurs et charges à payer	59 029	59 029	-	1 902	-	59 029
Instruments financiers dérivés	5 716	3 814	-	-	-	5 716
Dettes à long terme	268 476	23 226	83 411	188 090	247	294 974
Total	406 651	162 417	83 411	189 992	247	436 067

NOTE 27 – GESTION DU CAPITAL

Les objectifs de la Société dans la gestion de son capital sont de préserver sa capacité à poursuivre ses activités afin de fournir un retour sur investissement aux actionnaires et des avantages aux autres parties prenantes, ainsi que de maintenir une structure du capital optimale aux fins de réduction du coût de financement.

Afin de maintenir ou de rajuster la structure de son capital, la Société peut ajuster le montant des dividendes versés aux actionnaires, rembourser du capital aux actionnaires, émettre de nouvelles actions ou vendre des actifs pour réduire la dette.

La Société a dû obtenir l'approbation de ses prêteurs pour certaines opérations en capital, comme le paiement de dividendes et les dépenses en immobilisations supérieures à un certain niveau.

La Société surveille son capital en fonction du ratio emprunts/capitaux propres. Ce ratio correspond au quotient obtenu en divisant la dette nette par les capitaux propres. La dette nette correspond aux emprunts (dette bancaire, emprunt à court terme et emprunt à long terme à l'état consolidé de la situation financière) moins la trésorerie et les équivalents et les placements temporaires (affectés). Les capitaux propres correspondent aux capitaux propres attribuables aux porteurs de capitaux propres de 5N Plus inc. à l'état consolidé de la situation financière.

À la fin de la période, les ratios emprunts/capitaux propres se présentent comme suit :

	31 décembre 2011	31 mai 2011
	\$	\$
Emprunts totaux	341 906	320 381
Moins la trésorerie et les équivalents, et les placements temporaires (affectés)	(81 331)	(79 171)
Dette nette	260 575	241 210
Total des capitaux propres	339 241	362 698
Ratio emprunts/capitaux propres	77 %	67 %

NOTE 28 – PASSAGE AUX IFRS

Les présents états financiers consolidés sont les premiers états financiers de la Société préparés selon les IFRS. La Société a adopté IFRS 1 et a appliqué les IFRS pour la première fois le 1^{er} juin 2010 (la « date du passage aux IFRS » ou la « date de transition »).

Pour préparer ces premiers états financiers consolidés en IFRS, la Société a ajusté les montants présentés antérieurement dans les états financiers consolidés établis selon les PCGR du Canada. Les effets du passage aux IFRS sur la situation financière, le résultat global total, les capitaux propres et les flux de trésorerie présentés de la Société sont décrits dans les tableaux qui suivent et les notes y afférentes.

La Société a donné effet aux exceptions et exemptions transitoires suivantes relativement à la pleine application rétrospective des IFRS :

- Écart de change cumulé;
- Regroupements d'entreprises; et
- Coûts d'emprunt.

Rapprochements des PCGR du Canada et des IFRS

En vertu d'IFRS 1, une entité doit rapprocher les capitaux propres, le résultat global et les flux de trésorerie des périodes antérieures. L'incidence de la conversion aux IFRS sur les tableaux consolidés des flux de trésorerie de la Société présentés antérieurement selon les PCGR du Canada est directement liée aux répercussions de cette conversion sur le compte consolidé de résultat et les états consolidés du résultat global et de la situation financière décrites ci-dessous. Les éléments du tableau consolidé des flux de trésorerie sur lesquels la conversion aux IFRS a eu une plus grande incidence sont les suivants : résultat net, acquisitions d'entreprises, charge d'impôt différé et changement de monnaie fonctionnelle.

Le tableau ci-dessous présente un rapprochement des capitaux propres établis selon les PCGR du Canada et des capitaux propres établis selon les IFRS :

	1^{er} juin 2010	31 mai 2011
	\$	\$
Total des capitaux propres selon les PCGR du Canada (\$ CA)	125 678	348 918
Total des capitaux propres selon les PCGR du Canada (\$ US)	120 028	363 960
Différences inscrites aux capitaux propres (\$ US)		
Regroupements d'entreprises (note 28 (a))	-	1 890
Rémunération à base d'actions inscrite au surplus d'apport (note 28 (b))	798	814
Rémunération à base d'actions inscrite aux résultats non distribués (note 28 (b))	(798)	(814)
Incidence de la monnaie fonctionnelle (note 28 (c))	350	(3 405)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	-	(48)
Participation ne donnant pas le contrôle (note 28 (e)) ii)	-	1 593
Total des capitaux propres selon les IFRS (\$ US)	120 378	363 990

5N PLUS INC.**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

Pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011; chiffres comparatifs pour l'exercice terminé le 31 mai 2011

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf mention du contraire)

Le tableau ci-dessous présente un rapprochement du résultat net établi selon les PCGR du Canada et du résultat net établi selon les IFRS :

	31 mai 2011 (12 mois)
	\$
Résultat net selon les PCGR du Canada (\$ CA)	21 641
Résultat net selon les PCGR du Canada (\$ US)	28 274
Regroupements d'entreprises (note 28 (a))	(7 839)
Charge de rémunération à base d'actions (note 28 (b))	16
Incidence de la monnaie fonctionnelle (note 28 (c))	1 356
Quote-part du résultat net des coentreprises	189
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles (note 28 (d))	(48)
Résultat net selon les IFRS (\$ US)	21 948

Le tableau qui suit présente les rapprochements du résultat global total :

	31 mai 2011				
	PCGR du Canada	PCGR du Canada	Incidence du passage aux IFRS	Incidence de la monnaie fonctionnelle	IFRS
	\$ CA	\$ US	\$ US	\$ US	\$ US
Résultat net de la période	21 641	28 274	(7 682)	1 356	21 948
Profit net à la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes	1 622	1 613	-	(1 613)	-
Couvertures de flux de trésorerie, déduction faite de l'impôt	(1 255)	(1 248)	-	1 248	-
Résultat global de la période	22 008	28 639	(7 682)	991	21 948

Les notes afférentes aux rapprochements sont présentées ci-dessous :

a) Regroupements d'entreprises

Conformément aux dispositions transitoires pour la première application des IFRS, la Société a choisi d'appliquer les IFRS portant sur les regroupements d'entreprises prospectivement à compter du 1^{er} juin 2010. En conséquence, les soldes établis selon les PCGR du Canada se rapportant à des regroupements d'entreprises conclus avant cette date, y compris le goodwill, ont été reportés sans ajustements.

i) Frais connexes à l'acquisition : Selon les PCGR du Canada, les coûts directs et marginaux engagés pour effectuer un regroupement d'entreprises sont inclus dans le coût de l'acquisition. Selon les IFRS, les frais connexes à l'acquisition payés à des tiers sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés sauf s'ils sont liés à l'émission d'instruments d'emprunt ou de capitaux propres. Pour l'exercice terminé le 31 mai 2011, cette différence s'est traduite par une diminution de 1 861 \$ du goodwill et une augmentation correspondante des frais connexes à l'acquisition.

ii) Coûts de restructuration : Selon les PCGR du Canada, certains coûts de restructuration liés à la Société acquise sont pris en compte dans la répartition du prix d'achat. Selon les IFRS, ces coûts de restructuration sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés. Pour l'exercice terminé le 31 mai 2011, cette différence s'est traduite par une diminution de 5 978 \$ du goodwill et une augmentation correspondante des coûts de restructuration.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011; chiffres comparatifs pour l'exercice terminé le 31 mai 2011

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf mention du contraire)

- iii) **Date d'évaluation des actions émises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises** : Selon les PCGR du Canada, les actions émises comme élément du prix d'acquisition dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont évaluées en fonction de la moyenne du cours quelques jours avant et après l'annonce de la transaction. Selon les IFRS, les actions émises à titre d'élément du prix d'acquisition dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont évaluées à la date de l'acquisition. Cette différence a eu pour effet d'accroître le capital social et le goodwill de 9 729 \$ pour l'exercice terminé le 31 mai 2011.

Les changements ci-dessus pour l'exercice terminé le 31 mai 2011 ont eu l'incidence suivante :

	Goodwill \$	Capitaux propres		Total des capitaux propres
		Résultats non distribués \$	Capital social \$	
Frais connexes à l'acquisition	(1 861)	(1 861)	-	(1 861)
Coûts de restructuration	(5 978)	(5 978)	-	(5 978)
Capital social	9 729	-	9 729	9 729
Incidence totale	1 890	(7 839)	9 729	1 890

b) Charge de rémunération à base d'actions

- i) **Comptabilisation de la charge** : Selon les PCGR du Canada, la charge au titre de la rémunération à base d'actions est comptabilisée en résultat net selon la méthode linéaire sur la période d'acquisition des droits. Selon les IFRS, chacune des tranches composant les droits est considérée comme une attribution distincte ayant une période d'acquisition et une juste valeur différentes.
- ii) **Charge de rémunération à base d'actions réglée en trésorerie** : Selon les PCGR du Canada, la charge de rémunération à base d'actions est comptabilisée en résultat net selon la méthode linéaire sur la période d'acquisition des droits. Selon les IFRS, chacune des tranches composant les droits est considérée comme une attribution distincte ayant une période d'acquisition et une juste valeur différentes.

Les changements ci-dessus ont eu l'incidence suivante :

- augmentation de 798 \$ du surplus d'apport et diminution de 798 \$ des résultats non distribués à la date de transition;
- augmentation de 814 \$ du surplus d'apport et diminution de 814 \$ des résultats non distribués pour l'exercice terminé le 31 mai 2011;
- augmentation du résultat net de 16 \$ pour l'exercice terminé le 31 mai 2011.

c) Incidence de la monnaie de présentation et de la monnaie fonctionnelle

i) Monnaie de présentation

La Société a choisi de changer sa monnaie de présentation, passant du dollar canadien au dollar américain. Par conséquent, l'information financière établie selon les PCGR du Canada pour laquelle les montants étaient exprimés en dollars canadiens a été convertie en dollars américains, pour toutes les périodes présentées, au taux de change applicable à la date de l'état de la situation financière dans le cas des actifs et des passifs et aux taux de change moyens des périodes correspondantes dans le cas du compte consolidé de résultat, de l'état consolidé du résultat global et du tableau consolidé des flux de trésorerie. Les transactions portant sur les capitaux propres ont été converties aux taux historiques. L'ajustement net découlant de l'incidence de la conversion a été pris en compte dans les capitaux propres.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011; chiffres comparatifs pour l'exercice terminé le 31 mai 2011

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf mention du contraire)

ii) Monnaie fonctionnelle

Le cadre d'établissement de la monnaie fonctionnelle selon les IFRS est semblable au cadre d'établissement de la monnaie de mesure des PCGR du Canada, mais les IFRS, aux termes d'IAS 21, « Effets des variations des cours des monnaies étrangères », distinguent les indicateurs principaux des indicateurs secondaires servant à établir la monnaie fonctionnelle. Les principaux indicateurs sont étroitement liés à l'environnement économique principal dans lequel l'entité exerce ses activités et ont plus de poids. Les indicateurs secondaires apportent des éléments probants pour déterminer la monnaie fonctionnelle de l'entité. Les indicateurs principaux ont plus de poids aux termes des IFRS qu'aux termes des PCGR du Canada.

Au moment de la transition, la Société a procédé à l'évaluation des monnaies fonctionnelles historiques de toutes les sociétés du groupe selon les exigences des IFRS. Par suite de cette évaluation, toutes les sociétés du groupe ont le dollar américain comme monnaie fonctionnelle, à l'exception de certains établissements à l'étranger situés en Asie, pour lesquels on a jugé que la monnaie locale devait être la monnaie fonctionnelle. Le changement de monnaie fonctionnelle historique a nécessité le retraitement rétroactif de ces filiales dans leurs monnaies fonctionnelles selon la méthodologie prescrite par IAS 21.

Conformément aux dispositions transitoires pour la première application des IFRS, la Société a choisi de ne pas ramener à zéro à la date de transition aux IFRS le montant cumulé des différences de conversion, qui comprend les profits et les pertes résultant de la conversion des établissements à l'étranger.

d) Impôt sur le résultat

Certains soldes d'impôt différé sont modifiés par les changements de la valeur comptable des actifs ou passifs connexes découlant de la comptabilisation en IFRS. Selon les PCGR du Canada, les attributions non imposables se rapportant aux immobilisations corporelles donnent lieu à un actif d'impôt différé et à une réduction des immobilisations corporelles. Selon les IFRS, une subvention non imposable représente une différence permanente. L'incidence des changements de la valeur comptable des immobilisations corporelles est la suivante :

- i) augmentation de 862 \$ des immobilisations corporelles et diminution de 862 \$ des actifs d'impôt différé à la date de transition;
- ii) augmentation de 814 \$ des immobilisations corporelles et diminution de 814 \$ des actifs d'impôt différé pour l'exercice terminé le 31 mai 2011.
- iii) diminution de 48 \$ du résultat net et des immobilisations corporelles pour l'exercice terminé le 31 mai 2011.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011; chiffres comparatifs pour l'exercice terminé le 31 mai 2011

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf mention du contraire)

e) Reclassement

- i) Selon les IFRS, les éléments de nature ou de fonction dissemblables doivent être présentés séparément dans les états financiers sauf s'ils sont non significatifs. La Société a choisi de présenter les éléments de ses comptes consolidés de résultat selon leur fonction. Des ajustements ont donc été apportés au classement des charges pour l'exercice terminé le 31 mai 2011. En conséquence, la présentation des états financiers consolidés de la Société a subi de nombreux changements. Les changements n'ont eu aucune incidence sur le résultat net de la Société. Le classement des charges par nature est présenté à la note 29 pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011, comme l'exigent les IFRS dans le cas des états financiers contenant un compte de résultat pour lequel le classement par fonction a été adopté.
- ii) La présentation des soldes dans les états consolidés de la situation financière est plus détaillée et porte sur les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, l'impôt sur le résultat à payer et les passifs financiers dérivés.
- iii) Selon les IFRS, il n'est pas approprié de classer les soldes d'impôt différé dans l'actif courant, peu importe le classement des actifs ou des passifs auxquels se rapporte l'impôt différé ou le moment où il est prévu que les différences s'inverseront. Selon les PCGR du Canada, l'impôt différé se rapportant aux actifs ou aux passifs courants doit être classé dans l'actif courant.

**NOTE 29 – RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS ET CLASSEMENT
DES CHARGES CONNEXES SELON LEUR NATURE**

Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants comprennent les administrateurs (dirigeants ou non) et certains cadres supérieurs. Les charges liées à la rémunération des principaux dirigeants pour des services liés au personnel sont présentées ci-après :

	31 décembre 2011 (7 mois)	31 mai 2011 (12 mois)
	\$	\$
Rémunération des principaux dirigeants		
Salaires	3 085	1 499
Rémunération à base d'actions	301	199
Total	3 386	1 698

	31 décembre 2011 (7 mois)	31 mai 2011 (12 mois)
	\$	\$
Charges, classées par nature		
Salaires (y compris pour la recherche et le développement)	31 677	20 245
Rémunération à base d'actions	443	813
Amortissement des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles	12 797	4 997
Frais de recherche et de développement	3 027	2 586
Dépréciation des stocks	34 790	-
Dépréciation des immobilisations corporelles	11 460	-
Dépréciation des immobilisations incorporelles	700	-
Frais de restructuration	-	5 978
Frais connexes à l'acquisition	-	1 861



Renseignements supplémentaires

Cote boursière

Le titre de 5N Plus se négocie à la Bourse de Toronto sous le symbole VNP.

Agent de transfert et registraire

Services aux investisseurs
Computershare inc.

Comptables

PricewaterhouseCoopers
s.r.l./s.e.n.c.r.l.

Siège social

4385, rue Garand
Montréal (Québec)
H4R 2B4

Assemblée annuelle

L'assemblée annuelle des actionnaires aura lieu à 9 h, le jeudi 17 mai 2012

Club Saint-James
1145, avenue Union
Montréal (Québec)

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec :

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS
5N Plus inc.

4385, rue Garand
Montréal (Québec)
H4R 2B4

T : 514-856-0644

F : 514-856-9611

invest@5nplus.com

If you wish to receive an English copy of this annual report, please write to:

Investor Relations
5N Plus Inc.
4385 Garand Street
Montreal, Quebec
H4R 2B4

It is also available on our website at:
www.5nplus.com



100%



EcoLogo





5N PLUS

5N Plus inc.
4385, rue Garand
Montréal (Québec)
H4R 2B4
Canada

www.5nplus.com